

Université de Rouen, UFR Sciences de l'homme et de la société

CUPGE IEP

Année universitaire 2019-2020

## **RECUEIL DE TEXTES**

### **TD « Démarche sociologique et questions contemporaines »**

(1er semestre)

Enseignante : Cécilia Calheiros  
(cecilia.calheiros1@univ-rouen.fr)

description enchantée de la sociabilité populaire (observée à un moment donné, jamais dans la durée), admiration devant l'ingéniosité de ces « gens de peu », dignification de l'objet par la photographie omniprésente des lieux et des personnes, transformation des jardins ouvriers en survivance d'une « vraie » culture populaire. Disparaissent de ce regard les aspects matériels de cette pratique qui sont pourtant premiers : les questions juridiques et foncières, le coût financier du loisir (location annuelle, eau, achat des engrais et des semences), les arbitrages économiques que les jardiniers ne cessent de faire entre autoproduction (auto-consommation) et consommation marchande, etc. Tous ces aspects de la pratique, pour être saisis par l'enquêteur, demandent de dépasser les discours convenus tenus par les jardiniers à leur visiteur, de poser des questions occultées par la magie des lieux et la superposition des images. L'enquête sur un site pittoresque court le risque de l'enfermement.

Pour comprendre l'attrait des thèmes « exotiques » ou « pittoresques » chez les étudiants, il faut à la fois prendre un point de vue de sociologie de la sociologie et examiner comment le regard est aujourd'hui pré-déterminé par la manière dont les médias voient le monde social. En sociologie, tant les enseignants que les étudiants ont longtemps cultivé (mais le cultivent peut-être moins aujourd'hui) un goût de la marge, du non-conformisme. Les étudiants ont appris à cultiver leur originalité. Cette tradition pèse à sa manière sur le choix des sujets. Satisfaire cette attente de marginalité revient toujours à négliger les principes de production de cette marginalité, c'est-à-dire de production de la norme. Par ailleurs, les médias, notamment certaines émissions de TV (comme *Envoyé spécial*, *La Marche du siècle*) tendent à définir les enjeux de société et la manière légitime de les aborder. Dans les actualités télévisées, on peut voir, en réduction, ce culte de la mise en scène de l'exotique, de la psychologisation des rapports sociaux et de l'« émotionnel ». Avant de commencer une enquête, il faut être attentif à ce qui, aujourd'hui, est déjà préconstruit dans son propre regard. Pourquoi la figure de l'exclusion (terme du débat social plus que concept sociologique) doit-elle être représentée uniquement par un SDF marqué physiquement et non pas par une famille logée survivant avec le RMI ?

*Tout ne doit pas faire l'objet d'une enquête de terrain*

Mais tous les thèmes que vous pensez à juste titre intéressants ne peuvent pas toujours faire l'objet de bonnes enquêtes de terrain. Ou,

plus exactement, l'enquête ethnographique n'est pas forcément le meilleur outil pour les aborder, elle est peut-être moins adaptée qu'une enquête statistique. Vous connaissez l'exemple classique du *Suicide* de Durkheim, objet qui relève par excellence d'un travail de type statistique, à condition, bien sûr, d'intégrer les conditions sociales de production des statistiques sur le suicide.

Par exemple, vous souhaitez travailler sur le « problème » des cantines scolaires (thème utilisé lors de la campagne électorale pour les législatives de 1997 pour dénoncer la dégradation des conditions de vie des classes populaires), sur la malnutrition des enfants scolarisés, sur la *labellisation* des pauvres en milieu scolaire. Une enquête qui se focaliserait sur un petit nombre de familles (avec certainement de grandes difficultés d'enquête) sera moins pertinente qu'une enquête statistique à plus grande échelle qui permettra de mieux traiter différents aspects : l'historique du « problème » au niveau local, les variations des fréquentations selon la localisation des écoles, les mesures et les attitudes prises par les établissements scolaires et les élus, les conflits entre parents pour savoir si c'est à la collectivité de payer pour les « nécessiteux », la nature des arbitrages familiaux en termes de répartition des ressources, etc. Pour cela, rien ne vaut l'établissement de courbes de fréquentation des cantines sur dix ans, l'étude de la différenciation de la chute de fréquentation selon les collèges ou les écoles primaires, l'établissement de corrélations entre la variable « fréquentation de la cantine » et d'autres grandes variables sociologiques (CSP, activité, composition du ménage et nationalité des parents, lieu de résidence, sexe des enfants), etc.

### Les principes du choix d'un thème

On a vu les écueils à éviter, il reste maintenant à vous dire ce qu'il faudrait plutôt faire ou tenter de faire. Premier conseil (qui va sans dire, mais sait-on jamais ?) : travailler sur un thème qui vous intéresse, qui vous « questionne ». Deuxième recommandation : votre thème doit pouvoir faire l'objet d'une manière profitable d'un travail de terrain, réalisable dans la durée de temps qui vous est impartie pour le faire (temps modulable selon que vous êtes en licence, en master 1 ou 2 ou en thèse). Ce qui implique, troisième principe, une préférence pour le choix de « petits » objets d'enquête, ou plus exactement la traduction d'une question générale, sociale ou académique en question d'enquête, en objet empirique.

### Comment enquêter dans une « cité » ?

Le thème des « jeunes de banlieue » est à la mode. Comme pour tout problème social, les sociologues sont fortement sollicités pour identifier le « mal » et proposer des remèdes. De nombreux contrats de recherche sont en cours sur cette question. En même temps, les habitants de ces cités supportent de plus en plus difficilement d'être sans cesse enquêtés (« on n'est pas des cobayes », montrés du doigt et mis au ban de la société. Pour toutes ces raisons c'est un thème particulièrement difficile à traiter (il est d'ailleurs matériellement de plus en plus difficile d'enquêter, les rejets sont de plus en plus violents vis-à-vis des « enquêtés ») et un sujet « piégé ».

Comment trouver un objet qui permette de faire un travail ethnographique et montre la diversité des situations sociales dans ces quartiers ?

La lecture de la presse donne, comme toujours, des aperçus intéressants. Un article de *Libération* (26 décembre 1996) montre le rôle de socialisation joué par l'agence d'auto-école proche de la cité de Villeneuve-Saint-Georges. La femme gérante de cette auto-école dont les principaux clients sont des enfants de la cité voisine a conscience de faire un travail social utile. En enquêtant dans une telle auto-école, vous pourrez analyser ce qu'engage pour ces jeunes le rapport à la voiture : les questions matérielles (« Qui paie le permis ? »), les formes d'apprentissage, le passage à la vie adulte, le rapport à l'avenir. Vous vous donnerez aussi les moyens de couvrir le spectre des situations des

jeunes de cette cité (de l'étudiant(e) parisien(ne) à l'ouvrier ou à l'employée en passant par les chômeurs en stage de formation et qui « galèrent »). De la même manière vous pouvez mener un travail d'observation participative dans des associations sportives ou culturelles installées dans les cités.

Exemple : Un étudiant du master 2 de sciences sociales souhaite travailler sur la « violence urbaine ». Il a lu des ouvrages généraux sur ce thème et non des comptes rendus d'enquêtes ethnographiques. Le thème est trop vaste. Qu'est-ce que la « violence urbaine » ? Une alliance de deux mots, un faux concept qui « nomme » un phénomène vague et qui permet de faire l'économie des médiations de cette violence et celle de la description et du travail d'enquête. En effet, qui produit et subit la violence ? Violence des autres et violence sur soi ? Violence verbale ou violence physique ? Face à la réticence des enseignants à le laisser travailler dans cette voie, il apprend, dans un premier temps, à se défaire de « son » thème, qu'il s'est progressivement approprié, pour ensuite chercher un thème d'enquête qui lui permette de poser empiriquement la question. Par ailleurs comme il pratique de longue date la danse contemporaine (où il a acquis un très bon niveau), il est intéressé par tout ce qui concerne le rapport au corps et choisit d'étudier un club de boxe thaï. Il réussit à déjouer les pièges de l'entrée sur le terrain (on veut le faire combattre, prudemment il temporise) et utilise à bon escient son savoir pratique de danseur pour « observer » et analyser les gestes des boxeurs.

### Être guidé par une question de départ

Rappelons un principe de base de toute recherche : vous ferez une bonne enquête si vous choisissez un thème qui vous « parle », à propos duquel vous avez envie d'en savoir plus, de découvrir des choses (cf. encadré ci-contre), et plus tard de les faire savoir. Il est donc essentiel que la réalisation de votre enquête de terrain soit guidée par une question de départ qui *peut* être formulée dans l'univers politico-médiatique ou dans l'univers théorico-académique. C'est cette question de départ qui orientera vos premières lectures et qui vous motivera pour choisir votre terrain et votre mode d'enquête. Cette question de départ subira plusieurs traductions mais doit être rapidement confrontée à des formulations théoriques (par le biais de lectures) et à la première délimitation d'une « population » concernée. Qu'une enquête de terrain soit possible sur cette base dépend de l'existence de faits objectifs, c'est-à-dire d'objets, de lieux, d'écrits : quelque chose dont on puisse parler. Il faut que votre question de départ se transforme très vite en thème d'entretien, en thème de conversation. Autrement dit, votre question doit avoir un sens (même si vous ne savez pas encore lequel) dans l'univers d'interconnaissance qui va devenir votre terrain d'enquête.

Ce qui est important, c'est que cette question vienne de vous ; si c'est une question qui est abordée par un enseignant dans ses cours, vous devez vous l'approprier. Elle doit faire écho à votre expérience, renvoyer d'une manière ou d'une autre à votre histoire personnelle ou familiale, à votre parcours (scolaire, social, sportif, amoureux, etc.). On sait que la plupart des œuvres des grands sociologues peuvent être analysées comme des autobiographies déguisées. Les questions que vous aurez envie de poser à la société sont aussi des questions que vous vous posez à vous-même : les étudiants des années 1970, de l'« après-68 », qui partageaient l'humeur anti-institutionnelle de leur temps, voulaient étudier les prisons, les hôpitaux psychiatriques, les usines, les ouvriers, les femmes, les mouvements politiques tandis que ceux d'aujourd'hui, dans une tout autre conjoncture sociale et idéologique, sont intéressés par d'autres sujets comme la religion, le sida, la famille et, pour les plus politisés d'entre eux, les immigrés, les banlieues, etc.

Comme le conseille Wright Mills [98], « vous devez donc apprendre à utiliser au profit du travail intellectuel l'expérience acquise dans la vie ; vous devez sans cesse la scruter et l'interpréter. En ce sens, le métier est le centre de vous-même, et vous entretenez vous-même tout entier dans la moindre de vos créations intellectuelles. Vous « avez une expérience », c'est-à-dire que votre passé resurgit dans le présent, qu'il l'influence et

### Une étudiante qui « rêvait » de faire une enquête »

Après la lecture du livre d'Yves Winkin [34] où figure une analyse intéressante des différents registres de langage utilisés par un coiffeur dans son salon d'une petite ville de Belgique wallonne, nous avons suggéré aux étudiants de DEUG (ex-L2 ; cours d'initiation à l'enquête de terrain) de mener une enquête sur des salons de coiffure. Intérêt du sujet : espace social relativement hétérogène socialement, confrontation de différentes manières d'être, division du travail au sein du personnel, rapports à la clientèle, lieu de commérage au sens de Norbert Elias [87], et aussi comparaison selon les types de quartier et de clientèle. Toute la difficulté, pour les étudiants, était de se faire accepter et d'y trouver une place. Certains y sont bien parvenus, d'autres moins. Une étudiante a réalisé un remarquable travail. Lors de la discussion qui suivait le rendu individuel du travail, elle a davantage expliqué son rapport à l'enquête (que, par pudeur, elle avait omis de préciser dans son travail écrit) : « En fait, depuis la quatrième, j'avais envie de faire quelque chose sur cette ville, en fait sur ce quartier. » Très tôt elle a voulu comprendre les

transformations qu'elle voyait autour d'elle sans pouvoir les analyser. Aussitôt parvenue en faculté de sociologie, après un bac ES, elle décide de réaliser un de ses vœux secrets, travailler sur « son » quartier. Le thème du salon de coiffure correspondait tout à fait à son désir de connaissance. Si ce mémoire est passionnant, c'est parce qu'on sent tout au long de sa lecture qu'elle a mis beaucoup d'elle-même dans ce travail. Grâce à ce petit terrain, elle a pu, à sa manière, analyser un processus qu'elle avait vécu jusqu'alors dans une semi-conscience : la transformation de ce quartier anciennement populaire sous l'effet de l'arrivée massive d'« intellos » (artistes, enseignants) de la grande ville proche en quête d'un quartier « sympa », mais aussi le sentiment de dépossession, d'envahissement, que son entourage (sinon elle-même) et les autochtones éprouvaient, les modifications du paysage urbain, des rues, du quartier, des commerçants (apparition de galeries, de cafés branchés, etc.), bouleversement des rythmes de vie (étirement vers le soir de la vie collective) qui progressivement marginalise les petites boutiques et certainement disqualifie l'ancien mode d'habiter populaire. Tout ce qu'elle observait lui « parlait » personnellement et, si l'on ose dire, intimement.

qu'il circonscrit les limites de l'expérience à venir. Sociologue, vous avez pour tâche de régler ces interférences compliquées, de vous emparer de ce que vous vivez et de trier ; c'est le seul moyen d'en faire le guide et la pierre de touche de votre pensée et d'acquiescer du même coup le métier d'intellectuel ».

### Faire jouer le principe d'interconnaissance

Il faut savoir que, sur un terrain, on ne choisit pas ses enquêtés, ce serait peut-être même le contraire. On peut interpréter l'enquête comme un marché (Mauger [45]) où se confrontent une offre explicite de rencontre, de parole (celle de l'enquêteur), et une demande, elle plus souvent implicite, de parole de la part des enquêtés. Ce qui fait qu'on ne choisit pas ses enquêtés sur des critères objectifs. Bien souvent dans l'enquête, c'est l'occasion qui fait le larron. Une enquête de terrain n'est véritablement adaptée que si elle s'effectue dans un milieu d'interconnaissance (cf. encadré, p. 32). Il s'agit là d'une contrainte technique : c'est le moteur de l'enquête, son dynamisme, ce qui la fait avancer. Mais c'est aussi son fondement empirique : la présence de l'enquêteur agit comme un révélateur. L'enquête permet de confronter le discours des enquêtés à leurs pratiques et à leur univers de référence. L'enquêteur doit prendre au sérieux les ragots, les commérages, les « anecdotes », les petites histoires : ils lui livrent la structure du milieu d'interconnaissance et des univers de référence qui constituent son terrain.

En effet l'enquête de terrain offre l'accès à des interactions de face-à-face, à des relations interpersonnelles (parmi lesquelles les relations entre enquêteur et enquêté), elle ne permet pas d'observer des pratiques ou d'enregistrer des opinions hors contextualisation. L'enquêteur ne peut pas se faire oublier, il ne doit donc pas s'oublier dans l'analyse. L'observation ethnographique ne porte pas sur des univers d'individus mais sur des *univers de relations*. Travailler dans un milieu d'interconnaissance permet à l'enquête de ne pas piétiner, de ne pas avoir sans cesse à repartir de zéro.

On s'aperçoit, lorsque l'on veut faire effectuer à des étudiants un travail ethnographique, que leur premier réflexe est toujours de choisir un objet où ils peuvent observer à distance, ne pas être pris dans des interactions, observer à couvert, ne pas avoir à s'impliquer dans des relations personnelles, à justifier leur présence. C'est cette crainte qui explique le choix spontané des lieux publics comme thème d'enquête, des interactions anonymes, entre inconnus : le modèle du genre est le (grand) café, mais on peut aussi citer les grands magasins, les *fast food*, les gares, des lieux de passage où les interactions sont sans lendemain, c'est-à-dire sans conséquences. Ce sont surtout des lieux où l'enquêteur peut passer inaperçu, ce qui révèle bien la situation d'enquête rêvée par les étudiants : celle qui permet à l'enquêteur débutant de rester à l'écart, observant de loin, sans risque de contamination par la situation sociale,

**Interconnaissance, interaction, interdépendance**

*Interconnaissance* : ce terme désigne le fait que des personnes se connaissent mutuellement — de vue, de nom, d'expérience. Chaque personne est au centre d'une étoile d'interconnaissance. La superposition dense de ces étoiles constitue un milieu d'interconnaissance. Un terrain d'enquête peut consister en l'exploration systématique d'un de ces milieux ou bien en coups de sonde dans un certain nombre de ces milieux juxtaposés. L'interconnaissance désigne une relation interpersonnelle. L'interconnaissance suppose l'existence d'interactions personnelles répétées. Elle implique en général l'interdépendance.

*Interaction ou relation de face-à-face* (Goffman) : ce terme désigne un événement dont on peut déterminer le lieu et le moment. Deux personnes ou plus se trouvent en co-présence physique. Une relation médiatisée par un moyen de communication à distance (téléphone, écriture, télévision, Internet) peut, par

analogie, être considérée comme une interaction à distance. L'interaction peut intervenir entre deux individus qui se connaissent personnellement (par leur nom) ou entre deux inconnus (relation anonyme). Il peut donc y avoir interaction sans interconnaissance.

*Interdépendance* (Elias [86]) : ce terme désigne le fait que, par une chaîne de relations, tout un chacun se trouve dépendre de tout un chacun. Les relations médiatisées par des objets (comme les relations techniques et économiques entre producteurs et consommateurs, par exemple), par des institutions, par des références conceptuelles, tissent l'interdépendance autant que les relations interpersonnelles (où chacun sait être en relation avec l'autre connu par son nom personnel). Derrière ce concept d'interdépendance, on peut retrouver le concept durkheimien de « division sociale du travail ». Mais la référence durkheimienne est la sphère économique, tandis que la référence éliassienne est la sphère politique. Il peut y avoir interdépendance en l'absence d'interaction et en l'absence d'interconnaissance.

dans une position de parfaite « neutralité ». Ainsi à l'écart, vous croyez ne pas avoir à vous mêler de ce que vous voyez ; mais vous courez d'autres risques : celui d'être soudain repéré par votre insistance, d'avoir l'ambiguïté du passant qui s'arrête, du voyeur indiscret ; celui de ne rien comprendre à ce qui se passe. C'est un choix négatif, une sorte de précaution pour s'économiser socialement, une forme de protection de soi et de suspension de la relation d'enquête. Comme si l'on pouvait faire l'enquête à moindres frais, en évitant les risques inhérents à toute interaction personnelle, comme si l'on pouvait rester anonyme, ne pas avoir à se présenter, éviter les contraintes de la politesse.

C'est ce qu'on pourrait appeler le fantasme de l'observateur débutant : il suffirait d'observer à distance pour comprendre. Or il faut « être avec » ou, mieux encore, « faire avec », pour comprendre quoi que ce soit. Si je me présente, l'autre se présentera. Si je m'explique, l'autre s'expliquera. L'enquête joue sur la *norme de la réciprocité*, sur le plaisir de rendre service, sur les règles du jeu des relations personnelles. L'oublier, c'est croire qu'on peut sortir un poisson de l'eau pour mieux observer comment il nage. Rester dans cette position anonyme et extérieure, c'est se condamner à regarder la société en touriste, en spectateur, en peintre : c'est privilégier la vue sur l'intellect, c'est se condamner à la naïveté, c'est en savoir moins sur l'événement observé que le moindre de ses participants. C'est aussi risquer de prendre des vessies pour des lanternes. L'enquête est *active*, elle court le risque des interactions et des malentendus pour éviter celui des contresens et des surinterprétations.

### Du thème à la question d'enquête

Votre curiosité pour le monde social est le ressort de toute enquête de terrain : au départ de toute enquête, on doit se demander un peu naïvement « Mais pourquoi c'est comme ça ? » Le plus difficile est sans doute cette première prise de conscience que le monde ne va pas de soi : il vous faut prendre des distances à l'égard de votre propre inscription dans le monde social, de manière à le regarder d'un oeil neuf. Derrière le désir de connaissance, rien n'interdit de prendre position dans le débat social ou politique : défendre une cause, dénoncer des pratiques n'est pas mauvais en soi. Simplement il faut le savoir, l'explicitier, et surtout être honnête, accepter de se transformer, ne pas s'obstiner dans sa position de départ. Rien de pire qu'un sociologue « désintéressé », c'est-à-dire en fait intéressé seulement à sa propre carrière.

Exemples de cette curiosité : mais qu'est-ce qui fait agir ces supporters de football prêts à tout pour suivre leur équipe ? Ou, à l'opposé du spectre social, qu'est-ce que viennent faire, à part passer le temps (première réaction triviale), ces notables dans des clubs de bridge ou de golf, au Rotary ou au Lion's Club ?

Mais un bon thème doit aussi, *et d'abord*, être « faisable », c'est-à-dire susceptible d'être traité en pratique en six ou neuf mois. Or vos premières questions sont toujours très larges. Il va falloir les traduire en questions d'enquête (cf. encadré, p. 34-35), c'est-à-dire à la fois les réduire et les rendre plus concrètes, les appliquer à des gens et à des situations, à des hommes et à des moments. Quels sont les principes de cette traduction ?

### Qui pose les questions ?

#### Un problème de traduction

Toute recherche en sciences sociales navigue dans trois univers distincts mais fortement interagissants. Vous ne faites pas exception. Vous êtes même à l'intersection de ces trois univers, c'est pourquoi il vous revient la tâche d'une triple traduction. Sachez simplement repérer les moments où vous l'exécutez.

1. L'univers de la « demande sociale », celui où l'on formule des « questions sociales », propose des thèmes d'enquête. C'est l'univers politico-médiatique. Vous baignez dedans même sans le savoir. Si vous avez envie de faire de la sociologie et si vous vous inquiétez du « terrain », vous êtes sans doute tombé dedans quand vous étiez petit. C'est aussi l'univers des financeurs publics de la recherche : ministères, agences, associations, entreprises publiques, organismes de recherche. C'est un univers traversé de tensions, de convictions, de certitudes, d'inquiétudes, d'indignations et d'enthousiasmes, de volonté de réformes. C'est le principal utilisateur des sciences sociales : une utilisation sur fond de malentendus.

2. L'univers académique propose des sujets de recherche. Vous y êtes moins à l'aise. C'est l'univers auquel vous aspirez. C'est aussi l'univers de vos professeurs, de vos « juges ». C'est un univers de lectures sérieuses, l'univers de la science, des références bibliographiques, des notes en bas de page. Vous devez vous y conformer. Il est traversé, lui aussi, de tensions et de

conflits, souvent moins simples à déchiffrer.

3. Il vaut mieux que l'univers de l'enquête soit distinct des deux premiers, au moins pour une première enquête : journalistes et universitaires préfèrent poser les questions qu'y répondre, ils ne verront en vous que l'apprenti assez innocent pour chercher à renverser les rôles et se gausseront de vous ou de la sociologie. L'univers d'interconnaissance que vous avez choisi comme terrain d'enquête propose des réponses à des questions que vous ne vous posez pas forcément. Poser directement une « question sociale » (ce que font journalistes et instituts de sondage) ou une « question académique » (ce que, en principe, personne ne fait) à des enquêtés entraîne incompréhension ou malentendus : faites l'expérience avec vos proches.

Arriver à poser des questions adaptées aux réponses des enquêtés, c'est traduire les thèmes (questions politiques nées hors de l'univers de l'enquête, socialement inadaptées) et les sujets (questions académiques, empiriquement inadaptées) en objets (questions adaptées aux réponses empiriques). Il ne s'agit pas de vous laisser imposer les questions par les enquêtés mais d'apprendre à poser les bonnes questions en les écoutant, en les observant : d'où l'utilité des enquêtes ethnographiques pour construire un bon questionnaire. Un compte rendu d'enquête devrait toujours conclure par une liste de questions à poser soit aux mêmes enquêtés, soit à d'autres. Vous aurez ensuite à refaire la traduction dans l'autre sens si vous voulez être financé

Florence Weber formula alors l'intérêt n° 4 pour les relations entre univers du travail (ou de la production) et univers de la résidence (ou de la reproduction).

3. Elle avait décidé de faire

l'enquête de terrain à Montbard (Côte-d'Or) où sa mère avait une maison, où elle avait vécu enfant, où elle avait fait sa maîtrise (équivalente au master 1) sur la paysannerie. Elle a tâtonné longtemps avant de trouver une question d'enquête, finalement formulée ainsi : que font les ouvriers d'usine en dehors de l'usine ? (intérêt n° 5). C'était bien la question à laquelle répondaient les pratiques observées. C'était aussi une traduction de l'intérêt n° 4, lui-même pris dans le contexte de l'intérêt n° 3.

Mais ses liens avec les intérêts n° 1 et 2 furent construits par un véritable travail de persuasion fondé sur d'innombrables malentendus : les enquêtés n'étaient ni de « vrais prolétaires », (aux yeux des collègues marxistes), ni de « vrais polyactifs » (d'un point de vue juridique), ni de « vrais ruraux » (étaient-ils des urbains, des ouvriers ?). Comme tout enquêté, ils bousculaient les théories et les catégories.

(de [3] en [1]) et si vous voulez être pris au sérieux (de [3] en [2]).

Conseil : Devant une question ou un problème, demandez-vous toujours de quel univers il ou elle vient ; la même chose devant une réponse. Comparez les deux.

#### Exemple. Une thèse d'anthropologie urbaine à l'INRA au début des années 1980

1. Dans l'univers de la demande sociale, il y avait alors un intérêt (poli- pas brûlant) pour les *ruraux non agriculteurs* : début de la crise du productivisme agricole, intérêt pour la pluri-activité matinée de questions d'écologistes (intérêt n° 1). Il y avait un autre intérêt (plus ancien et plus politique) pour les ouvriers de la grande industrie (intérêt n° 2). La thèse de Florence Weber était financée par l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) qui énonçait l'intérêt n° 1, traduit en poste contractuel dans le département ESR (économie et sociologie rurales) où travaillaient des économistes marxistes, sensibles à l'intérêt n° 2.

2. Dans l'univers académique, il y avait l'émergence d'une « anthropologie urbaine et industrielle » (avec le directeur de la thèse concernée, Gérard Althabe) qui énonçait l'intérêt n° 3 pour les lieux centraux de la modernité (usines, quartiers urbains). Cette nouvelle démarche était confrontée à une sociologie du travail (enseignée par Michel Pialoux à Paris-V) et à une sociologie urbaine (dont Jean-Claude Chamboredon, à l'ENS, était l'un des rénovateurs).

**Privilégiez les relations sociales les plus cristallisées.** — Songez aux comportements qui font l'objet d'enregistrements avant toute enquête sociologique, qui laissent des traces écrites, des archives. Songez donc aux associations, aux traductions juridiques des comportements, aux événements préparés et décrits par écrit, aux relations cristallisées dans des objets, des monuments. Préférez-les au provisoire, au spontané, à l'écume du quotidien : vous les retrouverez plus tard, pour mieux les comprendre.

**Transformez une question « abstraite » en une série décomposée de pratiques sociales et d'événements.** — Reconstituez des chaînes de pratiques et interrogez les pratiques les plus ordinaires des agents sociaux les plus ordinaires qui servent de support aux réalités institutionnelles et sociales et qui peuvent, de ce fait, être analysées comme des révélateurs. Un bon objet offre des réponses à plusieurs questions théoriques, il fait voir des correspondances inaperçues. Exemple : le club de boxe thaï permet d'analyser à la fois les jeunes de banlieue, le rapport au corps, à l'autorité, à l'apprentissage, les relations entre aînés et cadets, la différence de genre, etc.

### L'atout de l'étrangeté

Ne choisissez pas un thème trop familier. Car le ressort le plus sûr de l'enquête ethnographique reste de se décentrer pour voir autrement le monde social, pour découvrir sous des faits apparemment banals, naturels, évidents, des relations sociales, une histoire : le dépaysement permet une conversion du regard. Il existe différentes façons de « dénaturaliser » le monde dans lequel nous vivons, de rompre avec les prénotions, pour parler comme Durkheim. La voie royale est le détour par l'histoire, par la genèse des institutions et des normes ; elle démontre avec force que toutes les choses du monde social ont une histoire, que rien n'est « comme ça », « de toute éternité ». L'ethnographie classique est une autre arme pour dénaturaliser le monde social : c'est elle que nous appelons *enquête par dépaysement* (cf. encadré ci-contre).

Par exemple, rien de plus naturel et banal que les salutations. Mais une analyse systématique permet de comprendre à quelles règles implicites obéissent les personnes qui se rencontrent par hasard, quels risques elles courent, quels sont les enjeux des distractions, des oublis, des menues impolites. Invertissons le regard. Il faut apprendre à considérer le « banal » comme quelque chose qui ne va pas de soi, qui pourrait se passer autrement, qui a une histoire. Il faut apprendre à

cherchent à amuser leurs correspondants ou leurs futurs lecteurs. Il ne s'agit plus de rendre visite à des malheureux mais de visiter un site, un musée, une collection, un zoo.

### Enquête par dépaysement et enquête par distanciation

Toute l'ethnographie se présente comme une tension entre familiarité et étrangeté : soit qu'elle s'efforce de rendre familier ce qui est étranger (c'est le modèle classique de l'enquête par dépaysement), soit qu'elle s'efforce de rendre étrange ce qui est familier (c'est le principe de l'enquête par distanciation).

1. L'enquête par dépaysement est dès l'origine liée au mouvement de réformes sociales. Il s'agit de sortir de son monde et d'entrer dans un autre pour le réformer : c'est la mission de l'administrateur colonial ou du visiteur social (la dame d'œuvres chez les pauvres, le criminologue chez les prisonniers). Curiosité et bienveillance vont de pair, entraînant cette sympathie volontariste qui cherche à rendre supportable la bienfaisance. On va chez les pauvres ou les sauvages, certes, mais on leur tend la main pour leur dire bonjour et on cherche à les protéger ou à améliorer leur sort.

2. L'enquête par distanciation est en général exempte de bienveillance. Elle peut s'exercer dans le cas d'un voyage sans visée réformatrice ni dénonciatrice : les voyageurs rendent étrange la trame de la vie ordinaire. Pour cela, portez attention aux objets, aux lieux, aux moments où sont cristallisées des relations sociales (comme tout ce qui touche au droit, mais aussi à l'architecture, à la technique, aux événements routiniers où l'on trouve du social en effervescence : fêtes, cérémonies, carnavaux...) ; aux occasions de conflit qui livrent, même si c'est sous une forme de prime abord effrayante ou

À oublier la visite philanthropique et sa sympathie bienveillante, on réduit l'enquête par dépaysement à la curiosité. À oublier le portrait de mœurs et sa férocité, on réduit la prise de distance au rapport colonial. Mieux vaut savoir qu'à l'horizon de l'entretien ethnographique se profile la visite bienveillante et polie des réformateurs sociaux ; qu'à l'horizon de l'observation ethnographique se profile la visite humiliante du musée ou du zoo. Observation et entretien se présentent dès lors chacun comme l'antidote aux dérives de l'autre.

rebutante, des relations sociales en tant qu'elles sont à la fois rapports de force et rapports de sens.

On ne peut pas édicter des règles qui permettent de graduer une échelle des plus ou moins bons sujets. À l'évidence, certains sujets vous parleront moins que d'autres, notamment ceux qui vous feraient entrer dans des mondes qui vous paraissent éloignés, soit du fait de votre origine sociale, géographique, soit du fait de votre appartenance à une génération. Cependant il vous sera sans nul doute plus facile d'enquêter sur des univers inconnus parce que leur étrangeté crée de la distance, elle vous oblige à *voir d'un œil neuf* des phénomènes que vous auriez négligés si vous étiez familier de ces milieux. À l'inverse, les univers dont vous êtes trop proche (notamment tout ce qui touche à la jeunesse ou à la musique) vous seront plus difficiles à enquêter parce que, sans recul, en ayant tout de suite l'impression de comprendre mais, en fin de compte, en comprenant toujours à moitié, vous avez de fortes chances d'être sujet à l'illusion d'une compréhension immédiate.

Lorsque l'on propose aux étudiants des thèmes d'enquêtes pour un stage de terrain, certains sujets ne suscitent aucun intérêt ou provoquent des sourires ou des rires. C'est le cas par exemple de l'étude des sociétés de chasse ou de pêche : activités qui sont perçues, par beaucoup d'étudiants, comme des « trucs de beaufs », catégorie qui manifeste un mépris dont devraient se méfier de jeunes apprentis sociologues (le « beauf », c'est toujours l'autre ?). Or ces associations constituent des milieux d'interconnaissance passionnants qui permettent d'appréhender de multiples aspects de la vie sociale : relations entre urbains et ruraux ; sociabilité commerçante ; invitations aristocratiques ; revivisme des sentiments d'appartenance locale entre autochtones, émigrés qui reviennent et néo-résidents ; politique locale ; ségrégation de genre (hommes/femmes) ; calendriers professionnels et festifs, etc. (Bozon et Chamboredon [30]).

### Choisir un terrain : un lieu, un milieu d'enquête

Cette question est peut-être encore plus importante que le choix du thème : car votre thème évoluera au cours de votre enquête, tandis que, sauf exception regrettable, vous ne changerez pas de terrain. C'est le choix du terrain qui vous permettra de transformer la question vague et générale du début en objet empirique. N'abordez pas ce choix crucial en dépit du bon sens : la question de vos *opportunités de terrain* peut être décisive. Commencez par vous demander dans quels univers sociaux

vous êtes déjà pris grâce à vos activités professionnelles, universitaires, associatives, sportives, ou du fait de vos appartenances locales, politiques, religieuses, etc. Puis tentez de cibler un univers pas trop familier dans l'ensemble de vos univers.

À vrai dire, le terrain et l'objet empirique sont indissociables : pas de bon objet (d'enquête) sans « bon terrain » et pas de bon terrain sans « bon objet ». Ou plus exactement l'objet fait le terrain (la question permet de lire le lieu et le milieu d'interconnaissance comme significatifs) et le terrain fait l'objet (l'enquête permet de découvrir les bonnes questions). Mais si, d'une certaine manière, tout thème peut être sociologisé et transformé en support d'enquête, il existe des atouts et des pièges spécifiques en ce qui concerne l'enquête de terrain. Nous n'allons pas ici livrer une liste des conditions de possibilité mais plutôt marquer des préférences, en nous inspirant de l'expérience acquise en encadrant des travaux d'étudiants. Nous n'interdisons rien, des étudiants particulièrement doués sur le terrain se débrouilleront toujours.

### Les terrains difficiles

Il y a des terrains plus ou moins faciles et d'autres qu'on peut dire difficiles. Il existe certaines impossibilités matérielles, objectives, comme des contraintes institutionnelles qui font, par exemple, que l'enquête serait trop coûteuse en temps (il faudrait solliciter des demandes d'autorisation très longues à obtenir). Il y a aussi des milieux qui exigent une forte expérience professionnelle et une capacité à s'imposer comme enquêteur. Il existe enfin des situations où l'enquêteur ne peut pas se forger une place d'observation.

Par exemple, il est difficile d'enquêter auprès des travailleurs sociaux. Ce sont des professions qui, aujourd'hui, sont soumises à des conditions de travail de plus en plus difficiles (la « fracture sociale » ce n'est pas qu'un thème de campagne politique), contestées dans leur existence même par une certaine idéologie libérale ou d'extrême droite ; en outre, frottés plus ou moins de sociologie (qui leur est enseignée lors de leurs études), certains d'entre eux voient dans les sociologues des concurrents possibles. En tout cas ils ont de bonnes raisons de chercher à contrôler étroitement le travail du sociologue.

Par exemple encore, si vous souhaitez travailler sur les caissières de super(hyper)marchés, la voie est étroite. Ce qu'on connaît de l'organisation du travail (profession féminine et petit encadrement plutôt masculin, forte taylorisation des tâches, surveillance étroite du personnel notamment pour tout ce qui concerne les « opérations de caisse »),



milieu peu syndiqué, *turn-over* élevé) montre que le passage préalable par la voie hiérarchique est quasi impossible et ne présente pas d'intérêt pour l'enquête, voire risque de bloquer la situation. Par ailleurs, la situation d'observation est difficile, si ce n'est en forçant le passage, c'est-à-dire en stationnant longuement devant ou derrière les caisses, attirant ainsi obligatoirement les soupçons du personnel et de la direction. Il reste comme solutions les contacts directs avec les caissières, mais c'est une solution aléatoire (comment se faire accepter ?), ou les contacts indirects *via* les délégués du personnel ou les syndicalistes. La solution la plus rentable du point de vue de l'enquête consisterait donc à se faire embaucher comme caissier(ère) pour recueillir *in situ* les éléments d'observation pertinents. Vous voyez que pour observer tel ou tel micro-objet dans tel micro-lieu, dans des micro-situations, il faut avoir une place possible, pouvoir se faire sa place. À vrai dire, les terrains ne sont pas faciles ou difficiles dans l'absolu, mais en relation avec le statut social de l'enquêteur.

### Les terrains « proches »

Il n'existe pas, en soi, de terrain « interdit », mais il faut sans cesse ajuster la méthode au sujet choisi. Un grand nombre d'étudiants souhaitent tirer parti de leur expérience quotidienne, d'autant qu'elle est souvent provisoire et diversifiée. Ce peut, de fait, être une bonne idée, ne serait-ce que pour diminuer le coût matériel de votre enquête. Il vous faut bien savoir pourtant la plus grande difficulté intellectuelle de cette solution. Devenir enquêteur alors qu'on est d'avance participant (c'est ce que nous appelons l'enquête *par distanciation*) suppose une prise de distance pour laquelle vous ne pourrez pas vous appuyer sur vos impressions d'étrangeté. En particulier, tout vous paraîtra d'avance naturel, évident, allant de soi : vous aurez une explication pour tout, vous aurez l'impression de tout savoir. Autant de préjugés dont il faudra vous débarrasser. Une grande partie des conditions objectives de l'enquête sera réglée d'avance, hors champ d'observation. Vous aurez noué des relations d'amitié, d'alliance, d'inimitié, d'antipathie, et vous aurez oublié comment elles se sont nouées et qu'elles ont des effets importants sur vos interprétations.

Si vous avez bien conscience des difficultés de l'exercice, vous pouvez profiter de cette immersion pour la convertir en objet d'enquête.

Exemples : les surveillants de collège ou de lycée (vie clandestine des établissements scolaires) ; les baby-sitters (observation des familles et

du mode d'éducation) ; les sportifs de toutes sortes ; les animateurs socio-culturels ; les employés de restauration rapide et tout ce qu'on appelle les « boulots d'étudiant ».

**Exemple 1.** — Une étudiante de maîtrise (ou master 1), qui a longtemps cherché un « sujet », en a choisi un facile de mieux (elle travaille sur un comité d'entreprise). Elle nous raconte, en milieu d'année, qu'elle « fait les marchés » (vendeuse en fruits et légumes) tous les samedis dans sa ville d'origine. Ce travail salarié lui permet de financer une partie de ses études universitaires depuis qu'elle est entrée à la faculté. Comme nous lui disons que cela aurait été un beau thème d'enquête, elle reconnaît : « Ah oui ! Il y aurait plein de choses à dire ! ». Mais cela ne lui semblait pas un sujet vraiment « digne » de maîtrise. Lorsqu'on lui fait raconter son expérience, elle prend plaisir à évoquer ce qu'elle voit, elle, de l'intérieur, mais qu'on ne voit jamais lorsqu'on est client sur un marché : la concurrence entre vendeurs, et surtout la montée depuis quelques années de l'agressivité et de l'irascibilité des clients, les nombreuses algarades qu'elle a dans son travail avec une partie de la clientèle. À la simple évocation de son travail, de nombreuses pistes de recherche se dégagent dans le cadre d'une enquête par observation participante (il faudrait dire participation observante) : les techniques de pacification de la relation sociale vendeur/client, le marché comme un miroir de la tension sociale dans une petite ville de province (tension qui ne se concentre pas uniquement, comme on le croit trop souvent, dans les quartiers « difficiles »). Vous pouvez comparer avec les « petits » marchés parisiens chics du VI<sup>e</sup> arrondissement de Paris ou les marchés provençaux où l'on vient chercher de la couleur locale et de la reconnaissance (sur l'intérêt des métiers de service, cf. Peneff [65]).

**Exemple 2.** — Une étudiante de maîtrise (ou master 1) voulait travailler, sans idée précise, « sur les cantines scolaires » ; tous les jours, entre midi et deux heures, elle aide les élèves d'une école maternelle à prendre leur repas. Au départ elle ne « voit » rien, n'a rien à dire sur son activité de travail. Progressivement lorsqu'on lui fait raconter en détail son travail (âge des enfants, nombre d'enfants par table, organisation des repas, division du travail entre les « étudiantes » qui aident les petits à manger et à la cuisine, etc.), elle nous apprend quantité d'éléments intéressants qu'elle percevait jusqu'alors comme des détails sans intérêt. Elle « découvre » des choses auxquelles elle n'avait jamais pensé (« c'est vrai, je n'y avais jamais pensé », répète-t-elle plusieurs fois au cours de la discussion). Par exemple, que 3 ans, c'est justement l'âge où

se jouent les apprentissages alimentaires (certains mangent avec des couverts, d'autres uniquement à la cuiller), que c'est un âge charnière. Au fur et à mesure que se déroule la discussion, elle verra apparaître d'autres choses à observer : le bruit, les ordres, les moqueries entre élèves, le travail des assistantes-surveillantes d'écoles maternelles (ASEM), les petits conflits récurrents « étudiantes »/ASEM, « étudiantes »/cuisinières, etc. Elle mettra ensuite au centre de son travail le conflit avec la chef de cantine (une cuisinière de 55 ans montée en grade), qui ne cesse de faire la morale à ces « étudiantes », leur reprochant leur laxisme (elles ne forcent pas assez les enfants à manger). L'étudiante nous en parle avec amusement et parfois avec énervement (elle vit le conflit tous les jours) sans voir qu'il se joue là un conflit social important : crainte des vieilles cuisinières d'être dénoncées par ces étudiantes auprès du chef, conflit de cultures de classe, conflits de générations (les rappels à l'ordre de ces cuisinières qui travaillent là depuis vingt à trente ans visent à faire respecter l'ancienneté par les « jeunes »).

### Du thème au terrain

Illustrons notre propos par un exemple approfondi. Imaginons que vous souhaitez travailler sur les élèves d'un IUFM (celui de votre région par exemple). Une des questions sociologiques que vous pouvez vous poser sur ces IUFM (institut universitaires de formation des maîtres qui ont succédé, en 1991, aux écoles normales) est de savoir s'ils remplissent, ou non, les mêmes fonctions de socialisation au métier que ces dernières. Même si le sujet est très large, une enquête statistique (par questionnaire) semble possible à la seule condition d'obtenir l'autorisation de l'institution et de négocier ensuite de bonnes conditions pratiques de passation du questionnaire. Le problème est *a priori* simple : vous allez faire passer un questionnaire auprès des élèves de l'IUFM afin de connaître leurs principales caractéristiques sociales (âge, sexe, origine sociale), leurs trajectoires scolaires (type et lieux de leurs études à l'école primaire et dans l'enseignement secondaire, filières au lycée, bacs, études universitaires) et, selon votre centre d'intérêt, des questions plus détaillées sur leurs pratiques culturelles, leurs pratiques de travail, leur sociabilité, ou leurs aspirations professionnelles et sociales. Idéalement (au niveau du master 2 ou de la thèse, ou à l'occasion d'un contrat de recherche) vous complétez cette enquête monographique par une comparaison avec un ou d'autres IUFM pour mieux faire apparaître la spécificité de la première monographie régionale.

En revanche, si vous choisissez d'effectuer une enquête de terrain, abandonnez l'idée de produire vous-même de telles données statistiques. Cela n'exclut pas, bien sûr, la recherche (toujours difficile dans ce type d'institutions) de données de cadrage qui vous donneront les indications de base pour commencer votre enquête : évolution des effectifs, *sex-ratio*, âge moyen des premières et deuxième années, et toutes les données disponibles sur le concours d'admission en seconde année : nombre de candidats/nombre de personnes ayant composé/nombre d'admissibles/nombre de reçus (et calcul des pourcentages pertinents), taux de réussite au concours selon le sexe, l'âge, le niveau d'études, le cursus universitaire, et si possible répartition des candidats et des reçus selon l'origine sociale et la région d'origine. Pour obtenir ces données, il faut prendre son temps, les demander en temps utile (pas par exemple au moment d'effervescence de la rentrée) et surtout le faire très gentiment (comme un très grand service qu'il vous rendrait) auprès de l'informaticien(ne) gestionnaire des fichiers à l'IUFM.

Tout cela peut se faire parallèlement à l'enquête de terrain même si la connaissance de ces statistiques de base vous permet d'aller beaucoup plus vite sur le terrain car elle armera votre observation et surtout vous permettra de poser des questions plus pertinentes aux enquêtés.

Pour mener une enquête de terrain, vous devez au préalable réduire l'étendue de votre sujet. Un IUFM, c'est vaste, vous ne pourrez pas tout enquêter de manière intensive. Il faut vous limiter à un domaine d'études, effectuer une série de choix successifs pour arriver à un thème limité et traitable dans un délai de temps raisonnable. Comment vous y prendre ?

Vous savez qu'il existe deux années à l'IUFM. La première correspond à l'année de préparation au concours, la seconde est celle qui rassemble tous ceux qui ont été admis au concours de professeur des écoles : population plus restreinte, sélectionnée par le concours, mais aussi très hétérogène scolairement et socialement (étudiants d'origine très diverse, mères de famille en phase de réinsertion professionnelle). C'est l'année qui prépare au métier (cours en amphithéâtre, trois stages dans l'année dont l'un de quatre semaines, dit « en responsabilité », dans une classe d'école). On peut déjà considérer que cette seconde année est plus intéressante à étudier, en tout cas plus apte à donner assez vite des résultats d'enquête. D'une part, le stress du concours est passé, les « 2<sup>e</sup> année » ont réussi, ils sont soulagés, largement rassurés sur leur avenir, ils sont passés de l'« autre côté » (fonctionnaires stagiaires, payés par l'EN, etc.). Ils ont donc plus de chances d'être disponibles pour l'enquête que ceux qui préparent le concours. D'autre part, ils

entrent dans un nouveau métier, ils quittent la condition proprement étudiante, suivent une formation professionnelle, découvrent un nouvel univers — la pédagogie en théorie et en pratique, les classes d'enfants qu'ils connaissent surtout de façon livresque. Tout cela compose un thème : l'entrée dans la carrière enseignante, la socialisation professionnelle des professeurs des écoles stagiaires.

Une fois reconnu l'intérêt sociologique d'un tel thème, il faut ensuite passer à la réalisation pratique de l'enquête. Comment et où rencontrer ces élèves ? Il faut multiplier les pistes : les cours en « amphithéâtre » (vous pouvez peut-être y assister et faire de l'observation), les pauses, la cafétéria ? Il faut aussi poser des questions : est-ce que l'UFM est, comme les anciennes « écoles normales », un marché matrimonial très actif ? Qui organise les séjours au ski ? Existe-t-il une association sportive qui participe à des matchs contre les autres écoles et facultés ? Vous voyez qu'il faut toujours avoir en tête une série de questions pour mener l'enquête. Ces questions vous permettent à la fois de réduire votre thème et de l'adapter aux conditions objectives locales (ne vous obstinez pas sur le sport si l'association n'existe pas !) et à vos centres d'intérêt (passage à l'âge adulte, apprentissage d'un métier, politisation/dépolitisation d'une génération, etc.).

\*\*

Les durkheimiens ont toujours plaidé en faveur d'une *définition provisoire de l'objet*. En matière d'enquête de terrain, ce précepte vaut presque *a fortiori*. Mais on peut insister sur l'exigence de définition préalable ou sur son caractère provisoire. Il faut savoir, au moment de choisir un thème d'enquête, que celui-ci a de fortes chances d'être *provisoire*, ou plus précisément que l'objet final différera sensiblement du projet initial. Pourquoi ? Parce qu'entre-temps l'enquête aura lentement cheminé, passant alternativement par des phases de progression et de blocage. Or, loin de croire que l'enquête se déroule selon un plan de programmation décidé par l'enquêteur, on peut dire que, d'une certaine manière, le terrain dicte sa loi à l'enquêteur. Certes, ce dernier peut réorienter son enquête, développer des tactiques, trouver d'autres accès, esquisser une nouvelle problématique. Le caractère évolutif, non linéaire, « plastique » de l'enquête, est fondamental à prendre en compte pour éviter le phénomène maintes fois constaté, et toujours dommageable, de la « fixation » de l'étudiant sur son premier objet d'enquête. Une enquête qui ne transforme pas les termes de la question de départ est une mauvaise enquête, inutile et inefficace.

Conséquence pratique (et psychologique) : il ne faut jamais concevoir son sujet de recherche comme quelque chose de figé, clos, définitif, cadencé, ce qui peut conduire à le traîner pendant trop longtemps comme un boulet. Pourquoi s'attache-t-on de manière déraisonnable à son sujet ? Cette crispation sur un sujet de mémoire défini et choisi par l'étudiant exprime essentiellement un investissement psychologique, un rapport privilégié à son sujet dont on ne veut pas être dépossédé par l'autorité enseignante. Ce raidissement, tout à fait compréhensible, peut entraîner un aveuglement sur le déroulement de son enquête : en fétichisant ainsi son objet, on peut s'égarer définitivement dans son enquête mais surtout ne pas admettre que l'on se trouve dans une impasse. Rien n'illustre mieux l'entrelacement entre conduite d'enquête et investissement personnel (engagement de travail et estime de soi) que les différentes formes de résistance des apprentis étudiants à se laisser guider par leurs « professeurs », pour au contraire se raccrocher (désespérément) à leur sujet, auquel ils s'attachent comme à une part d'eux-mêmes.

Peut-être encore faut-il rappeler que la « recherche » est aussi un apprentissage de la modestie<sup>2</sup> : la situation d'enquête s'y prête particulièrement bien, on y apprend à se tromper, les erreurs font progresser, c'est une école de lucidité et d'auto-analyse. Le cheminement de l'enquête fait apparaître d'autres objets que celui défini au départ. Il faut donc pouvoir accepter les enseignements du terrain qui, à sa manière, vous dictent un autre objet, certes différent du premier mais tout aussi intéressant.

Un très bel exemple est l'enquête d'Emmanuelle Yohana [48]. Partie sur le terrain pour étudier une association de soutien scolaire, avec une perspective de sociologie de l'éducation, elle découvre dans le milieu enquêté (une « cité » de la banlieue rouge) un autre « thème ». Elle convertit son objet — le soutien scolaire — en l'étude de la sociabilité d'un groupe intermédiaire dans la cité. En fait, on pourrait dire que, sous couvert de soutien scolaire, l'association de jeunes de la cité offre surtout un refuge, un lieu protégé, qui confère, notamment aux jeunes

2. De ce point de vue la situation de concours est à l'opposé de la recherche. Dans un concours, notamment l'agrégation, on apprend à jouer un rôle, à faire comme si l'on était omnicompétent, à dissimuler ses lacunes. Cette posture, qui peut parfois conduire à une dangereuse « enflure du moi », ne prédispose pas toujours à la recherche puisque, là, les faits résistent, on peut se tromper ; ce sont d'autres qualités qui sont exigées : honnêteté, scrupule et un savant équilibre entre ténacité (ne jamais se décourager) et absence d'obstination (reconnaître les fausses pistes).

encadreurs, un statut digne qui leur évite, aux yeux des habitants de la « cité », d'être assimilés à ceux qui « traînent », aux « lascars », etc.

Rappelons une évidence : il est toujours préférable de s'appuyer sur le désir de connaissance. Rien ne nous semble plus dangereux et inutile que de s'engager dans un travail de terrain dans la seule perspective de remplir une obligation universitaire. Le travail par imprégnation « sur le terrain », qui se traduit par l'accumulation d'un matériau hétérogène (sources écrites, observations de divers types, entretiens informels et approfondis), exige la disponibilité mentale de l'enquêteur. Il aiguise le regard du sociologue de telle sorte qu'il en vient progressivement à connaître les enjeux et les thèmes qui font réagir les enquêtés et à classer les matériaux selon leur intérêt et leur pertinence par rapport au thème de l'enquête.

# 3

## Collecter les matériaux

L'observation sur le terrain porte d'abord sur les *pratiques* sociales qui s'y déploient, qu'elles soient gestuelles ou verbales. Le sociologue n'en a pas le monopole. Le médecin du sport observe aussi des pratiques corporelles : pour voir les muscles mobilisés, la succession de leur mise en tension, les centres de décision et de transmission des ordres, la consommation d'énergie, les temps de récupération... De même le couturier : avec le souci d'habiller les pratiques sans les gêner, avec une attention à leurs autres fonctions, symboliques, esthétiques ; ou l'arbitre sportif, juge de l'orthodoxie des pratiques par rapport à la règle ; ou bien encore l'ergonome pour optimiser la gestion du temps et de l'effort dans la manipulation des objets... Le linguiste est observateur des pratiques verbales pour les analyser comme situations de communication ; la secrétaire aussi pour en garder la trace (en dressant le procès-verbal d'une réunion, en notant des messages téléphoniques). Dans l'observation du sociologue, il y a un peu de tout cela. C'est son intention qui en fait la spécificité : rechercher ce que la pratique doit à l'immersion de son auteur dans le monde social et ce qu'elle nous dit de son fonctionnement. Cela passe par une observation élargie aux cadres de l'action en société.

### I. Observer

Concrètement, il s'agit de rendre compte de pratiques sociales, de mettre au jour ce qui les oriente, ce qui amène les acteurs à leur donner telle forme. Cela passe par une présentation des dimensions normatives du contexte pesant sur les pratiques et de la mobilisation des ressources diverses que déploient les acteurs pour s'en rendre maîtres ou pour s'en accommoder.

#### I.1 Sur quoi porter l'attention ?

Du côté du **cadre contraignant, normatif de la situation**, on trouve des règles formelles comme celles qui définissent un poste de travail ou l'application d'une politique publique. Mais tout aussi bien faut-il penser aux attentes

de rôles qu'imposent des conventions : celles que suscitent le décor des lieux, par exemple pour les audiences de tribunal, ou le port de la robe par les professionnels du droit, exerçant un effet d'imposition sur les justiciables (Collectif Onze, 2013, p. 18-22) ; ou bien celles qu'imposent les différences de statut lors d'interactions marquées par des asymétries, comme entre employé de service et client ou usager, entre supérieur et subordonné, entre homme et femme. Des formes rituelles prescrivent aussi des manières de faire sans qu'on ait jamais besoin de s'interroger sur la légitimité de la prescription, comme ce qui régit les salutations ou, plus largement, les cérémonies. Quant aux **ressources que les acteurs mobilisent dans leur pratique**, elles sont aussi bien des ressources verbales, pour négocier, pour justifier ou pour brouiller le sens des actions, que des ressources biographiques, renvoyant à la socialisation, à ce que les expériences individuelles ont laissé en chacun et qui s'actualise comme références dans l'action, ou encore des ressources collectives, appuyées sur des liens anciens et réguliers entre acteurs, sur des formes de solidarité. Au-delà, pour restituer la cohérence de la situation observée et des actions qui s'y développent derrière un apparent désordre ou derrière un ordre qui n'est pas toujours l'ordre formel, faut-il se priver de **recueillir le sens que les acteurs donnent à leur pratique** tel qu'il se manifeste dans la situation ? Il y a là des éléments non négligeables pour reconstituer la logique sociale de chaque acteur, son rapport efficace au monde, qui peut être référé à la position sociale qu'il occupe. Voir et écouter sont en fait deux dimensions inséparables du travail de collecte.

La saisie des pratiques sociales par observation directe passe par l'examen détaillé de **scènes de la vie sociale**, par la décomposition d'événements singuliers, par le repérage d'enchaînements d'actions amenant les acteurs à utiliser des objets et à se mettre en relation avec d'autres acteurs dans des **interactions**. La saisie du sens que les acteurs donnent à ces pratiques sociales ne se fait pas seulement dans le temps et dans l'espace de la pratique. Le sens s'exprime bien sûr dans des **propos en situation**, dans les mots qui accompagnent la pratique, dans les attitudes d'engagement dans la pratique (le sérieux, la décontraction...), dans les signes des sentiments éprouvés par les acteurs en situation (la satisfaction, la déception...). Mais c'est aussi en dehors de la pratique étudiée, à l'occasion de **commentaires**, qu'on peut souvent le saisir, en prêtant attention à ce qui est dit, à qui et sur quel ton. Il en va de même de la perception du régime de contraintes que les acteurs subissent et du relevé des ressources qu'ils mobilisent dans la situation. Pour tenir ensemble pratique et à-côté de la pratique, l'examen de **l'occupation**

**du temps et de l'occupation de l'espace** en dehors de la pratique est une voie décisive : on peut y distinguer le temps consacré à la pratique, le temps pris à la préparer, ou encore le temps passé à la commenter. De même pour l'espace : parcouru dans la pratique, ordonné pour elle, mais aussi disponible pour d'autres usages, portant des marques d'appropriation par les pratiquants...

Si l'exposé de ce qu'on doit observer reste ici allusif alors que la question est décisive, c'est que chaque projet d'observation, chaque objet d'étude, chaque terrain réclament une déclinaison particulière de ces préconisations pour les adapter. Les exemples développés ultérieurement sur des points particuliers seront l'occasion d'en fournir des illustrations.

## 1.2 Quelles facultés solliciter ?

Le caractère direct de l'observation suppose la mobilisation du chercheur sans autre instrument que ses facultés propres. Il s'agit prioritairement des **cinq sens**, à commencer par la vue et l'ouïe pour enregistrer les pratiques gestuelles et les propos en situation. Ils servent aussi à être attentif à la violence d'un éclairage ou au niveau sonore d'une ambiance. Dans cet ordre de **perception du contexte**, les autres sens ont leur place : l'odorat ou le toucher, pour comprendre les conditions de travail dans un abattoir (Muller, 2008). C'est plus largement la **personne sensible** du chercheur qui est sollicitée là. On peut être attentif à ses sentiments à l'égard de tel ou tel acteur, à ses impressions comme la fatigue éprouvée par N. Jounin (2008) embauché sur des chantiers pour étudier les travailleurs du bâtiment, comme la peur pour N. Duvoux (2014), enquêtant dans un quartier pauvre de Boston marqué par la criminalité et la délinquance, comme l'humiliation ou la colère face aux difficultés ressenties à tenir son poste et aux remarques des managers qui s'ensuivent pour D. Cartron (2003) embauché dans un *fast-food*. Celui-ci note d'abord sa distance à ce « petit boulot ». Il se réfère d'abord à son extériorité d'observateur, puis s'aperçoit peu à peu qu'elle est partagée par les « équipiers » qui refusent de voir ce « petit boulot » comme un travail à part entière. En même temps, il observe son fort engagement dans l'action, sa faible distanciation à l'objet, relevant à la fois son plaisir face au défi que représentent les moments de rush et sa colère face aux ordres contradictoires d'un manager. Ces notes de terrain à caractère personnel ne sont pas **toujours** destinées à être publiées mais elles constituent une étape nécessaire à la maturation d'une réflexion – dans cet exemple pour se convaincre

de l'emprise d'une organisation qui modèle les comportements et abolit une part du discernement chez ses membres.

Ces informations qui sont éclairantes sur la situation sont difficiles à saisir directement chez les acteurs qui les gardent souvent pour eux ou, s'ils en parlent, peuvent être soupçonnés de vouloir peser par là sur la situation sans qu'on sache du coup la réalité de ce qu'ils éprouvent. Il faut cependant confronter ses propres sentiments à ceux qu'expriment les acteurs eux-mêmes et les rapporter à la condition de chacun. N. Jounin ne s'appuie pas sur ses seuls sentiments pour mettre en avant la pénibilité ou le danger du travail sur les chantiers – il sait que cela pourrait tenir à « sa condition d'aspirant intellectuel soudainement plongé dans le travail ouvrier » (2008, p. 246). Il la compare à celle des ouvriers qu'il observe, dont certains sont novices comme lui, et dont la douleur liée au port de la ceinture dorsale montre les « effets pathogènes du chantier » (*ibid.*).

Le recours aux sens n'est pas immédiat sur le terrain, tant que n'est pas acquise une maîtrise minimale de la situation. En effet, concernant la vue, on ne voit souvent rien ou pas grand-chose dans les premiers temps, occupé qu'on est à tenir son rôle, à repérer et à noter tout au plus le cadre des actions. Il en va de même de l'ouïe : l'attention au ton, aux variations de ton selon les circonstances, selon la catégorie du locuteur ou du destinataire, ne vient pas d'emblée. On est d'abord concentré sur le seul contenu des conversations avec la crainte de ne pas arriver à les mémoriser. Pour se forcer à voir ou à entendre davantage, on peut s'imposer de suivre des guides d'observation. En plus des sens, sont sollicitées pour cet exercice les qualités de **sérieux**, de **discipline**, requises d'ordinaire dans tout travail scientifique. Certains manuels les mettent au premier plan en préconisant des inventaires systématiques<sup>1</sup>. Ce peut être un auxiliaire utile de la mémoire mais il comporte le risque de mettre en congé, dans le temps du recueil, l'ambition de compréhension immédiate qui amène à tirer le meilleur parti de l'enquête de terrain : celle-ci est bien sûr une configuration favorable à l'objectivation des pratiques mais elle est aussi une situation propice à la discussion avec les acteurs pour entendre leurs commentaires et pour étendre l'objet dans telle ou telle direction qu'ils peuvent suggérer, ce qu'un usage trop servile de grilles risque d'empêcher. À condition donc de ne

1. Ainsi M. Mauss (1967) recense-t-il l'ensemble des informations à recueillir pour décrire une société, tandis que M. Maget (1950) propose des plans d'inventaires pour la description des groupes domestiques, des exploitations agricoles ou des entreprises artisanales, etc.

pas en faire une fin en soi, l'exercice d'observation systématique permet au regard de s'élargir et d'en venir à s'arrêter à ce qui n'est pas à sa place, à ce qui surprend à tel endroit, dans telle circonstance, à ce qui classe, ou déclasse...

Parmi les facultés mentales mobilisées, la principale est la **mémoire**, le souci de retenir jusqu'au détail car, même quand la prise de notes en situation est possible, elle ne saurait porter sur tout. C'est à la mémoire qu'on en appelle quand vient à l'esprit telle piste interprétative qui combine des ordres de faits qu'on n'avait pas rapprochés jusque-là et qu'on cherche à lui donner de l'épaisseur en la mettant à l'épreuve de scènes déjà observées pour lesquelles on ne dispose pas de notes écrites suffisantes dans la mesure où l'on n'avait pas encore senti l'éventuel lien entre des éléments éloignés. La mémoire ne cesse de se développer à mesure qu'on la sollicite. Surtout que son exercice se trouve être de plus en plus facile à mesure qu'on pénètre davantage dans la situation. Les premiers éléments recueillis apparaissent en effet indépendants les uns des autres et chacun réclame un effort propre de mémorisation. À mesure que des fils se nouent, la mémoire devient capable de conserver la trace de faisceaux d'éléments imbriqués.

L'exercice de la mémoire est donc couplé avec le **besoin permanent de cohérence, de compréhension et d'interprétation**. Celui-ci interdit de recevoir les informations de façon passive et incite à les agencer dans des explications cohérentes, sous réserve toutefois d'accepter de remettre en doute les certitudes d'un jour au regard d'éléments contradictoires recueillis le lendemain. L'exercice de la mémoire est couplé aussi à la faculté d'**étonnement** du chercheur qui accroche ses sens à des éléments parfois marginaux. Là encore, c'est un ressort de l'acuité de la mémoire mais aussi de la capacité d'analyse (*cf.* chap. 4). Ainsi, l'éveil, la disponibilité d'esprit, l'ouverture, la curiosité orientent vers tel élément dont l'examen poussé montrera peut-être qu'il est structurant d'un certain nombre de pratiques. Intéressé par le travail contraint du fait de la présence de dangers d'irradiation dans l'industrie nucléaire, P. Fournier (1996a, p. 109) voit un de ses informateurs pris dans un conflit professionnel. Cela attire son attention vers les dynamiques professionnelles dans l'entreprise et lui fait voir comment les redoutables dangers d'irradiation constituent aussi pour certains des ressources sollicitables pour des argumentations visant un contrôle de la profession par ses membres.

### 1.3 Quelle forme donner aux informations recueillies ?

Si l'observation directe comporte un travail d'imprégnation, si les impressions ressenties par l'observateur ont un intérêt heuristique, si des interprétations émergent dans le temps même de l'observation *in situ*, l'analyse ne s'arrête pas quand l'observateur quitte le terrain ni ne se limite à ce qui a marqué sa mémoire au point qu'il l'a toujours en tête après des semaines d'investigation. L'analyse se précise, se systématise après coup. Mais, pour être exploitables à ce moment-là, les données d'observation doivent avoir été mises en forme avec précision. La forme la plus évidente est la **description** détaillée de ce que l'observateur a vu ou entendu. Décrire les éléments de la scène, les vêtements des acteurs, les objets qu'ils manipulent, le décor de leur rencontre et de leur interaction. Décrire aussi les enchaînements d'actions qui font la situation observée, le détail des gestes, l'ordre des prises de parole, les compétences, les arguments sollicités.

Aussi souvent que possible, les constats doivent prendre la forme de **comptages** (Penef, 1995). Pensons au nombre de portes ouvertes et fermées par un surveillant de prison, au nombre d'appels téléphoniques reçus par une employée de bureau en une journée... Les plus coopératifs des enquêtés ne sont pas toujours en mesure de fournir pareille information : cette objectivation de leur pratique ne présente pas d'intérêt pour eux, que ce soit pour organiser leur travail ou pour en rendre compte à des tiers. Elle est parfois inaccessible et cette difficulté est une information en soi, comme sur les chantiers où le flou des espaces et l'écran des statuts empêchent de connaître précisément l'effectif présent (Jounin, 2008, p. 244-245). Elle est en revanche utile pour comparer des postes de travail entre eux. Ce type de statistique descriptive ne réclame pas de compétences très poussées. Les dénombrements requièrent en revanche une précision et une vigilance extrêmes, notamment pour des faits se développant sur une longue période, de façon à ne relever que des faits homogènes et à tenir compte des variations de l'activité au cours du temps (Roy, 2006, p. 37-43). En tout cas, il faut respecter dans ces mesures des formes de protocolarisation suffisantes pour autoriser des analyses ultérieures.

Ce souci de systématisme dans les constats se retrouve dans les **objectivations** de l'occupation du temps et de l'espace évoqué plus haut. Les **chroniques d'activité** montrent, par exemple, que l'activité du chirurgien se partage entre l'opération au sens strict et tout un travail d'organisation pour préparer l'opération et en gérer les suites, ne serait-ce qu'en sélectionnant

les malades à opérer ou en tenant informés après coup les médecins qui les ont dirigés vers lui (Penef, 1997). Les **cartes de déambulation** permettent de mettre en évidence un usage différencié de l'espace, par exemple celui du supermarché, parcouru par certains de manière sélective suivant des projets d'achats consignés dans une liste, et par d'autres de manière systématique, avec des arrêts plus ou moins longs pour le choix de chaque produit...

Pour restituer la cohérence de la situation et pour mettre au jour les logiques d'acteurs qui s'y rencontrent, il faut disposer d'informations sur ces acteurs, sur les ressources dont ils disposent, sur les conditions de leur acquisition, de leur accumulation. Le sexe, l'âge, le statut dans la situation sont quasi immédiatement disponibles. La présentation de soi, l'hexis corporelle, les choix vestimentaires, les pratiques langagières constituent des pistes pour préciser le portrait. Les informations langagières constituent dans la situation au hasard des conversations apportent des compléments et tenir à jour des sortes de **fiches biographiques** permet de reconstituer des portraits complets à partir de ces éléments disparates<sup>1</sup>. Il ne s'agit pas forcément de mener des entretiens biographiques en bonne et due forme, ce qui paraîtrait incongru dans le cas de l'observation *incognito*, et même dans l'observation à découvert, comme en fait l'expérience C. Avril (2014, p. 57) auprès des aides à domicile, très loquaces pendant leur travail et les conversations informelles avec l'enquêtrice, mais peu enclines à se prêter à la verbalisation de leurs tâches centrées sur le ménage dans le cadre d'entretiens enregistrés.

Le recueil des paroles échangées en situation ouvre sur plusieurs usages. Un **lexique indigène** peut consigner, outre les expressions originales (relevant d'un jargon technique), les choix d'images retenus pour désigner certains éléments de la pratique (un soleil pour une source de radiations dans le nucléaire, de la pourriture pour de la contamination) car ils disent quelque chose du rapport des acteurs à la pratique (le souci de se protéger davantage la contamination que l'irradiation...). Au-delà, ce sont parfois davantage des **conversations** entendues dans la situation dont dispose l'observateur. Il s'agit alors non pas tant d'une parole informative sur les pratiques sociales que de la parole **comme** pratique sociale, justiciable par la d'observation

1. N. Renahy (2010) consigne ainsi les indices d'appartenance locale des jeunes ouvriers d'une PME rurale, la voie de recrutement de chacun, le rôle éventuel de relais familiaux... pour comprendre le mode de perpétuation de l'ordre ouvrier dans cet espace.



directe pour saisir les effets visés par cette action dans la situation. Percevant les menaces pesant sur les concours de la fonction publique territoriale, les jurys témoignent ainsi, par leurs appréciations des candidats, de leur souci de mettre en avant la qualité de ce mode de recrutement, tout à la fois symbole de la reconnaissance des agents territoriaux et de l'adéquation entre les caractéristiques des lauréats et les besoins des collectivités (Biland, 2010).

Toutes ces informations recueillies par observation directe sur le terrain n'ont d'intérêt pour l'analyse qu'à condition d'avoir été notées ou enregistrées de façon à être exploitables.

## 2. Noter, enregistrer

Outre la question du choix de ce qui mérite d'être observé et consigné, se pose la question de la forme que doivent prendre ces notes qui font l'essentiel du matériau concret servant ensuite d'appui à l'analyse.

### 2.1 Trouver le temps de noter

Une caricature du chercheur de terrain pourrait le montrer déambulant avec un petit carnet à la main. Prendre des notes n'est pourtant pas toujours possible **sur le terrain** proprement dit. On le comprend bien en ce qui concerne l'*observation incognito* : la prise de notes révélerait l'identité du sociologue, du moins si le rôle qu'il occupe ne prévoit pas d'activité d'écriture. C'est le cas pour l'observateur en milieu industriel : d'une part, le travail s'y exerce souvent sous contrainte de temps ; d'autre part, il n'est pas toujours d'usage d'être muni d'un carnet de notes dans ces univers. Cependant, l'usage fréquent du téléphone mobile par les acteurs autorise le sociologue à se servir de son téléphone pour quelques notes en situation. Ces notes sont importantes pour des détails parfois cruciaux mais elles ne peuvent souvent être que très limitées. Enquêtant sur le milieu enseignant en qualité d'enseignant lui-même, P. Masson (1999) n'a en revanche aucun mal à prendre des notes : il est entouré de professionnels de l'écrit et se trouve souvent dans des conditions matérielles lui permettant d'écrire, par exemple au cours des conseils de classe auxquels il participe. L'*observateur à découvert* rencontre les mêmes obstacles à la prise de notes s'il a choisi de prendre part à un rôle existant avec une forte implication. Toutefois, dès lors que l'activité se relâche, il peut s'y employer.

En conséquence, le temps de la prise de notes s'étend bien **au-delà du temps de présence sur le terrain**. À l'issue de chaque phase continue d'observation, d'une journée par exemple, il est nécessaire de consacrer du temps à la rédaction d'un compte rendu de ce qui a été observé, à partir de ses souvenirs et des éventuelles bribes notées au cours de cette journée. Cela revient, lorsque l'observation se fait à temps plein avec prise en charge d'un rôle existant, à assumer une double journée de travail. Et si cette deuxième journée n'est pas suffisante, il faut prévoir du temps pour poursuivre la prise de notes au-delà du temps de l'enquête sur le terrain.

Quand les souvenirs s'épuisent et que ne revient à l'esprit qu'un événement de temps en temps, ce n'est pas pour autant la fin de l'activité de noter. D'autres types de notes succèdent à la chronique minutieuse de ce qui a été observé sur le terrain. On commence à analyser, à rapprocher tel et tel événement, parfois en relisant ses notes. Il faut avoir conscience des particularités de ce mode d'investigation qui conduisent à disposer, à l'issue de l'enquête, de différents types de notes.

### 2.2 Reprendre ses notes plusieurs fois

Les premières notes, prises sur le vif, ne servent souvent que d'appuis, lors de la rédaction du compte rendu détaillé, pour se remémorer quelques événements marginaux, tel comptage ou telle parole entendue. On se propose de désigner ces notes comme **notes repères**.

Ainsi, on trouve sur un des carnets tenus lors d'une enquête à l'hôpital, la simple mention : « 12 h-13 h : café avec l'équipe, 5 à 12 personnes présentes dont 1 médecin (statut ?). C'est pas toujours comme ça ». Vente de sacs. 12 h 45 : A. ». Ces notes repères, prises au moment d'une pause dans la journée, ne deviennent explicites que lorsqu'elles s'étoffent, à l'issue de la journée, en un récit détaillé des événements auxquels elles renvoient :

Je commence l'après-midi dans ce service. Je n'aime pas ça parce qu'après mon expérience en [service de] médecine, je sais qu'à peine arrivée, il faut servir les repas des malades, les aider à manger : je ne peux donc pas me présenter tranquillement et commencer à discuter avec l'équipe en prenant le café comme c'est le cas à six heures le matin. Bien sûr, c'est dur d'arriver dans un nouveau service. Lorsque j'entre dans le long couloir, le chariot des repas est assez loin. Avant de l'atteindre, je repère l'office où une dizaine de personnes boivent le café (5 à 12 selon le moment). Je me présente et je

m'attends à ce qu'on m'envoie rejoindre le chariot des repas. Non, l'aide-soignante du matin, B., est assise devant un café, celle de l'après-midi n'est pas encore arrivée. Je comprends qu'ici, ce sont les A.S.H. (agents de service) seules qui servent les repas. B. m'amène dans la salle des infirmes pour que je me change car aucun placard ne peut m'être attribué. Ça ne me plaît pas trop. Il faudra que je m'arrange pour utiliser celui d'une fille. [...] Quand je rejoins l'équipe à l'office, une infirmière est en train de vendre des sacs. Ce petit commerce existe à tous les étages, porte sur des tas d'objets : plantes grasses, maquillage, miel, parfums, tout ça à des prix pas forcément intéressants. Une infirmière achète un sac, l'aide-soignante dit qu'elle en a déjà acheté un et qu'ils sont très bien. Plus tard, je m'aperçois que la surveillante en a aussi un du même type. Il y a un homme en blanc parmi nous. Je pense qu'il s'agit d'un infirmier car, jusqu'à présent, je n'ai jamais vu un médecin prendre le café avec nous. Si, au premier étage, j'ai pensé [sans l'avoir vu moi-même] qu'il leur arrivait de le prendre ; le problème était plutôt qu'ils consentent à le payer [le journal renvoie ici à une page et à une date précédentes où a été recopiée une affiche enjoignant les médecins de contribuer aux collectes pour le café]. En fait, l'homme en blanc est un médecin, il a même fait le café. « Tu vois, c'est un médecin qui fait le café, regarde-le bien, c'est pas toujours comme ça ». On m'offre le café. Une infirmière commence à me parler mais une autre mène la conversation et monopolise l'attention. S., l'infirmière « à cheval », me reconnaît pour m'avoir vue au premier étage et s'assoit près de moi. Il est 12 h 45 quand A. arrive. Je la reconnais à sa tenue d'aide-soignante. Et puis tout le monde lui annonce qu'« elle n'est pas seule » ce jour.

Ce récit relève du **journal de terrain** proprement dit, document où sont consignées les observations faites sur le terrain au jour le jour, au soir le soir devrait-on dire. Le travail est parfois répétitif – une observation en milieu hospitalier donne lieu à première vue à autant de descriptions du type de la précédente que qu'il y a de jours d'observation –, comme le sont la saisie ou le codage de questionnaires. Le journal de terrain est pourtant nécessaire pour s'attacher aux variations rencontrées et parce que l'attention se porte peu à peu sur des détails qui ne peuvent être relevés en une seule fois : par exemple, ici, les prises de parole des uns et des autres ne sont pas précisées – un médecin est présent mais qui s'adresse à lui ? – et on ne sait rien du contenu des conversations – sont-elles de type professionnel ou bien d'ordre plus privé ? Ce type d'informations figurera dans le journal mais à l'occasion de scènes ultérieures.

Le journal peut prendre une forme écrite : son support matériel est un carnet, un cahier ou des feuilles numérotées, des fichiers d'ordinateur. Il peut prendre aussi une forme orale et être enregistré : c'est une façon de gagner du temps en se remémorant immédiatement un maximum d'informations, gain particulièrement important lorsqu'on assiste à des interactions très nombreuses ou très denses. Mais cette technique réduit toutefois l'effet de remémoration patient qui se joue dans la rédaction manuscrite quand elle se donne pour consigne de suivre le fil chronologique de l'observation. En outre, elle n'a de sens que suivie d'un long travail de retranscription. Et les suggestions interprétatives qui ne manquent pas de venir à l'occasion du travail d'écriture arrivent alors un peu tard pour être mises à l'épreuve du terrain comme cela se fait avec des notes prises le soir même.

Ces documents ne sont pas destinés à être utilisés tels quels dans le compte rendu final de l'enquête mais constituent un matériau de base pour l'analyse. Ils visent donc le recueil le plus précis possible d'un maximum d'informations, sans que cela passe toujours par une rédaction complète. S'il est plus explicite que les notes repères, le journal de terrain n'est pas pour autant rédigé sous une forme immédiatement exploitable par un tiers. Il reste de l'implicite, ne serait-ce que parce qu'il comprend par exemple un certain nombre de termes indigènes qu'un lecteur extérieur ne peut comprendre : l'infirmière « à cheval » dont il est question plus haut ne dispose d'aucune monture pour arperner les couloirs du service mais son horaire de travail de ce jour (8 h/16 h 30) l'amène à travailler à cheval sur les deux horaires habituels (6 h/14 h 30 et 12 h/20 h 30) ou encore, si certains personnels distinguent les deux parties du couloir par les termes « haut » et « bas », ce n'est pas parce que celui-ci est en pente. Ces termes évitent simplement de longues périphrases. On comprend ainsi que ce journal devra nécessairement être complété : laisser de l'espace à cette intention est donc important, par exemple en remplissant seulement une page du carnet sur deux, ou utiliser un ordinateur permet de disposer ensuite de moyens de recherche par mots-clés.

La prise de notes continue au-delà de l'enquête sur le terrain. On se propose de dénommer le document rédigé à ce moment-là le **journal d'après-journal**. Cette dénomination rend compte du moment où celui-ci est rédigé, après le journal de terrain, mais aussi de la façon de le tenir : c'est en relisant le journal de terrain, donc d'après celui-ci, qu'un certain nombre de souvenirs reviennent et que de nouvelles réflexions surgissent. Ce journal, postérieur mais rattaché au précédent par sa chronologie, est

écrit « sur le vif » non pas du terrain mais du premier retour aux notes de terrain, avec le souci de préciser, d'éclaircir, ou bien simplement de réagir aux premières formulations consignées. S'il est écrit en marge du journal de terrain proprement dit, mieux vaut utiliser une couleur différente pour distinguer ce qui a été écrit au moment de l'enquête de ce qui est rajouté, au moment où on est autrement informé sur la réalité décrite<sup>1</sup>. Voici un extrait correspondant à la relecture du journal cité précédemment, environ un an après la fin de l'enquête :

Partout, l'office est un lieu de détente, l'endroit où se trouvent la cafetière électrique, le réfrigérateur du personnel, une table, des chaises. En plus d'être un lieu de travail : le lieu de préparation des chariots de petits-déjeuners, le lieu où chauffent les chariots-repas qu'on est allé chercher à la cuisine centrale. L'ensemble du personnel y a accès, tous s'y retrouvent parfois. Seuls les médecins y viennent rarement. En chirurgie où le bureau infirmier est assez grand et comporte aussi une table et des chaises, l'office n'est pas le seul lieu de détente du personnel. Au premier, c'est même plutôt l'espace réservé des A.S.H., chargés de la préparation et de la distribution des repas aux malades. A mon arrivée, j'y avais pris le café uniquement avec les A.S.H. et l'aide-soignante. L'intrusion de toute autre personne qu'un membre du personnel y est partout mal ressentie et différents dispositifs peuvent être mis en place pour s'en protéger. En médecine, la porte reste entrebâillée de façon à ce que la sonnerie du téléphone puisse être entendue mais chacun veille à ce que la porte ne reste jamais grande ouverte, sans quoi certains malades valides viennent demander un service, quelque chose à manger ou un médicament, ce qui met le personnel particulièrement en rogne. En fait, leur crainte porte surtout sur les toxicomanes du service (deux à ce moment-là). Il s'agit aussi de se protéger du regard des familles soupçonnées de ne pas supporter que tout le temps de travail ne soit pas consacré aux malades ni que le personnel hospitalier puisse présenter par moments une mine réjouie. Ailleurs aussi, il y a ce souci de protéger son image, en évitant de montrer ostensiblement qu'on fait une pause alors que celles-ci sont au moins en partie prises sur le temps de travail. [...] En médecine, du côté des diabétiques, la protection de l'office est organisée non seulement pendant les temps de présence du personnel, pour des raisons identiques, mais surtout pendant son absence : la porte de l'office

1. On reviendra, dans le chapitre 5, sur l'intérêt qu'il y a à conserver intactes les traces chronologiques des premières compréhensions que le chercheur manifeste face à la situation.

est fermée à clé pour éviter le vol de nourriture par les diabétiques soumis à un régime sévère. Valides, ils sont susceptibles de se déplacer où bon leur semble dans le service, ce dont ils ne se privent pas. C'est un véritable jeu du chat et de la souris entre le personnel et eux. Le décompte régulier des sachets de chocolat, biscuits ou confitures laisse imaginer que les malades gagnent parfois.

A. a voulu faire une pause. On s'installe à l'office avec S., chacune y'aourt à la main. Un couple d'une soixantaine d'années arrive à la recherche d'une vieille dame rentrée dans la nuit, demande où elle est et veut avoir de ses nouvelles. Chacune d'entre nous a sa cuillère plantée dans le yaourt et arrête son geste. S. répond. Ils lui parlent gentiment mais sont inquiets. Pourquoi lui a-t-on posé une sonde ? Ils veulent nous informer de tout son passé médical. Ça ne dure pas forcément longtemps mais la cuillère pleine de yaourt me pèse et je n'ose même pas la poser. A. finit par avaler la cuillère qu'elle avait remplie. C'est comme si ce geste les faisait partir. « Bon, on veut pas vous déranger, on va la voir ». On reprend la pause repas là où on l'avait laissée, sans commentier.

La scène de base n'est pas vraiment reprise mais sert de prétexte pour développer quelques pistes d'analyse et pour se remémorer d'autres scènes. Dans le journal de terrain, l'office n'apparaît que comme un lieu de sociabilité. Pourtant, il est également un lieu où s'inscrivent des différences entre catégories de personnel et où s'actualisent le pouvoir de contrôle des visiteurs sur l'activité des personnels, ainsi que les tentatives de ces derniers pour s'en protéger. Le journal d'après journal comprend davantage d'analyses explicites que les autres écrits, notamment par rapprochement de différentes scènes observées, notées après coup. Il est plus qu'un simple enrichissement du journal de terrain.

### 2.3 Laisser se mêler différents types de notes

Les notes repères sont assez homogènes : elles se présentent sous la forme de listes. Dans chacun des autres documents s'entremêlent en revanche différents types de notes. Des **notes descriptives** : descriptions de lieux ou de personnes, récits d'événements, d'interactions, comme plus haut le récit de la vente de sacs par une infirmière à une autre avec la caution d'une aide-soignante. Des **réflexions personnelles** qui rendent compte des impressions de l'observateur, comme ici à propos des difficultés à s'insérer dans

une nouvelle équipe. Elles permettent de garder la trace du déroulement précis de l'enquête et des rapports entre enquêteur et enquêtés qui servira au moment de l'analyse (cf. chap. 5). Elles contribuent à éclairer sur les choix faits par le chercheur pour mieux s'insérer sur le terrain – ici en changeant de vestiaire pour éviter la confusion du sociologue avec un étudiant en médecine. Le compte rendu d'une journée suscite des idées sur la façon de se comporter le lendemain, sur les choses à observer ou à vérifier (par exemple ici, sur le statut du médecin présent dans la scène), sur des textes sociologiques à lire. Il faut rassembler ces **notes prospectives** entre chaque phase d'observation pour les avoir bien en tête avant de retourner sur le terrain. Enfin, le journal de terrain comporte des **notes d'analyse**, même si celles-ci ne sont que provisoires et pas encore fondées sur l'exploitation systématique des éléments recueillis : elles sont proches des notes prospectives en ce qu'elles appellent validation sur le terrain.

Ces différents types de notes se trouvent en proportions variables selon le type de situation dont on veut rendre compte mais aussi selon l'avancée du travail de terrain : les notes repères font l'essentiel des premières pages du carnet d'enquête, tandis que l'analyse croit jusqu'à être prépondérante dans le journal d'après journal. Il semble illusoire et inutilement contraignant de chercher à rédiger de façon clairement séparée, sur des feuilles différentes, ces différents types de notes, du moins pendant le temps de l'enquête. On les distinguera après coup, par une mention dans la marge. En fait, le meilleur premier classement des notes reste celui de la chronologie qui coïncide avec la progression dans la conversion du chercheur en analyste informé de la situation. En général, on ne dispose pas d'autre idée de classement au début de la recherche. Puis s'imposent parfois quelques regroupements. C'est ainsi que W. F. Whyte dit avoir procédé, classant ses fiches selon les groupes auxquels elles se rapportaient lorsque le classement chronologique lui apparut insuffisant, au-delà de la première phase d'exploration (2002, p. 336). L'ordre chronologique permet de disposer de repères et n'interdit pas d'organiser à partir de là des **fiches thématiques** comme on a réalisé des fiches biographiques, qui renvoient à des jours et à des pages des carnets d'enquête auxquelles il suffit de se reporter : la scène décrite plus haut était ainsi mentionnée parallèlement dans les fiches « sociabilité au travail », « économie parallèle » (pour la vente de sacs), et « cloisonnement de l'espace professionnel ».

Au terme de ce chapitre, le travail d'observation peut apparaître comme une « occupation industrielle et obsessionnelle », qui relève d'un « geste

artisan, lent et peu rentable », qui, tout comme le travail d'archives pour l'historien, « fait parfois mal à l'épaule en tiraillant le cou » (Farge, 1989, p. 24-26). L'obstination, la patience ne sont-elles pas aussi des qualités pour l'observateur sur le terrain ? Il lui faut s'accommoder d'une certaine lenteur car c'est cette lenteur qui est créatrice (p. 71).

## L'ETHNOGRAPHIE COMME ENGAGEMENT : ENQUÊTER EN TERRAIN MILITANT

Christophe Broqua

Belin | « Genèses »

2009/2 n° 75 | pages 109 à 124

ISSN 1155-3219

ISBN 2701152991

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-geneses-2009-2-page-109.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant

*Christophe Broqua*

pp. 109-124

Débutons par une scène du film *Jeanne et le garçon formidable*. Cette comédie musicale, réalisée en 1998 par Olivier Ducastel et Jacques Martineau, relate une histoire d'amour entre Jeanne, une jeune femme séronégative, et Olivier, un jeune homme séropositif. Alors qu'il est hospitalisé, ce dernier reçoit la visite de François, un ami membre d'Act Up, dont on apprend ici qu'il prépare une thèse :

« Olivier. – C'est sympa d'être venu.

François. – Tu m'appelles, je viens. [...]

O. – Un bon militant comme toi, ça peut que me donner la pêche. [...] Et ton bouquin, ça avance ? C'est sur quoi déjà ?

F. – C'est ma thèse quoi... Ben, c'est fini, je soutiens le mois prochain.

O. – Tu dois être super content.

F. – Ouais, c'est bien. Je suis très heureux.

O. – Ouais, tu peux, et fier. C'est sur quoi, redis-moi ?

F. – L'activisme. Je sors pas beaucoup de mes préoccupations ordinaires. J'agis, j'écris, j'écris que j'agis, j'écris sur ceux qui agissent, blablabla.

O. – C'est bien ça. (*Silence, malaise*) Et alors, ça te donne quoi ?

F. – Rien, la possibilité de chercher un poste en fac.

O. – C'est bien pour toi : bon boulot, bonne paye, t'as de jolis petits étudiants...

F. – T'es bête !

O. – Non, c'est vrai, tu vas avoir une vie en or. (*Silence*) Excuse-moi, j'ai des absences. C'est bien que tu sois venu... »

Dans la scène suivante, on retrouve François auprès de son compagnon. Fortement découragé, il se désole de n'avoir pas su trouver les mots pour soutenir son ami hospitalisé. Le sentiment d'incommunicabilité mis en scène ici semble traduire une distance irréductible entre le malade hospitalisé et son ami séronégatif, fût-il militant à Act Up et familier de la réalité du sida. François est séronégatif mais il a déjà été exposé de très près aux ravages de l'épidémie : plus tôt dans le film, on apprend qu'il a vu son précédent compagnon mourir du sida, ce deuil étant présenté comme le point de départ de son engagement militant.

Act Up-Paris a été créée en 1989 sur le modèle d'une organisation américaine. Se définissant comme « une association issue de la communauté homosexuelle et veillant à défendre équitablement toutes les populations touchées par le sida », elle a choisi dès l'origine, par contraste avec les autres composantes du mouvement associatif de lutte contre le sida, de mener une action protestataire visant à souligner les dimensions politiques de l'épidémie et porter la voix des personnes infectées par le VIH (virus de l'immunodéficience humaine) ainsi que des groupes qui y sont le plus exposés. Entre 1993 et 1999, j'ai suivi l'association au moyen d'une observation participante, dans le cadre de mémoires universitaires, d'une thèse de doctorat en anthropologie et de travaux de recherche collectifs<sup>1</sup>.

Au cours de cette période, une même question m'a été posée maintes fois, aussi bien dans le milieu de la recherche qu'en dehors, à savoir en substance : « Étais-tu militant à Act Up avant de commencer ta thèse ou t'y es-tu engagé dans l'optique de ce travail ? ». Chez certains, ma réponse pouvait produire un effet rassurant : ma recherche sur Act Up avait débuté à l'occasion d'un mémoire de maîtrise, j'étais alors étudiant à Bordeaux, ne connaissais personne dans l'association, ni même à Paris, où je m'étais installé pendant plusieurs semaines pour effectuer mon premier travail de terrain ethnographique. Un effet rassurant donc : j'avais formulé mon projet scientifique avant d'être impliqué dans le mouvement qui devait être observé. Pour autant, j'ai souvent eu le sentiment qu'un doute subsistait, ou parfois dominait, autour du lien unissant ici recherche scientifique et engagement militant. Cette interrogation faisait écho en même temps aux questionnements générés continûment par ma présence au sein d'Act Up. Tout autant qu'en dehors, les motifs et les modalités de ma participation étaient jugés par les militants. Et surtout, je suis resté moi-même le plus fortement soumis aux incertitudes de la situation ethnographique, en partie comme conséquence de la confrontation à celles des autres, mais pas uniquement.

En premier lieu, ces interrogations concernent les relations ambiguës et souvent problématiques entre recherche en sciences sociales et engagement militant. Mais, nous le verrons, elles renvoient aussi plus spécifiquement aux enjeux que représentent les questions de distance et de proximité dans le domaine des mobilisations contre le sida, et tout particulièrement au sein d'Act Up, comme permet de le deviner l'échange entre Olivier et François.

## Engagement scientifique et engagement ethnographique

L'étude par observation participante d'un groupe qui se définit comme « activiste » confronte d'emblée le chercheur à la question des liens entre recherche scientifique et militantisme. Dans la littérature qui en traite, l'engagement de l'anthropologue est plus souvent pensé comme la conséquence que comme le moyen de son activité de recherche. À partir de mon cas, je soutiendrai l'idée que l'observation participante au sein d'un groupe militant ne répond pas nécessairement à la définition de l'engagement scientifique tel qu'on l'entend généralement. Selon une définition minimale, l'engagement scientifique consiste pour le chercheur à s'impliquer en tant que tel (c'est-à-dire en se prévalant de l'autorité « politique » que peut lui conférer son savoir) dans une activité visant à agir sur le monde social, soit aux côtés de ceux qui sont concernés par l'objet qu'il étudie, soit plus à distance mais généralement en leur faveur. Aux postures du chercheur engagé en tant que tel ne correspondent pas automatiquement celles de ceux qui procèdent à l'ethnographie de groupes militants, dont l'engagement varie d'ailleurs fortement selon les cas<sup>2</sup>.

Pour s'en tenir à l'exemple d'Act Up, on peut citer deux exemples d'engagement ethnographique très contrastés (à l'intermédiaire desquels je considère me situer) : Janine Barbot (2002) a effectué une observation longue et intensive, mais non participante, de réunions régulières sur la question de la recherche thérapeutique, tandis que Victoire Patouillard (1998) était responsable du groupe chargé de l'organisation des « actions publiques » d'Act Up quand elle a produit son fameux article sur le *zap* (action-éclair contre une cible déterminée). Rien n'interdit pourtant de considérer que,

dans les deux cas, l'analyse témoigne de distanciation, à l'inverse par exemple des considérations critiques avancées de l'extérieur par Michael Pollak qui, en même temps qu'il analyse les mobilisations contre le sida (1991*b*), s'emploie à condamner les méthodes d'Act Up<sup>3</sup>.

Lorsque l'objet de recherche est une mobilisation collective, l'engagement ethnographique a toutes les chances de prendre la forme d'un engagement militant, mais cela peut n'être ici qu'une figure particulière de l'« anthropologie impliquée » telle que la définit Didier Fassin (2000), supposant à la fois engagement ethnographique dans l'action et distanciation (éventuellement critique) dans l'analyse. Dès lors, ce qui apparaît comme un engagement militant important, peut aussi n'être, d'un point de vue ethnographique, qu'un engagement limité. Pourtant, la posture de l'observateur participant en terrain militant vient souvent éveiller des doutes quant à la validité des analyses qu'il est en mesure de produire sur les activités dont il est considéré partie prenante. La question qu'il inspire presque inévitablement est celle de son rapport à la cause étudiée : son adhésion politique ou idéologique au mouvement, sa participation aux actions militantes, et finalement la hiérarchie de ses intérêts entre recherche et militantisme.

Ma situation a été celle non pas d'un chercheur engagé en tant que tel, mais d'un chercheur procédant à une ethnographie de l'engagement, c'est-à-dire une ethnographie supposant l'engagement au sein du groupe étudié mais aussi l'indépendance et la distance critique, et surtout l'absence de désir d'agir sur le monde social au nom du savoir produit. Elle ne visait pas à réhabiliter l'association (souvent critiquée), ni à soutenir les catégories de population qu'elle défend, sur le mode de l'*advocacy anthropology*. L'anthropologue étudiant une mobilisation qui connaît un certain succès peut

d'autant mieux faire l'économie d'une approche apologétique que la défense des populations concernées est précisément l'objet de la mobilisation et qu'elle s'accompagne de la revendication d'une parole à la première personne. Il ne s'agissait pas non plus de fournir à l'association un quelconque soutien en tant que chercheur, ni à me transformer en intellectuel organique. Ma démarche se distinguait ainsi largement de l'« intervention sociologique » préconisée par Alain Touraine, visant à faire bénéficier certaines mobilisations choisies de la contribution de sociologues à la compréhension et donc à l'optimisation de l'action, mais aussi du principe d'analyse conjointe du « mouvement social » par les chercheurs et les militants défendu par Pierre Bourdieu (2000).

Cette position d'indépendance à l'égard du groupe étudié pourrait sembler peu compatible avec la revendication de participation aux recherches scientifiques sur le sida formulées par les militants associatifs, dont Act Up est l'une des principales incarnations ; mais l'intérêt des associations pour les travaux scientifiques s'est presque exclusivement porté sur la recherche thérapeutique. Act Up est un groupe fortement réflexif, qui se caractérise par une analyse permanente de lui-même (avec évidemment des points aveugles), tout en étant conscient de l'intérêt que peut présenter, en termes de valorisation ou de légitimation, le fait d'être constitué en objet d'étude ; la quatrième de couverture du livre publié par l'association en 1994 débutait ainsi : « Ce livre n'est pas un livre sur Act Up-Paris ; nous laissons à d'autres le soin d'écrire l'histoire que nous faisons » (Act Up-Paris 1994). Si, dès sa création, l'association s'est donné pour objectif prioritaire d'attirer l'attention des médias, elle a progressivement compris qu'elle intéressait aussi d'autres curieux susceptibles de produire un type de « restitution » différent mais tout



aussi valorisant, sans redouter l'exposition des dessous de l'association, conformément au principe souvent affirmé selon lequel « il n'y a pas de mauvaise publicité pour Act Up » (Lestrade 2000 : 55). Sur le principe, l'enquête par observation participante y était donc possible en relative indépendance. Voyons donc maintenant, dans les faits, quelles en ont été les conditions.

## Quelle participation ?

Ma première immersion ethnographique au sein d'Act Up a eu lieu au début de l'année 1993, dans le cadre d'un mémoire de maîtrise. J'avais préalablement envoyé un courrier pour demander l'autorisation de mener l'enquête et, à mon arrivée, j'ai redit les motifs de ma présence aux responsables de l'association. Parmi eux, j'ai fait plus particulièrement connaissance avec Christophe Martet, alors vice-président. Lorsque je me suis installé à Paris en septembre 1994 et que j'ai repris mon travail de terrain dans l'optique d'une thèse de doctorat, il était devenu président. Je me suis contenté de révéler les raisons de ma présence à ceux que je connaissais depuis mon précédent séjour (beaucoup n'étaient déjà plus dans l'association et de nouveaux militants étaient arrivés entre-temps), et en particulier à ce dernier ; dans la mesure où il était président, je considérais qu'à travers lui Act Up était informée et validait ma présence en tant qu'ethnologue. Et d'une certaine manière, je peux dire aujourd'hui que je considérais (sans me le formuler ainsi) avoir déjà « fait mes classes » en tant qu'observateur participant, et n'avoir donc pas à me représenter officiellement comme chercheur auprès de tous.

La position que j'occupais ne se rapporte donc pas exactement à l'une ou l'autre des deux postures typiquement décrites

dans la littérature sur l'observation directe, à savoir l'observation à découvert *vs* l'observation clandestine. En effet, ce n'est pas parce que l'on a prévenu le groupe de la recherche menée que tous les acteurs sont informés. Bien qu'ayant fait de l'observation à découvert (mon statut d'observateur était connu de certains et donc susceptible d'être connu de tous), j'étais pour beaucoup l'équivalent d'un observateur incognito, c'est-à-dire un simple participant. De cette incertitude, j'ai été le premier (et sans doute le seul) à pâtir, ne sachant jamais véritablement comment mes interlocuteurs me cataloguaient.

Dès le départ, j'ai fixé certaines limites à ma participation en m'interdisant toute intervention active dans les espaces où s'élaboraient les actions et le discours de l'association, qui constituaient mes principaux objets d'observation. En fait, j'ai participé aux moments où il n'était pas possible d'adopter une posture de simple observateur. Plus exactement, j'ai choisi une démarche d'observateur simple lorsqu'elle me semblait possible sans m'interdire l'accès aux informations que je souhaitais recueillir et qu'en revanche, une participation supérieure aurait trop influé sur la situation observée. C'était notamment le cas lors de la « réunion hebdomadaire » (RH), au cours de laquelle je ne prenais jamais la parole et me contentais de voter les décisions du groupe, comme le font tous les militants encartés dont je faisais partie. À l'inverse, j'ai choisi de participer plus activement aux activités qu'il n'était pas possible de saisir par l'observation simple, à savoir les « actions publiques » (*zaps*) qui constituaient l'un des objets que je m'étais donné pour but d'étudier. L'engagement était alors inévitablement total, consistant à rallier le groupe des protestataires, à en partager l'action et le sort, qui pouvaient parfois nous mener jusqu'à la cellule d'un commissariat de

police<sup>4</sup>. Il aurait été possible de me placer en retrait en choisissant par exemple de photographier ou de filmer, mais j'ai préféré me situer au cœur de l'action, à la fois pour en vivre l'expérience et pour ne pas afficher une trop forte distance.

Comme il a souvent été décrit, la position que vient occuper l'ethnographe n'est jamais créée de toute pièce, d'autant que des places d'observateur existent parfois déjà dans l'organisation sociale des groupes ethnographiés. À Act Up, la posture de l'observateur fait partie des positions « disponibles » dans l'espace de la RH, qui est publique et ouverte à tous (Barbot 1995), et où les militants disent savoir par exemple que sont également présents des policiers des renseignements généraux. Par ailleurs, il existe au cours des actions publiques une fonction dévolue à ce que l'on nomme « l'observateur », mais qui est ici une mauvaise place d'observation ethnographique, car elle ne permet de suivre qu'une partie de l'action, notamment en cas d'arrestation, puisque l'une de ses fonctions est d'en être témoin à distance tout en restant en liberté pour que l'association en soit informée et s'assure ensuite de la libération de l'ensemble des militants interpellés.

Se glissant ainsi dans les plis du collectif observé, « le chercheur est "produit" en acteur à travers les processus internes qu'il a définis comme objet d'analyse » (Althabe 1990 : 129). Pourtant, j'ai longtemps sous-estimé la contribution des militants à la définition de la place que j'occupais ; elle ne m'est apparue qu'au moment où elle est devenue explicite et contraignante. J'ai alors pris conscience du caractère coconstruit de mon rapport au groupe ou à l'action, et du fait que l'on ne décide pas seul de la distance à l'objet, mais conjointement avec les acteurs, dans un processus de négociation qui, s'il n'est pas toujours verbal, n'en est pas moins effectif.

Le temps qu'il m'a fallu pour comprendre ce phénomène tient tout d'abord à la relative facilité d'observation au sein d'Act Up, dans la mesure où diverses postures « disponibles » y sont favorables sans impliquer nécessairement un grand investissement. Ensuite, le fait d'être perçu comme adhérent à la cause de l'association, notamment en raison de mon encartage et de ma participation aux *zaps*, m'a autorisé un statut d'observateur participant moyennement engagé, c'est-à-dire ne prenant jamais position autrement qu'en participant aux actions publiques préalablement votées par le groupe. De plus, certaines caractéristiques personnelles faisaient de moi un individu relativement proche du profil majoritaire des militants.

## L'orientation sexuelle, facteur de proximité

C'est avant tout le choc esthétique produit par une image qui a fait naître mon intérêt personnel pour Act Up : le slogan « SILENCE = MORT » en lettres blanches sur fond noir, surmonté d'un triangle rose, que l'on retrouvait sur des T-shirts ou des pancartes utilisées lors de manifestations. Bien que peu explicite, ce visuel a inspiré mon adhésion immédiate. J'allais savoir plus tard qu'il en avait été de même chez certains de ceux qui allaient s'engager dans l'association. J'allais apprendre également que cette image avait été le premier signe de ralliement du groupe à New York, créé par un collectif d'artistes et recouvrant les murs de la ville avant même que l'organisation ne naisse (Broqua 2006b). Sans connaître le sens que lui attribuaient ses créateurs ou les activistes qui l'avaient repris, je saisissais bien que le visuel avait à voir avec le sida tout autant qu'avec l'homosexualité. Pourtant, les quelques images que

j'avais pu voir dans les médias ne traduisaient en rien la composition sociologique du groupe. À l'inverse, l'été 1992 avait été marqué par le procès dit « du sang contaminé », au cours duquel les manifestations d'Act Up avaient largement illustré les reportages des médias.

Lorsque je me rendis pour la première fois en RH, j'appris de la bouche des responsables de l'accueil ce que je savais déjà pour l'avoir lu dans un dossier de présentation reçu chez moi, à savoir que l'association était « issue de la communauté homosexuelle ». Pourtant, dès le début de la réunion, grande fut ma surprise de constater la forte proportion d'homosexuels, femmes et hommes, dont les attitudes m'étaient familières. Je reconnaissais en effet les comportements ayant cours dans le milieu gay : les hommes s'embrassaient, s'enlaçaient, se jouaient d'eux-mêmes à l'occasion en adoptant des manières efféminées ou en parlant d'eux au féminin. En tant que nouvel arrivant, ma familiarité avec cet « habitus homosexuel » (Pollak 1982) optimisait incontestablement mes chances d'intégration. Tout d'abord à mes yeux, car il m'était alors possible de concevoir ma légitimité dans cet univers ; ensuite aux yeux des militants qui pouvaient, sur la base de ce seul critère, me considérer comme un militant potentiel de l'association, même si le motif universitaire de ma présence était connu.

De fait, mon intégration dans le groupe fut rapide et à l'évidence facilitée par le partage d'un certain nombre de caractéristiques avec la majorité des membres, dont l'orientation sexuelle en premier lieu. Act Up est une association dont l'objet est la lutte contre le sida, mais dont le trait sociologiquement dominant est l'homosexualité, et non pas la séropositivité. Comme l'ont montré les résultats d'une enquête quantitative réalisée en 1998, les homosexuels masculins sont

majoritaires (environ 80%), alors que la part des personnes infectées par le VIH ne dépasse pas 20% des effectifs (Fillieule et Broqua 2000). En second lieu, mon âge, mon niveau d'études, mes opinions politiques ou mes dispositions à l'action protestataire, par exemple, me rapprochaient des caractéristiques majoritaires des militants.

Si je place l'homosexualité au premier plan, c'est qu'elle me semble avoir constitué le support principal sur lequel a reposé mon mode d'interaction avec les membres du groupe. Sans avoir à l'expliquer formellement, mon orientation sexuelle ne faisait de mystère pour aucun de ceux qui la partageaient. Mon intégration fut facilitée en premier lieu par mon aptitude à user des codes en vigueur au sein de la population homosexuelle, pour les avoir incorporés dans mon propre parcours de socialisation. De même, le maintien dans la durée de relations initiées avec certains reposait sur la complicité qui peut lier les homosexuels dans un contexte de menace, celle de l'homophobie comme celle de l'épidémie de sida, ici centrale.

Cette proximité d'habitus a non seulement rendu possible mon intégration, mais elle m'a aussi permis d'éprouver, par l'expérience, la condition qui dispose et conduit certains homosexuels des deux sexes à s'engager dans Act Up. Lorsque j'ai commencé mon travail de terrain, je n'étais concerné par la maladie ni personnellement, ni dans mon entourage. Or l'action protestataire des militants d'Act Up est souvent interprétée comme une réaction mécanique à la violence de la maladie. De fait, une partie importante des militants connaissaient des personnes touchées, voire décédées, avant de s'engager, et beaucoup justifient leur engagement par ce motif. Mais dans ce cas, comme dans celui des homosexuels préservés des ravages du sida, c'est un processus d'identification qui rend

souvent possible l'action protestataire. Les homosexuels s'identifient par leur condition stigmatisée au statut des malades, et ce n'est pas le désespoir de se savoir condamné, comme il est souvent dit, mais cette situation de double stigmaté, qu'elle soit réelle ou identificatoire, qui fonde souvent les comportements contestataires.

Si ma proximité avec les membres d'Act Up a facilité mon intégration puis la compréhension subjective des logiques de l'engagement, elle allait aussi me placer dans une situation de double contrainte, rendant difficilement tenable la distance que je m'étais efforcé d'établir. En effet, le fait que la légitimité de ma position d'observateur participant repose en partie sur ma proximité au groupe allait permettre que s'exprime de la part de certains militants le désir de voir s'accroître mon engagement.

## Contestations de la distance

La sollicitation croissante à laquelle j'ai été soumis doit être rapportée aux effets du temps long de l'observation ethnographique. En premier lieu, l'absence de rendu scientifique consécutif à ma présence (j'ai effectué plusieurs années de terrain ethnographique sans publier sur Act Up) a pu engendrer chez certains militants la volonté qu'elle soit compensée plus directement par ma contribution active à l'action du groupe. En second lieu, un phénomène progressif de désaffection au sein de l'association, à partir de 1996, a rendu cruciale la question du recrutement et du degré d'engagement des militants présents. C'est donc aussi en raison d'une réduction des effectifs que ma participation plus active a été sollicitée. Mais c'est principalement sur la base des propriétés qui m'étaient reconnues que ma posture distanciée a pu être contestée. Le fait de ne pas prendre parti sur des thèmes

où l'on me pensait nécessairement positionné car concerné en tant qu'homosexuel présent dans une association de lutte contre le sida, par ailleurs professionnel dans le même domaine, allait produire des réactions parfois vives contre mon silence. Je le montrerai à travers le récit de deux rencontres avec des militants en dehors du terrain proprement dit.

Un soir de l'année 1997, je rencontre deux militants importants d'Act Up dans un bar gay. Ils en viennent rapidement à commenter ma présence au sein de l'association en des termes inhabituels. Ils m'interrogent sur mon opinion concernant une action en cours dont ils sont les maîtres d'œuvre, puis me reprochent mon silence et mon retrait permanents. Je tombe naïvement de haut (car je pensais passer plus inaperçu) lorsque l'un des deux me dit qu'il sait, chaque fois qu'il prend la parole en RH, qu'il y a une personne dans la salle qui a une opinion sur son intervention mais qui ne l'exprimera pas; il s'agit de moi. Le second, pour stimuler ma participation plus active, évoque le cas de Pierre, arrivé à Act Up dans le cadre d'un travail universitaire et qui s'est fortement engagé par la suite. Je lui explique que l'exercice auquel je me livre m'impose de conserver une certaine distance. Le militant, non des moindres puisqu'il deviendra président, par ailleurs normalien et enseignant, refuse mes explications et, en guise de nouvel argument, me cite Malinowski en exemple<sup>5</sup>! Cet épisode resterait relativement anecdotique s'il n'avait été suivi d'un second, plus fâcheux celui-là.

Nous sommes au cours du premier semestre 1999. Lors d'un débat en RH sur le retour des pratiques sexuelles à risque chez les gays, deux responsables importants s'opposent. L'un souhaite que l'association dénonce publiquement les comportements non protégés des homosexuels séropositifs, sur lesquels il considère que repose la responsabilité de la prévention. L'autre, Hervé, lui reproche de stigmatiser injustement les

séropositifs et attaque violemment sa position. Le soir même, je rencontre Hervé dans un bar gay, en présence d'un ami commun. Je lui confie mon profond désaccord avec la position de celui qu'il a contredit. Pourtant, progressivement, le ton monte, le militant s'emporte et me reproche avec virulence d'avoir tu ma position au cours de la réunion. Il me traite de «bourgeois avec (mes) questionnaires!»<sup>6</sup>, insulte notre ami commun, et quitte les lieux.

Quelques semaines plus tard, un nouveau débat sur ce thème a lieu en RH, sanctionné par un vote qui valide le principe d'une campagne d'affichage à l'occasion de la Gay Pride autour du slogan : «Donner la mort, ça vous fait jouir?» Le même soir, un texte signé de l'un des tenants de cette position a été distribué, dans lequel on peut lire : «Act Up se bat, depuis dix ans, contre ceux qui minimisent ou aggravent l'épidémie et ses conséquences. Pourquoi? Parce que, pour nous, le sida n'est pas un drame dont on fait des patchworks, des ateliers cuisine, *des thèses*, des romans trash ou du commerce d'appartements. Il en faut peut-être, mais nous ne sommes pas ça : pour nous, le sida, c'est une grosse merde contre laquelle on préférerait ne pas devoir se battre» [je souligne]. Comme à l'accoutumée, je n'interviens pas mais désapprouve intérieurement la décision.

La semaine suivante, se trouve en RH un ancien membre de l'association, proche ami d'Hervé qui a définitivement quitté Act Up entre-temps. Il me rapporte les propos tenus par ce dernier au sujet de ma présence silencieuse lors du vote de la campagne d'affichage : Hervé aurait dit que j'étais un «collabo» et qu'en 1940, j'aurais «regardé passer les trains»<sup>7</sup>.

Ces deux anecdotes présentent un point commun : l'une et l'autre ont pour cadre un bar gay, espace distinct de celui où je côtoie ordinairement les militants. Assurément, le fait que ces rencontres se déroulent en dehors du terrain proprement dit explique que les échanges ne témoignent pas de la retenue habituellement observée de part et

d'autre. Mais c'est aussi que l'environnement homosexuel des deux scènes, en soulignant le lien constitué par notre orientation sexuelle commune, rend possible l'expression par les militants d'attentes à mon égard, à plus forte raison dans le second exemple qui s'inscrit alors dans le contexte d'une controverse naissante concernant la posture devant être adoptée par les homosexuels masculins face au sida. Se taire sur ce thème lorsque l'on est supposé avoir une opinion, en tant qu'homosexuel œuvrant dans le domaine de la lutte contre le sida, expose au risque d'apparaître comme étant positionné «contre», aux yeux des partisans d'un camp comme de l'autre.

Il serait cependant malhonnête de s'en tenir à l'évocation des situations paroxysmiques où mon silence a été mis en cause de façon aussi directe et même brutale ; d'autres exemples moins spectaculaires peuvent illustrer la manière dont j'ai été sollicité, acceptant parfois d'accroître ma participation.

## Coconstruction de la distance

Lors d'un *zap* contre l'Agence du médicament, alors que je lis le tract destiné aux employés et aux passants expliquant les raisons de la présence d'Act Up et ses revendications, Pierre me dit : «M. Broqua, il serait temps de s'intéresser à l'objet de ce *zap*.» Avec ironie, je lui réponds au sujet de l'action telle qu'elle est justifiée dans le tract : «C'est légitime.» Il sourit puis, ironique à son tour, et imitant ce qui est censé être ma posture : «Les acteurs ont raison...». Je me contente pour toute réponse de rire poliment. Quelques secondes plus tard, alors qu'il s'appête à coller un tract, il m'adresse une autre pique : «Attention, je vais m'adonner à une pratique...».

L'ironie de ce militant, qui me reproche implicitement d'adopter une position trop distanciée, n'est pas sans lien avec le fait

qu'il s'est lui-même engagé dans l'association après l'avoir fréquentée pour effectuer un travail universitaire. Comparée à sa trajectoire, la mienne témoigne sans doute d'une retenue qu'il a pu juger outrancière. Quelques semaines après cet échange, il sollicite mon engagement de manière directe et publique :

Au cours d'une RH du second semestre 1998, Pierre propose d'établir un bilan des données épidémiologiques disponibles afin d'élaborer un discours sur ce thème pour le 1<sup>er</sup> décembre (Journée mondiale du sida). Il me cite nommément comme disposant des compétences adéquates pour un tel travail. Son objectif est de révéler les données épidémiologiques supposément camouflées par les pouvoirs publics. Je suis sceptique sur la démarche, mais j'accepte de collaborer. Par mon intermédiaire, nous prenons rendez-vous avec la responsable de la surveillance épidémiologique du sida en France, que je connais de par notre participation commune au comité de rédaction d'une revue sur le sida. Elle s'est par ailleurs adonnée à la recherche qualitative en sociologie et j'ai eu précédemment l'occasion de lui décrire ma méthode d'enquête au sein d'Act Up. Le rendez-vous se passe mal : Pierre, qui a un a priori négatif vis-à-vis de l'épidémiologiste, lui reproche de dissimuler des chiffres et la rencontre s'achève par un sentiment de colère réciproque. En dépit de l'absence de révélations inédites, un article est écrit dans *Action, la lettre mensuelle d'Act Up-Paris*, se réclamant d'une « épidémiologie politique » et prétendant dévoiler des données cachées. Étant donné la situation, j'interromps dès qu'il m'en est possible mon investissement sur ce dossier. Je serai plus tard sollicité indirectement lorsqu'au cours d'une RH un vice-président cherchera des volontaires pour relancer le projet, puis directement lorsque le même laissera un message sur mon répondeur téléphonique pour me demander de reprendre le dossier, ce que je ne ferai pas. Pendant les mois qui suivront l'événement,

l'épidémiologiste semblera garder ses distances avec moi, jusqu'à ce jour de l'année 2000, lors des Assises de Aides (la principale association de lutte contre le sida en France), où je l'entendrai dire que je suis la seule personne d'Act Up avec laquelle elle s'entende, me désignant ainsi comme un activiste à part entière, tandis que dans l'association mon retrait se faisait plus manifeste que jamais.

Cet épisode éclaire le caractère doublement négocié de la distance à construire avec l'objet ou le groupe : d'un côté des activistes qui m'incitent à plus d'engagement et, de l'autre, certains professionnels ou chercheurs qui observent avec circonspection ou confusion mon activité militante. Ici, la construction de la distance ne dépend pas du seul rapport au groupe étudié mais aussi des regards extérieurs qui la jaugent et l'évaluent tant bien que mal ; les acteurs participant à la définition du statut de l'ethnographe, de la relation ethnographique et de la distance à construire avec le groupe ethnographié, ne sont donc pas seulement les membres de ce groupe.

C'est que ma posture avait la particularité d'être plurielle, dans un espace social où les positions sont souvent moins indéterminées, la rhétorique de certains (Act Up en premier lieu) visant précisément à se définir en opposition aux autres. J'ai ainsi débuté mon observation participante tout en exerçant une activité salariée de documentaliste dans une autre association de lutte contre le sida – le Centre régional d'information et de prévention du sida (Crips) – ce qui n'était pas toujours bien vu à Act Up. En effet, mon arrivée succédait de peu à une période où l'on pouvait entendre le président d'alors, Cleews Vellay, prononcer une formule qui restera célèbre dans l'association : « Il y a ceux qui meurent du sida et ceux qui en vivent ; je n'ai pas choisi mon camp<sup>8</sup>. » Heureusement, la relative neutra-

lité du Crips faisait de mon activité salariée une qualité généralement peu stigmatisante; de plus, je n'étais pas le seul membre d'Act Up à appartenir à d'autres associations de lutte contre le sida. J'ai ensuite été boursier de l'Agence nationale de recherches sur le sida (ANRS), organisme par ailleurs susceptible d'attirer les foudres d'Act Up et déjà «zappé» par l'association.

Cette multipositionnalité, vécue comme une ambivalence, n'a jamais cessé de susciter une certaine confusion dans la perception qu'avaient les uns ou les autres de ma position. Au sein d'Act Up, cette posture plurielle faisait de moi un personnage parfois considéré avec méfiance. Par exemple, au cours de l'assemblée générale de septembre 1999, alors que je demande au militant qui les distribue un deuxième exemplaire des documents remis aux adhérents, celui-ci me répond: «Non, toi t'es un indic, tu connais trop de gens à l'extérieur!» En dehors de l'association, certains chercheurs ou une partie de mes collègues de travail me disaient souvent «vous», et non pas «ils», lorsqu'ils me parlaient d'Act Up, m'assignant à une place étroitement située – dans le sens où, souvent, le propos visait à commenter une position d'Act Up en opposition à d'autres, auxquelles j'aurais pourtant pu adhérer moi aussi.

## Subjectivité et libido politique

La question de savoir si l'ethnographe entretenait préalablement une familiarité avec son terrain suppose parfois un jugement sur la démarche de recherche qui, effectuée dans un cadre familier, révélerait un biais en raison de motivations supposées moins scientifiques que dans le cas inverse<sup>9</sup>. Lorsque l'objet d'étude est une mobilisation, l'implicite de la question porte aussi, et peut-être surtout, sur la «libido poli-

tique» (Siméant 2002) du chercheur, c'est-à-dire ses valeurs, et donc ses motivations extrascientifiques<sup>10</sup>. Cette expression est particulièrement appropriée dans le cas d'une enquête sur Act Up, puisque sur ce terrain, la question sexuelle est constitutive de l'engagement; la motivation du chercheur est dès lors recherchée du côté à la fois de sa gestion de l'identité sexuelle et de ses dispositions militantes.

La question qui m'a été posée si fréquemment soulève ainsi le problème de la subjectivité du chercheur en sciences sociales. Bien que la prise en compte par le chercheur de son expérience subjective soit mieux admise, voire recommandée, elle ne peut être convoquée comme un simple outil méthodologique, car interviennent inévitablement des mécanismes psychologiques, de défense ou de projection par exemple, qu'il n'est pas aisé de contrôler. À l'instar de Cécile Péchu (2006), j'ai longtemps évacué de ma problématique tout questionnement susceptible de renvoyer de trop près à ma subjectivité. Au départ, l'objet choisi pour ma thèse concernait les formes de ritualisation publique autour de la mort par sida, parmi lesquelles je voulais montrer que figuraient les actions publiques d'Act Up (Broqua 1998). Il s'agissait là, me semblait-il, d'une dimension cachée dont la mise au jour pouvait être l'œuvre légitime d'un anthropologue. J'ai ainsi tout d'abord fait l'impasse sur la question de l'homosexualité, pourtant centrale sur mon terrain et peu prise en compte explicitement dans les travaux sur Act Up. Progressivement cependant, je prenais conscience de la nécessité d'analyser ce qui faisait finalement la particularité de l'association: la construction d'une cause articulant deux aspects généralement objets de mobilisations séparées, la maladie et la sexualité. J'ai ainsi décidé de placer la dimension homosexuelle de la mobilisation au centre de mon travail

après avoir redécouvert la une d'un hebdomadaire datant du début des années 1990: sur fond noir, on y voyait un triangle rose et un titre en lettres blanches: «Les homosexuels après le choc du sida.» Le contenu implicite de cette couverture m'a alors révélé une compréhension de l'action d'Act Up que j'avais inconsciemment développée: l'association avait rendu possible un travail de mise en cohérence de deux ordres d'expérience souvent pensés séparément, à savoir la sexualité (l'homosexualité) et la maladie (le sida).

Mais adopter un tel angle d'analyse supposait aussi de laisser s'accomplir un retour du refoulé, obligeant à une approche réflexive sur le processus même de compréhension. Car le phénomène que je mettais au jour était aussi celui qui pouvait justifier mon intérêt pour l'association: je devais donc accepter d'être concerné par le phénomène qui m'était progressivement apparu central, pour en faire le cœur de mon propos. Ainsi, la relation entre ma subjectivité et l'objet finalement construit m'a tout d'abord interdit de le traiter, puis finalement aidé à le comprendre, dès lors que j'avais admis l'existence de ce lien. La réflexion sur mes caractéristiques personnelles m'a conduit à admettre que la compréhension des logiques de l'engagement militant au sein d'Act Up n'était pas séparable de celle des motifs de mon engagement ethnographique.

Issu d'une famille marquée par une forte tradition de militantisme politique (parti communiste), syndical (Confédération générale du travail) et associatif (mes deux grands-pères se sont connus au Mouvement de la paix), je n'avais jamais milité avant de commencer mon étude sur Act Up, à l'exception d'une participation sans enthousiasme aux mouvements étudiants et lycéens de 1986. À la réflexion, le choix de mon objet de recherche m'est apparu

comme le produit combiné de dispositions héritées (tradition militante familiale) et de caractéristiques propres (identité sexuelle en premier lieu)<sup>11</sup>. En même temps, il me semble probable que sans prendre la forme d'un travail de recherche, cet engagement militant ne se serait jamais accompli. Pourtant, mon adhésion idéologique et affective à l'association a longtemps été grande. Comme de nombreux militants, j'ai connu l'effet de surprise enthousiasmée que peut provoquer la première rencontre avec Act Up.

Lorsque je me suis rendu pour la première fois en RH, je m'attendais à rencontrer un groupe d'une vingtaine de personnes installées autour de tables disposées en rond dans une petite salle, égrainant de manière austère un ordre du jour ordinaire. Ce que j'ai découvert était tout autre: une assemblée nombreuse où le sérieux le disputait au désordre, le tragique à la dérision. Des gestes récurrents d'affection partagée reliaient les corps, traduisant une étonnante solidarité. Je n'avais jamais rien vu de tel. Durant mon premier travail de terrain en 1993, mon rapport au groupe était presque fusionnel, même si j'étais largement étiqueté comme «ethnologue». Les conditions de ce premier séjour furent favorisées par mes dispositions initiales: un regard neuf voire naïf, un fort enthousiasme lié à la découverte de l'association, une capacité spontanée à me fondre dans le groupe et à nouer des relations informelles sans pâtir de mon étiquette d'ethnologue, une faible préoccupation (devenue par la suite obsédante et inhibante) de la «bonne distance»... Le sentiment de culpabilité accompagnant la sortie de terrain n'en fut que plus fort.

À mon retour sur le terrain en septembre 1994, mon rapport à l'association se trouvait nettement modifié: le groupe autant que moi avions changé, et c'est une distance très nette qui désormais guidait



mes pas. Je n'ai cependant jamais éprouvé de désaccord idéologique ou « politique » avec l'association, y compris au sujet des prises de position les plus contestées et les moins assumées a posteriori, jusqu'au moment précis de mon retrait du groupe.

J'ai décidé de la date à laquelle j'ai quitté le terrain plusieurs mois avant qu'elle n'advienne : je souhaitais suivre Act Up jusqu'à la célébration de son dixième anniversaire lors de la Gay Pride en juin 1999 et j'ai effectivement cessé l'ethnographie du groupe dès la rentrée suivante. C'est pourtant ce jour-là que s'est produit un événement dont la prise en compte s'avérait cruciale pour ma recherche : la mise en cause par Act Up des homosexuels séropositifs faisant le choix de comportements sexuels non protégés, qui marquait le premier jalon d'une longue controverse opposant en particulier l'association à deux écrivains. Pour la première fois, Act Up adoptait une position à laquelle j'étais hostile.

C'est pourquoi, environ dix-huit mois plus tard, je décidais de prendre la plume avec deux amis (dont Christophe Martet) pour écrire un texte dans *Libération* (Broqua, Clouzeau et Martet 2000) après que le quotidien ait fait état du retour des comportements à risque chez les gays à travers quelques articles sensationnalistes, suite aux alertes lancées par Act Up. Il s'agissait de contester les représentations sans nuances données ici des homosexuels, au détriment de leur propre parole. Ayant quitté mon terrain depuis plus d'un an et connaissant par ailleurs l'opposition de nombreux anciens militants de l'association aux positions qu'elle défendait alors, j'osais enfin sortir de ma longue réserve pour exprimer (indirectement mais publiquement) un désaccord. Et c'est aussi ainsi que s'explique la perspective « critique » que j'ai adoptée pour l'analyse de cette controverse (Broqua 2006a).

## Entre distance et proximité : une tension commune

La distance nécessaire à l'objectivation se construit en premier lieu par le regard. On peut s'imposer une participation « physique » limitée mais fusionner intérieurement avec le groupe étudié. Ce fut mon cas dans les premiers temps. Mais un regard distancié s'est peu à peu instauré. La durée de mon travail de terrain n'y est pas étrangère : outre que j'ai tenu à historiciser mon objet (et historiciser un objet appréhendé en grande partie par observation ethnographique suppose de laisser le temps s'écouler), il m'a fallu aussi un certain temps pour adopter le recul me permettant à la fois de tirer profit de ma subjectivité et de porter un regard distancié et « critique » sur l'association.

Avec le recul pourtant, je considère avoir trop limité ma participation, non pas que cela m'aurait permis de mener une ethnographie plus fructueuse, mais sans doute plus confortable. Je n'ai finalement pas cessé de craindre voir se réduire la distance, et j'ai indéniablement pris trop au sérieux le risque d'être perçu de l'extérieur comme fusionnant avec le groupe, et trop légèrement la sollicitation des militants qui s'est exprimée de manière de plus en plus pressante au fur et à mesure que se réduisaient les effectifs. Et sans doute ai-je surestimé l'impact qu'aurait eu une participation supérieure sur les événements que je m'étais donné pour but d'observer sans en influencer le cours. Ne pas produire de perturbation sur le terrain, neutraliser sa présence, situer l'implication aux endroits où elle peut se fondre dans les pratiques collectives : autant de préoccupations constantes jusqu'à l'obsession, que seuls permettent de relativiser le recul et les rares lectures qui contrent l'évidence trop peu discutée des perturbations induites par la présence de l'ethnographe (Soudière 1988 ; Jeudy-Ballini 1994).

Selon Martin de la Soudière (1988), c'est « l'inconfort du terrain » qui conduit l'ethnographe à surévaluer l'effet perturbateur de sa présence, et qui également motive son implication par la volonté de se donner un rôle, plus que par un irréprouvable désir de s'engager. Je ne saurais trop faire mienne cette assertion. L'inconfort du terrain, c'est d'abord ici la mauvaise conscience que génère une approche se voulant distanciée et inscrite dans la durée, en situation de proximité avec des personnes confrontées à la maladie et au risque de mort, pour qui l'action et l'urgence sont les principaux mots d'ordre. Certains militants proches de moi m'ont parfois reproché avec un humour ambigu le fait qu'ils avaient largement le temps de mourir avant que mon travail n'aboutisse. Le fréquent sentiment de culpabilité de l'ethnographe, qui craint de déposséder ou de trahir les enquêtés, s'est trouvé amplifié ici par l'objet même de la mobilisation étudiée, mais aussi heureusement atténué par les avancées thérapeutiques qui ont marqué l'histoire du sida en France pendant la durée de mon travail de terrain, et qui ont à ce jour sauvé presque tous les militants séropositifs qui étaient devenus des amis. Si l'on admet que l'inconfort du terrain tient ici en grande partie à ce risque qui menace de manière différenciée de nombreux militants, soit biologiquement soit psychologiquement par confrontation à la mort ou simplement par identification, on comprend que l'ethnographe est loin de faire figure d'exception, et que l'inconfort du terrain ne lui est donc pas réservé.

De même, la distance que l'on reproche à l'observateur participant, sur le terrain de la lutte contre le sida, ne lui est pas entièrement spécifique, en ce sens qu'elle n'est pas absente des relations sociales qui s'y observent et s'y vivent. En témoigne la scène

ouvrant cet article issue du film *Jeanne et le garçon formidable*, coréalisé par un militant « historique » d'Act Up, Jacques Martineau. Le lecteur pourrait penser que cet échange est un clin d'œil adressé (avec plus ou moins de bienveillance) à l'ethnographe. S'il n'est pas impossible que ma présence dans l'association lui ait donné l'idée d'attribuer cette activité au second personnage masculin du film, le centre du propos est ailleurs. Ce passage doit surtout être compris comme une figure métaphorique mettant en scène la distance problématique et difficilement réductible qui sépare ceux qui souffrent dans leur corps de ceux qui s'engagent dans la lutte contre le sida sur la base de motifs certes liés à une proximité à la maladie, mais sans être eux-mêmes infectés par le VIH. Lors d'un entretien réalisé en 1993, J. Martineau m'expliquait qu'il était séronégatif et qu'il avait intégré Act Up sur la sollicitation d'un ami séropositif qui venait d'y entrer; il était alors lui-même doctorant, mais travaillait sur l'opéra et non sur l'activisme sida.

La situation de l'ethnographe apparaît ainsi comme le modèle paradigmatique d'une distance séparant ceux qui sont affectés dans leur chair de ceux qui, par leur engagement, leur proximité affective, leur empathie ou leur désir ardent de comprendre, le sont aussi, mais différemment. Autrement dit, nous sommes ici dans un univers où les présences se légitiment par des expériences différenciées, difficilement réductibles les unes aux autres. Et par leurs différences, ces expériences configurent des distances d'intensités variables, entre les individus et l'objet qui fonde leurs engagements, mais aussi entre les individus eux-mêmes. Finalement, de même que l'expérience de l'ethnographe dans cet espace n'est pas seulement la sienne, son souci de la « bonne distance » pourrait n'y avoir rien d'unique<sup>12</sup>.

## Ouvrages cités

*ACTION: LA LETTRE MENSUELLE*  
*D'ACT UP-PARIS*. 1993. n° 20.

ACT UP-PARIS. 1994. *Le Sida*.  
Paris, Dagorno (Combien de divisions?).

ALTHABE, Gérard. 1990. « Ethnologie du contemporain et enquête de terrain », *Terrain*, n° 14: 126-131.

BARBOT, Janine. 1995. « Entre soi et face aux autres : la réunion hebdomadaire d'Act Up-Paris », *Politix*, n° 31: 113-123.  
— 2002. *Les malades en mouvements: la médecine et la science à l'épreuve du sida*. Paris, Balland (Voix et regards).

BECKER, Howard S. 1967. « Whose Side Are We On? », *Social Problems*, vol. 14, n° 3: 239-247.

BIZEUL, Daniel. 2007. « Des loyautés incompatibles? Aspects moraux d'une immersion au Front National », *SociologieS*,  
<http://sociologies.revues.org/document226.html>

BOUMAZA, Magali. 2001. « L'expérience d'une jeune chercheuse en "milieu extrême": une enquête au Front national », *Regards sociologiques*, n° 22: 105-121.

BOURDIEU, Pierre. 2000. « À contre-pente » (entretien), *Vacarme*, n° 14: 4-14.

BROQUA, Christophe. 1998. « De quelques expressions collectives de la mémoire face au sida », *Ethnologie française*, vol. 28, n° 1: 103-111.

— 2006a. *Agir pour ne pas mourir!: Act Up, les homosexuels et le sida*. Paris, Presses de Sciences-po (Académique).

— 2006b. « Sida et stratégies de représentation : dialogues entre l'art et l'activisme aux États-Unis », in Josiane Balasinski et Lilian Mathieu (éd.), *Art et contestation*. Rennes, Pur (Res publica): 169-186.

— et Olivier FILLIEULE. 2001. *Trajectoires d'engagement: AIDES et Act Up*. Paris, Textuel (Le génie associatif: dix portraits).  
— 2009. « Act Up ou les raisons de la colère », in Christophe Traini (ed.), *Emotions... mobilisation!* Paris, Presses de Sciences-po: 141-167.

BROQUA, Christophe, Fabrice CLOUZEAU et Christophe MARTET. 2000. « Les voix sourdes des gays », *Libération*, lundi 6 novembre: 9.

DALGALARRONDO, Sébastien. 2004. *Sida: la course aux molécules*. Paris, EHESS (Cas de figure).

FASSIN, Didier. 2000. « L'anthropologie entre engagement et distanciation: essai de sociologie des recherches en sciences sociales sur le sida en Afrique », in Charles Becker et al. (éd.), *Vivre et penser le sida en Afrique*. Paris, Karthala & IRD; Dakar, Codesria (Hommes et sociétés): 41-66.

FILLIEULE, Olivier et Christophe BROQUA. 2000. *Les associations de lutte contre le sida: approche des logiques de l'engagement à AIDES et à Act Up*. Paris, rapport Cevipof-Mire-Fondation de France.

— 2005. « La défection dans deux associations de lutte contre le sida: Act Up et AIDES », in O. Fillieule (éd.), *Le désengagement militant*. Paris, Belin (Sociologiquement): 189-228.

GOULD, Deborah B. 2003. « From Participant to Observer: Unraveling My Common Sense », *Annual Meeting of the American Sociological Association*, Atlanta,  
[http://www.allacademic.com/meta/p106501\\_inde x.html](http://www.allacademic.com/meta/p106501_inde x.html)

GRILLS, Scott. 1998. « On Being Non-partisan in Partisan Settings: Field Research among the Politically Committed », in S. Grills (éd.), *Doing Ethnographic Research: Fieldwork Settings*. Thousand Oaks, Sage: 78-94.

HAVARD-DUCLOS, Bénédicte. 2007. « Les coûts subjectifs de l'enquête ethnographique: enquêter comme militante dans l'association Droit Au Logement (DAL) à la fin des années 1990 », *SociologieS*,  
<http://sociologies.revues.org/document182.html>

JUDY-BALLINI, Monique. 1994. « Voir et regarder », *Gradhiva*, n° 15: 59-74.

LESTRADE, Didier. 2000. *Act Up: une histoire*. Paris, Denoël (Impacts).

LICHTERMAN, Paul. 1998. «What Do Movements Mean?: the Value of Participant-observation», *Qualitative Sociology*, vol. 21, n° 4: 401-418.

MASSICARD, Élise. 2002. «Être pris dans le mouvement: savoir et engagement sur le terrain», *Cultures & conflits*, n° 47: 117-143.

PATOUILLARD, Victoire. 1998. «Une colère politique. L'usage du corps dans une situation exceptionnelle: le zap d'Act Up-Paris», *Sociétés contemporaines*, n° 31: 15-36.

PÉCHU, Cécile. 2006. *Droit Au Logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*. Paris, Dalloz (Nouvelle Bibliothèque de thèses. Science politique).

PINELL, Patrice *et al.* 2002. *Une épidémie politique: la lutte contre le sida en France (1981-1996)*. Paris, Puf (Science, histoire et société).

POLLAK, Michael. 1982. «L'homosexualité masculine, ou le bonheur dans le ghetto?», *Communications*, n° 35: 37-55.  
— 1991a. «Nature d'un engagement» (entretien), *Agora: éthique, médecine, société*, n° 18-19: 179-181.  
— 1991b. «Constitution, diversification et échec de la généralisation d'une grande cause: le cas de la lutte contre le sida», *Politix*, n° 16: 80-90.

ROY, Donald. 1970. «The Study of Southern Labor Union Organizing Campaigns», in Robert W. Habenstein (éd.), *Pathways to Data: Field Methods for Studying Ongoing Social Organizations*. Chicago, Aldine: 216-244.

SIMÉANT, Johanna. 2002. «Friches, hybrides et contrebandes: sur la circulation et la puissance militantes des discours savants», in Philippe Hamman, Jean-Matthieu Méon et Benoît Verrier (éd.), *Discours savants, discours militants: mélange des genres*. Paris, L'Harmattan (Logiques politiques): 17-53.

SMITH, George W. 1990. «Political Activist as Ethnographer», *Social Problems*, vol. 37, n° 4: 629-648.

SNOW, David A., Robert D. BENFORD et Leon ANDERSON. 1986. «Fieldwork Roles and Informational Yield: a Comparison of Alternative Settings and Roles», *Urban Life*, vol. 14, n° 4: 377-408.

SOUDIÈRE (DE LA), Martin. 1988. «L'inconfort du terrain», *Terrain*, n° 11: 94-105.

THORNE, Barrie. 1979. «Political Activist as Participant Observer: Conflicts of Commitment in a Study of the Draft Resistance Movement of the 1960's», *Symbolic Interaction*, vol. 2, n° 1: 73-88.

## Notes

1. Voir principalement: Broqua 1998, 2006a, 2006b; Fillieule et Broqua 2000, 2005; Broqua et Fillieule 2001, 2009; Pinell *et al.* 2002.

2. Sur les différentes formes possibles d'engagement ethnographique en terrain militant, et sur leurs enjeux évoqués à partir d'expériences concrètes, voir notamment: Roy 1970; Thorne 1979; Snow, Benford et Anderson 1986; Smith 1990; Grills 1998; Lichterman 1998; Boumaza 2001; Massicard 2002; Péchu 2006; Bizeul 2007; Havard-Duclos 2007.

3. « Critiquer de mauvaises décisions est indispensable. S'attaquer, comme le fait Act Up, à la personne de Dominique Charvet relève d'une tactique de terreur que je récusé fermement » (Pollak 1991a: 180-181).

4. L'observation participante au sein d'un mouvement militant confronte ainsi parfois au problème de la participation à des actions jugées violentes ou à des pratiques illégales, qui pourraient éventuellement mener l'ethnographe au poste de police, voire en prison dans les cas extrêmes. Ces moments peuvent aussi être ceux qui mettent à l'épreuve le rôle qu'accepte d'endosser l'ethnographe (Thorne 1979).

5. Ce militant n'est pas le seul à connaître le principe de l'observation participante; Didier Lestrade, cofondateur de l'association, y fait référence dans son ouvrage sur Act Up, au moment où il décrit les réunions de l'ANRS sur la recherche thérapeutique auxquelles il participe: « En fait, j'étais à la fois éberlué et émerveillé d'être ainsi le témoin d'une recherche qui s'accomplissait devant moi, de pouvoir observer les rivalités entre les chercheurs, noter qui avait le dernier mot, surveiller la façon dont les conflits directs étaient résolus ou, au contraire, agrandissaient le fossé entre des groupes de chercheurs. De plus je participais à des discussions vraiment passionnantes sur l'avenir de tel médicament ou les possibilités de stratégie de combinaison. C'était presque de *l'anthropologie participante* »

[je souligne] (Lestrade 2000 : 144). Il faut préciser que le groupe interassociatif au titre duquel il mène cette activité a lui-même été ethnographié par deux sociologues (Barbot 2002; Dalgarrondo 2004).

6. Je viens alors de distribuer le questionnaire d'une enquête quantitative au cours d'une RH.

7. Cette remarque s'inspire directement d'un visuel publié par l'association en 1993, sur lequel on peut lire: « En 1940, ils regardaient passer les trains. Aujourd'hui, ils contemplent l'hécatombe » (*Action...* 1993 : 3). On retrouve là une forme rhétorique classique pour l'association qui manie à l'envi la métaphore guerrière ou (plus rarement) génocidaire.

8. Cleews Vellay est décédé des suites du sida le 18 octobre 1994.

9. Il ne s'agit évidemment pas de suggérer ici que toutes les postures sont équivalentes. Deborah B. Gould, auteur d'un travail de référence sur Act Up aux États-Unis, montre bien à partir de son cas les contraintes imposées par le passage du rôle de « participant » à celui d'« observateur » (Gould 2003).

10. L'interrogation sur la « libido politique » du chercheur est relativement classique: dans un article fameux, Howard S. Becker (1967) discute les enjeux qui la sous-tendent.

11. Il y a quelques années, un article du quotidien *Sud-Ouest* consacré à la trajectoire d'engagement politique et syndical de mon grand-père maternel se concluait ainsi: « Christophe, un de ses petit-fils milite à Act Up. La relève est assurée. » Cette seule fois, la réduction récurrente de mon statut d'observateur participant à celui de « militant à Act Up » ne m'a pas dérangé.

12. J'adresse un clin d'œil reconnaissant à Éliane Daphy, Agnès Jeanjean, Cécile Péchu et Johanna Siméant qui ont rendu possible cet exercice réflexif. Ce texte est dédié à la mémoire de Robert Benoit et Jean Broqua.

## 6 / Conduire un entretien

**N**ous ne croyons pas qu'il existe des recettes simples pour conduire un entretien. Le problème n'est pas non plus de savoir si vous devez poser les bonnes questions pour obtenir de bonnes réponses. L'essentiel est de gagner la confiance de l'enquêté, de parvenir rapidement à le comprendre à demi-mot et à entrer (temporairement) dans son univers (mental). Tels sont les ingrédients qui alimenteront le plus sûrement l'entretien qui, idéalement, pourra alors se transformer en « discussion » instructive pour les deux parties. Pour mener à bien cet exercice, il vous faudra vous débarrasser des modèles d'entretien les plus courants (l'interview journalistique ou l'entretien directif) que vous pouvez avoir en tête. Vous risquez autrement d'adopter la posture de questionneur ou d'utiliser inconsciemment des « ficelles » apprises en écoutant des entretiens à la radio ou à la télévision. Contre vos habitudes d'auditeur ou de téléspectateur, vous apprendrez à vous convertir progressivement à d'autres manières de faire plus attentives aux propos des interviewés. Vous aurez à persuader les enquêtés qu'ils n'ont pas à répondre à des questions (vous les entendrez souvent dire au moment de commencer l'entretien : « Je dois répondre à vos questions, c'est bien ça ? »). Vous essayerez, par votre pratique, de leur suggérer qu'il s'agit plutôt d'un échange de points de vue.

En réalisant un entretien approfondi, vous effectuez un *véritable travail sociologique*. Certaines de vos questions sont des hypothèses de recherche, d'autres seront des petits tests et vous allez mettre au point, en cours d'entretien, des petits raisonnements expérimentaux. Au fur et à mesure que votre enquête de terrain avancera, vous progresserez dans la manière de conduire vos entretiens et dans l'élaboration de

vosre « problématique ». Vous finirez par construire un questionnaire d'entretien qui sera directement ajusté à votre objet.

L'entretien s'apprend essentiellement par la pratique. Plus vous en ferez, plus vous en discuterez avec votre directeur, mieux vous serez armé, à condition bien sûr de respecter quelques principes de base. Vous ferez des « erreurs », voire des gaffes, qui seront utiles si vous apprenez à ne pas les dissimuler et à les analyser.

Ici aussi, on ne vous conseille pas d'utiliser des protocoles contraignants qui sont autant de moyens de lutter contre votre angoisse. Appuyez-vous sur des faits objectifs tirés de votre enquête et de vos lectures, faites confiance à votre capacité à mener l'enquête.

### Vous méfier des « guides d'entretien »

Avez-vous besoin, comme le conseillent les « manuels de méthodes », d'un guide d'entretien pour conduire vos entretiens ? Devez-vous élaborer une liste complète de questions « à poser » impérativement à vos interlocuteurs ? Examinons, avant de répondre, les avantages et les inconvénients du guide d'entretien.

#### Avantages

*Primo*, il rassurera certains enquêtés (cf. encadré ci-contre) et vous rassurera : vous l'aurez sous les yeux, en cas de « panique » vous aurez toujours une question à poser, vous ne serez jamais « sec » devant l'interviewé. Il vous permettra de faire face. C'est un remède contre l'angoisse, comme beaucoup d'instruments d'enquête. *Secundo*, vous aurez l'impression d'avoir recueilli du matériel conforme à votre problématique. *Tertio*, il autorise des comparaisons systématiques entre entretiens et légitime la conception quantitative des entretiens.

#### Inconvénients

Vous vous croyez obligé de suivre et de respecter (même de manière lâche) un ordre de questions. Vous n'êtes pas entièrement attentif aux propos de l'enquêté, vous ne pouvez pas suivre de près son regard, son attitude, ses gestes. Au lieu d'être véritablement à l'écoute de votre interlocuteur, vous êtes toujours préoccupé par votre guide, inquiet de voir l'ordre des questions perturbé par les digressions de l'interviewé, qui enfreignent le protocole mis au point. Prisonnier de votre guide,

#### Guide d'entretien selon les milieux sociaux

L'utilité du « guide d'entretien » varie selon le type de rapport enquêteur/enquêté.

Avec des personnes possédant du capital culturel ou social, le guide d'entretien peut servir de caution scientifique. Il vous donnera de la légitimité et vous rassurera. Votre travail apparaîtra sérieux, bien préparé, vos questions préparées à l'avance donneront du poids à votre entreprise. Le statut de l'entretien est ennoblé, il tend à se rapprocher d'un entretien avec un journaliste.

Avec des enquêtés en milieux populaires, le guide tend à officialiser encore plus la situation d'enquête en accentuant son caractère d'examen scolaire. La relation d'entretien vous place dans le rôle d'un « maître » qui pose « ses » questions. De ce fait, il contribue à relever votre position sociale d'enquêteur et à rendre plus difficile le travail de mise en confiance que vous allez faire au cours de l'entretien. Pour « bien faire », l'interviewé va chercher à s'ajuster : en livrant une série de réponses brèves et non approfondies, en attendant sans cesse vos futures questions, comme bridé par le « questionnaire ».

vous cherchez à recadrer sans cesse l'entretien pour l'ajuster à votre questionnement préconstruit. Dans ces conditions, aucune hypothèse nouvelle ne sortira de vos entretiens. Vous stérilisez à l'avance la fécondité de l'instrument d'enquête.

Vous renforcez chez vos interlocuteurs l'idée qu'ils doivent répondre à un questionnaire. Vous les mettez objectivement dans la position de « répondant » à une série de questions. Celle-ci leur paraît rapidement fastidieuse, comme l'illustrent leurs regards furtifs et inquiets en direction du guide (comme pour dire « reste-t-il encore beaucoup d'autres questions ? »). Vous coupez court à toute possibilité pour l'interviewé d'enchaîner ses idées, vous l'empêchez aussi de « couler selon sa pente ». Votre interviewé, se sachant à moitié écouté, se laissera moins facilement aller, cherchera toujours à savoir s'il est dans le sujet, s'il répond « bien ». Or il n'existe pas de « bonnes » réponses en entretien approfondi. Ce qui est intéressant, c'est la manière dont l'entretien se déroule. La succession réglée de questions empêche tout imprévu, tout déclenchement d'une dynamique de l'entretien.

Le guide d'entretien vous enferme aussi dans votre sujet. Dites-vous bien qu'il n'y a pas à proprement parler de hors-sujet dans un entretien ethnographique. Laissez toujours la possibilité à l'enquêté de dériver, de faire des digressions ou des incursions dans d'autres domaines que

celui abordé de manière principale. Si l'enquêté vous dit : « Là je me suis éloigné », rassurez-le et encouragez-le à continuer en ce sens (si, bien sûr, vous jugez que le jeu en vaut la chandelle). Vous verrez que ces digressions vous feront comprendre la manière dont les deux types de propos étaient liés. Les associations d'idées ont nécessairement du sens pour l'enquêté et un sens social à découvrir pour l'enquêteur.

Ne vous crispez pas sur votre sujet ou votre thème d'enquête. Si vous avez l'impression que l'interviewé s'égaré, attendez un peu pour voir si ce n'est pas intéressant, ne le rappelez pas tout de suite à l'ordre (avec des formules du genre : « Maintenant revenons au sujet »). Si vous êtes trop restrictif dans votre manière de conduire l'entretien, vous limitez considérablement votre domaine d'investigation, vous vous privez de la ressource (vitale lors du travail d'interprétation) de faire émerger des questions connexes et de les mettre en relation. Comme, par exemple, travail et hors travail, travail et politique, consommation et ethos de classe, etc.

Inutile donc de vous encombrer d'un *guide d'entretien détaillé* (sauf si vous devez faire étalage de sérieux), son usage ne correspond pas à l'esprit du travail ethnographique. En revanche, vous pouvez noter sur une feuille ou un carnet les thèmes ou quelques questions précises que vous voulez aborder. Préparez-vous mentalement avant de faire un entretien. En effet, réaliser un entretien ethnographique n'est jamais un geste anodin. Au moment de vous rendre au rendez-vous, vous ressentirez toujours un peu de tension parce que vous ne savez jamais exactement comment la rencontre va se dérouler. Il peut y avoir des imprévus, des malentendus, des problèmes. Pour vous y préparer, quelques brèves suggestions.

— Faites un récapitulatif de ce que vous savez d'avance sur la personne que vous allez interviewer : milieu professionnel, histoire et composition de la famille, mode d'insertion dans la société locale, contacts établis avec elle (par qui ?), etc.

— Pour préparer l'entretien proprement dit, emportez un carnet. Vous ferez vos premiers entretiens (approfondis) avec, devant vous, ce carnet sur lequel vous avez écrit un petit nombre de thèmes à traiter. Au fur et à mesure que ceux-ci sont abordés, rayez-les de votre liste. Lorsque vous avez déjà effectué quelques entretiens, notez cursivement les thèmes dont vous savez qu'ils « marchent », rayez ceux qui ne rendent rien. Adaptez ces conseils en fonction de votre personnalité et du degré d'avancement dans votre enquête. Certains d'entre vous seront rassurés d'avoir devant eux des questions à poser, et de

pouvoir cocher les thèmes qui ont déjà été abordés, pour avoir l'impression de n'avoir rien oublié.

— Vérifiez que vous avez un magnétophone en état de marche et les cassettes en nombre suffisant.

De toute façon, ne croyez pas qu'il existe un modèle unique d'entretien. Les critères de qualité des entretiens sont variables. Vous pouvez faire un très long entretien avec un enquêté très affable, souriant, vous rentrez très heureux de l'entretien, vous vous dites « ça s'est bien passé ». En fait l'enquêté s'est surtout avéré bavard : il n'aura cessé tout au long de l'entretien de jouer, face à vous, un rôle de représentation, et se sera bien gardé de se livrer. À l'opposé, des entretiens qui se passent mal, dont vous sortez insatisfait, peuvent s'avérer être de très bons entretiens. Même si vous avez été maladroit, si vous avez fait des « gaffes », si vous vous êtes montré trop interventionniste. Les « bons » entretiens sont moins liés à des qualités techniques qu'à votre propre capacité à susciter et à obtenir — même « maladroitement » — la confiance de vos enquêtés. C'est cette relation de confiance que vous aurez su établir qui conduira au recueil d'un matériau suffisamment riche pour être interprété.

*Conseil.* Ne multipliez pas les entretiens dans une journée. Réaliser un entretien approfondi est fatigant parce que vous devez assurer l'échange, trouver les bonnes relances, être très attentif aux propos de votre interlocuteur. Tout cela demande de la concentration. Vous verrez que vous sortirez épuisé d'un très long entretien.

## Enregistrer au magnétophone les entretiens approfondis

C'est une consigne stricte. Il n'y a pas de bon entretien approfondi *sans enregistrement*, c'est une condition *sine qua non*. Vous n'avez donc pas à tergiverser : à chaque fois que vous réalisez un entretien approfondi, vous devez tout faire pour enregistrer, quitte à négocier longuement avec vos interviewés. Demandez toujours l'autorisation d'enregistrer. L'interdiction des enregistrements clandestins fait partie de la déontologie de la recherche ethnographique (cf. chapitre 1). Vous n'êtes pas un détective privé, vous n'avancez pas masqué dans votre enquête, même s'il peut vous arriver de « cacher votre jeu » dans certaines circonstances. Enregistrer ouvertement fait partie intégrante du pacte d'entretien.



### Les raisons d'enregistrer

Le magnétophone (cf. encadré ci-contre) vous évite la prise de notes toujours fébrile lorsque vous cherchez désespérément à suivre tous les propos de votre interlocuteur. En monopolisant votre attention, elle vous empêchera d'être libre dans la conduite de l'entretien. Vous ne serez pas entièrement présent dans l'interaction, vous ne pourrez pas donner les signes non verbaux qui facilitent l'échange. L'enregistrement est donc plus qu'une simple raison de confort, il conditionne la qualité de votre écoute.

Seul l'enregistrement vous permettra de capturer dans son intégralité et dans toutes ses dimensions la parole de l'interviewé. Vous pourrez par la suite travailler en profondeur votre entretien, notamment en écoutant et en réécoulant les cassettes. Conservez-les longtemps, c'est un précieux matériau de travail. Ne les effacez pas par souci d'économie.

À titre d'exercice, comparez deux entretiens, l'un enregistré, l'autre non. Vous constaterez la différence de volume : un entretien de deux heures enregistré correspond à environ 30-35 pages de texte alors que vos notes dépasseront rarement quinze pages. Différence de restitution ensuite : l'entretien non enregistré est forcément lacunaire. La lecture des notes d'entretien, même les mieux prises, donne toujours l'impression d'un entretien en pointillé, en quelque sorte décharné, où il manque ce qui fait tout le sel d'un entretien : le ton, les silences, les hésitations, les rires, la gêne, bref l'expression des sentiments, essentielle pour interpréter l'entretien.

### Demandez à enregistrer

Cette phase au cours de laquelle vous demandez à votre interlocuteur d'enregistrer est perçue comme délicate par les enquêteurs débutants. Vous pouvez essayer des refus d'enregistrement. En enregistrant, vous changez le statut de la parole de l'enquêté, vous transformez une parole privée (de l'interviewé à vous) en une parole publique, potentiellement audible par autrui, donc exploitable et citable (cf. l'usage des cassettes comme « preuves » fait dans certains procès).

N'exagérez pas cependant la difficulté de l'exercice, tous les enquêtés ne craignent pas d'être enregistrés. Beaucoup d'entre eux n'y attachent aucune importance : certains vous diront avec fierté : « Vous pouvez y aller, moi, je n'ai rien à cacher », d'autres auront des réactions amusées (un couple d'ouvriers nous dit en riant : « Vous allez nous mettre dans

dissimuler face à l'enquêté, sa taille importe peu. En revanche choisissez des appareils simples d'utilisation et maniables. Prenez-en un avec un voyant de batterie qui vous indiquera si les piles sont usées. Pensez que vous allez manipuler longuement ces cassettes, alors choisissez de bonnes cassettes (d'une heure et demie, elles sont plus résistantes que celles qui durent deux heures).

En cours d'entretien, vérifiez de temps en temps, par des coups d'œil, que le magnétophone tourne, que le voyant de batterie est toujours rouge. En cas de panne de l'appareil, n'hésitez pas à prévenir votre interlocuteur : mettez des piles neuves (que vous prenez avec vous par précaution), détectez toute autre panne. S'il ne fonctionne pas, n'hésitez pas à demander que l'on vous prête un autre magnétophone pour terminer l'entretien.

### Utiliser un magnétophone

Traitez d'abord de la question du matériel : il vous faut impérativement acheter un magnétophone : c'est, avec vos cahiers et carnets de terrain, votre principal instrument de travail. C'est « votre » magnétophone, vous devez bien connaître son fonctionnement pour éviter de mauvaises manipulations. Évitez les gadgets, achetez des appareils simples et robustes. Comme le marché des magnétophones englobes des magnétophones enregistrés est peu porteur, le matériel tend à être de moins en moins fiable, de plus en plus fragile. Rien ne sert de vous encombrer du dernier cri technologique, notamment des voice activated system (qui permettent de n'enregistrer que la voix et couper les silences) ni de vous doter de magnétophones miniatures, peu pratiques à employer. Vous n'avez pas à le

la boîte » en désignant du regard le magnétophone), d'autres demandent simplement ce vous allez faire de la cassette et de l'enregistrement, etc. Ce sont surtout ceux qui exercent une position de pouvoir ou des « responsabilités » qui se montrent réticents ou hostiles.

*Conseils.* Pour rassurer les enquêtés, rappelez-leur que vous vous engagez à respecter l'anonymat des noms de lieux et de personnes (ce que vous ferez lors de la publication). Le mieux à faire est de dédramatiser cette affaire. N'annoncez pas solennellement, à peine installés autour de la table, que vous allez enregistrer. Ne faites pas non plus comme si cela ne souffrait pas de discussion, ne forcez pas le passage, vous renforceriez la méfiance préalable de certains interviewés ou éveilleriez des craintes qui n'existaient pas au début. Faites en sorte que cela se passe le plus naturellement possible. Une fois installé autour de la table, attendez un peu pour « tout » débiter (le magnétophone, la cassette), prenez du temps pour discuter un peu, pour présenter en détail votre enquête, ses objectifs, (« à quoi ça va servir ? »), évoquer vos études.

Vous faites connaissance, comme lors d'une première rencontre et insensiblement, avez commencé l'entretien proprement dit.

L'interviewé est dans son rôle. Demandez alors, sur un ton déagagé à enregistrer, comme si c'était quelque chose de déjà acquis, une simple formalité à remplir (« ça ne vous dérange pas si j'enregistre »). Vous pouvez aussi justifier cela d'un point de vue pratique (« ça m'évite de prendre trop de notes et je pourrai mieux vous écouter »). L'expérience montre que cela coïncide lorsque vous faites de la demande d'enregistrement quelque chose de trop solennel ou que vous dramatisez la procédure. Allez-y progressivement, doucement (cf. encadré ci-contre), sans brusquer les enquêtés et sans en faire un enjeu.

En cas de réticence ou de refus d'enregistrement, n'abandonnez pas tout de suite la partie. *Prenez le temps nécessaire* pour expliquer l'importance de l'enjeu (pour vous, pour votre travail) de l'enregistrement. Rappelez encore une fois la règle de l'anonymat, etc. Si cela ne suffit toujours pas, essayez d'insister encore un peu, quitte à vous mettre dans la situation d'un élève qui fait ce qu'on lui dit de faire (« mon prof, il veut que ça soit enregistré »). Vous pouvez aller jusqu'à proposer qu'ils gardent la cassette que vous transcrirez sur place. Après vous être bien « battu », vous pouvez vous résigner, la mort dans l'âme, à ne pas enregistrer, tout en sachant que votre entretien sera, de ce fait, très appauvri.

## Conduire l'échange

La meilleure préparation à la conduite des entretiens reste celle qui consiste à lire de longs entretiens, publiés dans des revues de sociologie ou dans des livres rendant compte d'enquête de terrain (cf. bibliographie). Vous y apprendrez progressivement l'art et la manière de faire des entretiens, vous allez l'acquérir par mimétisme. Prêtez attention à la manière dont le sociologue pose ses questions, « relance » son interlocuteur. Vous y trouverez, non explicités mais lisibles entre les lignes, les « trucs du métier ». Lisez aussi avec attention la présentation et le commentaire (les deux sont souvent entremêlés) de l'entretien. Enfin, sachez que chacun mène l'entretien en fonction de son style et de sa personnalité.

s'aperçoit, par la lumière rouge du magnéphone que nous enregistrons ses propos. Il nous demande d'arrêter l'enregistrement et nous reproche d'avoir voulu l'enregistrer à son insu. Ulcéré, il conteste notre manière de faire. Un peu interloqués, nous protestons de notre bonne foi, essayons de lever le malentendu, discutons pied à pied pour le convaincre de nos bonnes intentions. Bien entendu, l'entretien est mis entre parenthèses. Nos arguments ne l'ont pas convaincu, il nous suspecte toujours d'avoir voulu le bernier. On lui réexplique notre manière de travailler, lui rappelons que nous prévenons toujours que nous « enregistrons ». Rien n'y fait. Il récupère la cassette du « délit ».

### Récit d'une « gaffe » d'enregistrement

Nous réalisons à deux un entretien avec un conseiller d'orientation sur son lieu de travail, dans la grande salle d'accueil du CIO (centre d'information et d'orientation). Les conseillers ont l'habitude d'y recevoir les élèves qui viennent, souvent accompagnés de leurs parents, de leurs frères et sœurs ou amis. Notre table est un peu en retrait, à l'abri des regards. L'entretien commence rapidement : alors que notre collègue entame la discussion, nous sortons le magnéphone, que nous plaçons devant notre interlocuteur. Pour ne pas interrompre la discussion, nous faisons signe que nous allons enregistrer. Notre demande semble acceptée. Mais au bout de trois quarts d'heure d'entretien, il

### Gérer le tempo d'un entretien

Un entretien approfondi comporte différentes phases, il n'est jamais linéaire, ne se fait pas sur le même rythme. Il faut toujours une période de lancement, plus ou moins longue selon les interviewés. Le début de l'entretien est toujours un moment important. Vous n'êtes jamais très à l'aise, l'interviewé non plus. Ne dramatisons pas toutefois ce moment. Pour votre question d'annonce (Combessie [S9]), faites simple. Demandez aux gens de raconter. Il n'y a pas de règle absolue, mais il faut que l'interviewé se sente guidé, mettez-le plutôt sur un terrain connu. Puisque vous êtes venu le voir pour aborder avec lui votre sujet d'enquête, commencez directement par l'évoquer avec lui. Par exemple, en commençant par un récit historique (« Vous m'avez dit que vous êtes responsable de ce club de judo [ou de telle autre association] depuis 1982, c'est bien ça, pouvez-vous me dire comment vous avez été amené à exercer ces fonctions... ») et ensuite c'est parti, la trame de l'entretien se fait, suivez le fil de l'enquête, et une fois épuisé ce filon, passez à d'autres en fonction de ce qui vous a été dit.

Au début de votre « terrain », n'hésitez pas à préciser à vos interlocuteurs que vous venez de « démarrer l'enquête ». Demandez-leur de les aider dans votre entreprise (« Je ne fais que démarrer », je vais vous poser des questions un peu « naïves », etc.), faites le plus possible précéder les faits dont ils vous parlent (les noms de lieu, de personne, d'entreprise, d'association...). Vos interlocuteurs auront à cœur de vous expliquer ce que vous ne connaissez pas ou comprenez mal, encouragez-les à jouer ce rôle d'informateur auprès de vous, de les mettre dans la position de ceux qui vous apprennent quelque chose. À ce stade de l'enquête, vous pouvez jouer un peu au « naïf » (mais pas trop quand même !), vous êtes encore dans la phase d'apprentissage du terrain. Grâce à votre familiarisation ultérieure, vous en viendrez progressivement à connaître les enjeux et les thèmes qui font systématiquement réagir les enquêtés et à faire des entretiens plus « poussés ».

Au cours de l'entretien des phases assez plates, « informatives », alternent avec des phases plus denses où l'enquêté se met, parfois brutalement, à parler de lui-même, à évoquer son histoire personnelle. Tout cela ne vient pas subitement, c'est le produit de votre travail préparatoire. Vous avez su les mettre en confiance, vous leur avez montré que vous les « comprenez » (Bourdieu [76]), que vous ne les jugez pas. À partir de là ils vont vous parler « en confiance ». Mais, pour l'obtenir, *faire durer l'entretien* est important.

Il arrive toujours un moment où, après une heure et demie, deux heures d'entretien, votre interlocuteur est pris par la discussion et en oublie le cadre formel. Il a envie de continuer pour dire le fond de sa pensée et parfois « vider son sac ». Cela fait un certain temps qu'il a oublié le magnétophone, il est, comme on dit en langage sportif, en route libre. L'interviewé se met à vous dire des choses qu'il n'aurait jamais dites au début de l'entretien. Ces derniers moments sont souvent les plus riches, les plus personnels : tout se passe comme si l'enquêté, sentant approcher la fin de l'échange, ressentait le besoin de se confier, de vous révéler au dernier moment des choses qu'il aurait par la suite regretté de ne pas avoir dites. C'est souvent le cas à la fin de l'entretien, au moment où vous coupez le magnétophone. Vous signifiez à votre interlocuteur que l'entretien est fini, qu'il ne pourra plus rien ajouter. Il se rappelle alors qu'il a oublié de dire telle ou telle chose et, bien évidemment, cette chose est toujours importante, cet oubli très significatif. Pensez à brancher à nouveau le magnétophone à ce moment-là.

*Conseils.* Un entretien doit, au départ, être centré sur un seul point : l'interviewé doit savoir au début où vous allez. Avertissez-le que, dans un premier temps, vous allez parler avec lui de tel sujet (son engagement dans telle association, son métier, son activité sportive, etc.). L'entretien non directif ne signifie pas entretien anarchique. Vous avez, dans la mesure du possible, à *conduire* l'entretien, à lui imprimer une direction. Il faut que l'interviewé se sache un peu guidé. Ne lui donnez pas d'emblée toute latitude, maintenez-le dans un couloir que vous agrandirez par la suite. Vous pouvez accepter dans un premier temps de suivre le « premier fil » que dévide l'interviewé.

Ce qu'il faut plutôt éviter : commencer par donner une interprétation en même temps que poser la question, poser des questions d'opinion ou des questions très factuelles qui peuvent mettre dans l'embarras si l'interviewé ne sait pas répondre. Il aura l'impression d'être pris en faute, de ne pas « bien répondre » (cf. encadré, p. 188).

Pour relancer votre interlocuteur en cours d'entretien, le principe de base consiste à vous appuyer sur ce qu'il vient de dire : soit en reprenant une de ses expressions pour lui faire préciser ou expliciter, soit en prolongeant le sens de son propos et en suscitant son adhésion. Il vous dira : « Voilà », « tout à fait », « oui, c'est exactement ça », « vous m'avez tout à fait compris ». Vous faites ainsi une série de petits pas qui vous mèneront à un entretien fructueux. L'essentiel consiste à ne pas couper votre interlocuteur, à ne pas l'interrompre pour imposer votre point de vue au détriment du sien. Là aussi aimez-vous surtout de bon sens sociologique : ce n'est pas vous qui êtes « intéressant » en entretien, c'est l'enquêté. Égocentriques s'abstenir.

« *Suivez* » vos *questions*, prolongez-les toujours par des questions précises de relance et, si nécessaire, nombreuses. *Faites expliciter*, faites préciser les choses, sinon vous aurez des entretiens flous et trop vagues. Évitez surtout de survoler un thème et de passer d'un thème à l'autre, ce qui vous privera d'informations factuelles essentielles et déstabilisera votre interlocuteur qui ne saura plus, à un moment donné, « sur quel pied danser ». Pour que l'interviewé se prête au jeu de l'entretien, il faut l'amener à suivre son fil, lui donner l'impression que vous l'écoutez sérieusement, qu'il se sent « entendu ». Autrement il abandonnera la partie...

### Mettre en confiance

En entretien ethnographique, il ne vous suffit pas d'être un intervieweur bienveillant, attentif, neutre, qui aide l'enquêté. Ne vous

« Se présenter » :  
un savoir social

On donne ici quelques extraits d'un entretien réalisé par une étudiante de deuxième année de DEUG (équivalente à la licence 2) de sociologie avec une femme de 68 ans, née au Portugal, venue en France à l'âge de deux ans. Dans le cadre d'un cours de socio-histoire de l'immigration, chaque étudiant devait réaliser un entretien avec un immigré, plutôt centré sur sa trajectoire. Alors que cela ne leur avait pas été demandé, certains étudiants ont demandé à leurs interlocuteurs de « se présenter ».

— Bonjour.

Maria. — Bonjour, allons-y...

— Présentez-vous... Donnez deux ou trois caractéristiques de votre personnalité.

Maria. — J'ai 68 ans, je suis née au Portugal dans une ville qui s'appelle Sinca dans l'Algarve, dans le sud du Portugal... (hésite) (silence).

— Simplement, si vous deviez vous vous définir...

Maria. — (hésite) Je sais pas (hésite de nouveau) (rire) (silence). Ben oui... travailleuse... je suis coléreuse... (se reprend) non pas coléreuse, je suis pas tellement coléreuse en fin de compte.. (silence) Je sais pas me définir... obstinée (silence).

laissez pas analyser par cette notion de la « neutralité » de l'enquêteur. Il vous faut d'abord gagner la confiance des interviewés. L'entretien n'est pas une relation à sens unique. L'interviewé peut se faire questionneur (de même que l'observé se fait observateur). Ne vous étonnez donc pas si vous êtes souvent invité, par lui, à donner votre avis (« mais, vous, vous en pensez quoi ? »). Il vous sera difficile de vous dérober à ces

demandes. Vous serez aussi porté à conforter le point de vue de votre interlocuteur. N'hésitez pas, par exemple, à donner d'une manière plus ou moins ostensible votre approbation aux propos de l'enquêté. L'essentiel, dans un premier temps, est de susciter la confiance de votre interlocuteur, quitte à donner votre accord à des propos qui peuvent parfois vous choquer en tant que personne privée ou en tant que citoyen. Mettez temporairement un mouchoir sur vos opinions personnelles, cherchez d'abord à alimenter l'échange, il y a une part de jeu dans cet échange qu'est l'entretien. Si vous êtes trop direct, trop franc, l'entretien se bloque et risque même de s'arrêter. C'est finalement une situation pas si éloignée de la vie courante où l'on ne passe pas son temps à rompre des lances.

La prudence tactique que vous devez afficher ne signifie pas non plus que vous deviez systématiquement approuver tous les propos qui vous sont tenus. Dans les premiers moments de l'entretien, laissez l'interviewé développer plus ou moins longuement son point de vue. Mais il y a toujours un moment dans l'entretien où vous devez « reprendre la main », approfondir des questions, clarifier des choses restées obscures, faire dire ce que l'enquêté a dit avant à demi-mot. Une fois l'entretien bien lancé et stabilisé, vous avez le droit de revenir sur des choses qui vous sont restées obscures. N'hésitez pas à dire que vous ne comprenez pas telle assertion ni à demander des éclaircissements. Cherchez à faire la lumière sur un certain nombre de faits passés sous silence, à éclairer des contradictions que vous avez pu repérer dans les propos de votre interlocuteur. Celui-ci n'est pas un personnage sacré. Vous pouvez, si vous le faites dans les formes et non brutalement, lui demander de mieux s'expliquer, et donc de mieux vous expliquer.

Ne soyez donc pas passif, ni « béni-oui-oui », en entretien. Soyez progressivement actif, soit en posant des questions de plus en plus affinées, soit par vos mimiques d'approbation, d'étonnement, de compassion, d'effarement. Ne vous privez pas de la palette de moyens verbaux et non verbaux pour gérer la distance et la proximité avec l'enquêté.

*Exemple.* Lorsqu'on vous êtes placé trop loin de votre interlocuteur enquêté (à l'autre bout de la table ou dans un fauteuil moelleux à trop grande distance), n'hésitez pas à vous rapprocher physiquement de lui. Vous manifesterez ainsi votre souhait de mieux l'entendre et prêter une plus fine attention à ses propos. Vous pouvez au contraire vous reculer sur votre chaise comme pour prendre du recul et marquer alors de la distance. Apprenez à jouer pleinement de ce jeu de la distance et de la proximité, en manifestant tour à tour vos propres sentiments de

surprise, de fausse naïveté, de sincère empathie. À vous de vous adapter à la situation et aux interlocuteurs, à susciter leur sympathie.

Dans le cas des entretiens avec des enquêtés qui sont mal à l'aise face à vous, une grande part de votre travail consiste à faire disparaître le sentiment de dépréciation qu'ils peuvent éprouver en vous parlant. On note des différences significatives de registre de langage entre le début de l'entretien où l'enquêté fait un effort pour « bien » parler » et la fin ou le milieu de l'entretien où l'enquêté, mis en confiance, se laisse progressivement aller et retrouve son registre ordinaire de langage. Vous pouvez accompagner cette variation du registre de langage au cours de l'entretien, en donnant des petits signes de connivence et de compréhension pour faciliter cette lente transition.

### Effectuer un travail d'interprétation

Il existe une dimension essentielle de la conduite d'entretien, présente en filigrane dans les développements précédents : c'est le fait que, lors de l'interview, vous ne cessez de faire des (mini) *interprétations* sur ce que vous venez d'entendre. Ce travail-là, vous l'effectuez « à chaud », sans filet, et il exige beaucoup d'attention. Vous devez être toujours aux aguets, à l'affût du moindre indice, de la moindre information sociologique, de type à la fois verbal et non verbal (moues, soupirs, yeux au ciel, mimiques qui suppléent ou accompagnent les propos de l'enquêté). Enregistrez-les mentalement et servez-vous-en à l'occasion pour faire avancer vos investigations sur la personnalité sociale de l'interviewé.

Lorsque vous avez déjà réalisé plusieurs entretiens sur le même thème, vous avez accumulé un certain savoir. Vous avez notamment appris à repérer les thèmes qui « marchent », qui permettent de lancer les enquêtés sur des questions qui les touchent de près. En accumulant ainsi tout au long de l'entretien un certain nombre d'indices sociaux, vous pouvez commencer à faire, chemin faisant, un certain nombre de rapprochements sociologiques », prévoir de futurs résultats et ainsi tester la probabilité de réponses à certaines de vos questions. Une fois bien assuré d'un certain nombre d'acquis de votre recherche, vous pouvez vous risquer à suggérer des interprétations à vos interlocuteurs : soit ceux-ci abondent dans votre sens, soit ils contestent votre interprétation et cela vous permet de relancer le « débat ». Bien sûr, vos différentes interventions doivent être mesurées et ne pas braquer vos interlocuteurs.

Cherchez progressivement à repérer les thèmes qui font réagir (positivement ou négativement, peu importe) vos interlocuteurs, ceux qui les font démarrer « au quart de tour ». Ce sont le plus souvent des sujets de discussion qui sont préexistants dans le milieu enquêté, et vous ne faites que les réactiver par vos questions. Par exemple, tout ce qui touche aux conflits, aux frictions, aux antagonismes, etc., qui fonctionnent comme des révélateurs de points de vue différents sur un même problème.

### Orienter l'entretien

Conduire l'entretien, c'est aussi par moments infléchir son premier développement, lui donner une direction plus ajustée à votre ligne de recherche, quitte à « interrompre » (en y mettant les formes) votre interlocuteur lorsque son propos vous paraît être du « bavardage » (par exemple, des histoires de maladie à n'en plus finir...). Parmi bien d'autres façons possibles d'orienter l'entretien, évoquons le souci que vous devez avoir de recueillir, d'une part, des récits de pratiques et, d'autre part, des données objectives concernant l'enquêté et son entourage.

### Interroger sur des pratiques

Vous cherchez à connaître le point de vue des interviewés en leur faisant raconter et décrire leurs pratiques. Ce que les interviewés pensent de telle ou telle chose — leurs « opinions » — n'a d'intérêt et de sens qu'à partir de leurs pratiques. Inutile donc de commencer par poser des questions du type « que pensez-vous de telle ou telle chose ? » si, au préalable, vous n'avez pas fait décrire des pratiques à vos interviewés.

Ne leur posez pas non plus des questions trop larges et trop éloignées de leurs activités ordinaires, vous obtiendriez des réponses générales, peu concrètes. Ils auront tendance à en parler « en général », non pas à la première personne. Invitez-les à *parler de ce qu'ils font* (ou ont fait). Vous obtiendrez un récit de pratiques, vous engrangerez des faits, des histoires vécues. Ce faisant, vous donnez les moyens de contrôle, en opérant des recoupements. Vous vous permettez aussi de faire apercevoir la cohérence des pratiques entre elles (pratiques religieuses et pratiques politiques, pratiques au travail et pratiques domestiques,

pratiques culturelles et pratiques éducatives, etc.) et, plus tard, la cohérence entre pratiques et opinions.

**Exemple.** Les professeurs de l'enseignement secondaire manifestent une assez vive réticence à parler de leurs pratiques professionnelles, ordinaires, de leur métier. Spontanément ils préfèrent évoquer des questions « intellectuelles » — en termes de pédagogie, psychologie (de l'enfant ou de l'adolescent), sociologie — que relater en détail les tâches de leur métier : s'adresser aux élèves, parler en classe, faire respecter le silence, établir une certaine atmosphère de travail, récompenser, réprimander ou sanctionner les élèves, corriger les copies, noter les élèves (à l'écrit comme à l'oral), bref tout ce qui constitue à leurs yeux l'aspect peu gratifiant du métier (et néanmoins essentiel). Il faut alors une intervention active du sociologue et l'établissement d'un climat de confiance pour amener les enquêtés à revenir sur ces pratiques. La situation d'entretien est, dès le départ, assimilée par les enquêtés à une discussion entre « intellectuels », qui n'est pas très différente de celles qui forment la trame de la sociabilité ordinaire de professeurs de lycée ; cette définition de la situation exclut par conséquent de parler de choses aussi basses et matérielles que leurs conditions de travail ou de rémunération. On retrouve aussi ce même type de comportement chez des porte-parole autorisés comme les militants politiques ou syndicaux qui — effet d'acculturation lié aux différents mécanismes d'apprentissage des activités militantes et à leur pente sociale ascendante — ont tendance à développer des discours dans un langage d'emprunt, qui puise dans le registre des lectures syndicales, propos qui fonctionnent comme autant de discours écrans de leurs pratiques sociales ordinaires (cf. encadré ci-contre).

**Conseils.** Pour obtenir des récits de pratiques :

— abandonnez toute posture théorisante, employez des mots simples, faites décrire, ne craignez pas d'être très *prosaïque*. Demandez des renseignements triviaux, notamment pour tout ce qui semble aller de soi pour les enquêtés. N'hésitez pas à être curieux, au risque de paraître indiscret, notamment lorsque vous parlez argent. À défaut de faire préciser le niveau de revenu, demandez le prix des choses (le coût de la location, le prix de la maison, le coût des vacances, le coût de la rentrée scolaire). Cela fait entièrement partie de la vie quotidienne de nombreux ménages. Ne l'oubliez pas ;

— n'hésitez pas à demander des anecdotes aux interviewés. Elles placent immédiatement l'entretien du côté des *pratiques sociales*

Bref inventaire des pratiques

professionnelles  
des enseignants

Ne leur demandez pas en premier ce qu'ils pensent de l'école aujourd'hui, car c'est ce qu'ils auraient déjà bien volontiers tendance à faire, à prendre un point de vue en surplomb, d'analyte. Cela ne serait pas sans intérêt, mais commencez par obtenir d'eux une vision au ras du sol, c'est-à-dire au plus près de leurs pratiques professionnelles. Faire un entretien sur le métier de « prof », c'est concevoir un questionnement précis et détaillé sur leurs pratiques, avec des thèmes en tête, dont voici quelques exemples.

- a) Emploi du temps : type de service (certifié ou agrégé), heures supplémentaires ou non, quels jours (ou demi-journées) de travail dans l'établissement ? Quelle négociation de l'emploi du temps avec l'administration et les collègues (le privilège des « anciens », c'est d'abord d'avoir un « bon » emploi du temps).
- b) Les pratiques pédagogiques :  
— faire classe : présentation de soi (vêtements de rentrée et de fin d'année, etc.), manière de parler, entrée dans la classe, les premiers moments du cours, debout ou assis (pourquoi ?), allées et venues dans la classe, mode d'interrogation des élèves (envoi ou non des élèves au tableau, apprentissage des savoirs, Régime des sanctions (retards, absences, non-travail caractérisé, attitude en classe, etc.) ;  
— noter : quels principes de notation ? Note « sec » ou large ?  
Variation de la notation selon les classes, les établissements, celle des
- collègues, etc. Type de correction des copies (temps passé, type d'annotations, etc.) ;  
— orienter : mode de renseignement sur cette question, participation ou non aux « carrefours des métiers » ;  
— recherche pédagogique : abonnement à des revues, journées de formation, participation à des ateliers pédagogiques dans la discipline.
- c) Relations avec les collègues : fréquente ou non la « salle des profs » (fumeurs ou non-fumeurs) ? Mange à la cantine ou non ? À des relations uniquement avec collègues de la même spécialité (allemand, français...) ou avec tous les collègues ? Les voit hors de l'école, en vacances, dans des soirées « entre profs » ?
- d) Rapport aux syndicats : syndiqué ? Si oui, à quel syndicat (SNES, SGEN, SNALC, FO, Sud Éducation...) ? Participe à la vie syndicale (réunions, écriture des tracts) ? Fait grève (régulièrement, de temps en temps, à quelles occasions ?).
- e) Relations avec l'administration : avec le CPE, les proviseurs (lycée) ou principaux.
- f) Relations avec les parents d'élèves : les convoque quand difficiles des élèves ou au contraire les évite ?
- g) Le hors-travail : gestion des relations avec le conjoint (surtout si non-enseignant), activités culturelles, vacances, mode d'éducation des enfants...

qu'elles font en quelque sorte revivre dans un contexte. L'anecdote facilite aussi le passage par le locuteur à un style direct. Par son apparence banalité et son caractère sans importance (« vous savez, ce n'est qu'une anecdote »), elle autorise l'enquête à évoquer des phénomènes au contenu sociologique, sans crainte d'enfreindre la bienséance sociale. À cette occasion vous lui ferez dire, en toute simplicité voire en toute ingénuité, des choses que la censure sociale ordinaire interdit. L'anecdote est ainsi un très bon révélateur et analyseur de situations sociales. Si vous parvenez à en susciter un bon nombre, au bon moment et dans le droit fil du discours de l'interviewé, vous avez de bonnes chances de réaliser un riche entretien. Enfin les anecdotes vous permettent de comprendre rapidement les tenants et aboutissants d'une situation sociale, vous incitant notamment à faire préciser des éléments de la scène racontée (les acteurs, le lieu, l'ambiance, les paroles prononcées, les attitudes des participants). Elles seront source de nouvelles questions-hypothèses. Si les interviewés vous livrent spontanément des anecdotes, n'hésitez pas à insister, à faire raconter *en détail*, à tirer tous les fils de l'anecdote. Dites-vous bien que cela peut prendre du temps (dix minutes, un quart d'heure ou plus) mais *primo* vous n'êtes pas pressé et *secundo* c'est un temps d'entretien bien employé. S'ils manifestent quelque réticence à parler avec des anecdotes, n'hésitez pas à leur en demander explicitement. Prononcez des phrases du style : « Vous n'auriez pas des anecdotes à ce sujet » (cf. encadré ci-contre).

### Collecter des données objectives

Le travail par entretiens comporte un risque, très perceptible dans les premiers travaux des étudiants, celui de mettre trop en avant le « vécu » des enquêtés. Pour éviter les facilités du « psychologisme », donnez-vous des moyens d'objectivation : cherchez à obtenir le maximum de données objectives — les caractéristiques sociales de l'enquêté, le cadre de l'entretien — qui permettent de contrôler le point de vue subjectif. Si vous n'avez pas recueilli ces données de base lors de l'entretien, vous aurez beaucoup de mal à le faire par la suite (sauf à mener après coup une enquête sur la personne). Vous aurez surtout de grandes difficultés pour interpréter ce matériau (cf. chapitre 7).

Ce souci de recueillir ces données objectives (cf. encadré, p. 196) ne doit pas conduire à un interrogatoire sur l'identité de votre interlocuteur. Si vous lui demandez successivement son âge, son origine sociale, son statut matrimonial, sa trajectoire professionnelle, etc., vous

supermarché voisin (le seul du quartier) unique fournisseur de pain depuis la disparition, il y a quelques années, de la boulangerie, pour le faire cesser de vendre du « mauvais » pain. Fer de lance du combat, Lucette nous raconte comment elle a mené, avec sa famille, la bataille du pain : mobilisant tout son réseau familial (ses frères et sœurs qui habitent tous les immeubles voisins, chacun d'entre eux se relaie le matin pour aller chercher en voiture le pain au centre-ville), incitant son voisinage et son réseau à boycotter le nouveau pain du supermarché. Finalement, la « lutte » a payé, Lucette et ses amis ont obtenu gain de cause : la production d'un meilleur pain par le supermarché de la cité, faisant ainsi revenir une partie de ses anciens clients. Anecdote, certes, mais combien significative de l'intrication des sphères sociales (famille, quartier, politique, rapport à l'argent) et des luttes infra-politiques qui sont constitutives de la forme que prend la politisation en milieux populaires.

#### Une anecdote :

la « bataille du pain » contre le supermarché

Lors d'un long entretien de trois heures d'un étudiant et de nous-même avec Lucette P. (ouvrière retraitée, ancienne déléguée CGT de son secteur à l'usine, devenue responsable du syndicat de locataires du quartier HLM où elle habite depuis trente ans), différents thèmes, étroitement entrelacés dans son existence, ont été abordés : le travail à l'usine, le syndicalisme, le quartier, la famille, etc. Au cours de ce récit apparaît de manière omniprésente la figure de « combattante » de Lucette, le souci de la « lutte », celui de « se défendre ». Vers la fin de l'entretien, Lucette évoque en détail une anecdote qui semble le mieux définir le sens de son existence et sa personnalité de même qu'elle illustre au plus juste la défense collective d'un groupe et d'un quartier. C'est l'histoire de la lutte qu'elle a contribué à mener contre le

risque de le braquer et vous l'empêchez de se présenter lui-même, spontanément à vous (ce qui est toujours une bonne information sociologique). Procédez donc différemment, de manière plus coulée, en colporteur de manière éparse, et tout au long de l'entretien, ces différentes données.

*Exemple.* Vous ne devez pas terminer un entretien approfondi sans connaître l'origine sociale de l'enquêté. Si cette donnée n'est pas fournie spontanément en cours d'entretien ou connue de vous à l'avance, débrouillez-vous pour la demander en entretien. Or vous éprouvez souvent une sorte de gêne à le faire. Cette question est perçue, à tort, comme indiscreète, relevant de la vie privée. Il suffit de mettre les formes pour que cette information soit obtenue sans trop de difficultés.

### Les caractéristiques sociales de l'interviewé

Pour obtenir le plus grand nombre de données objectives sur la personne que vous interviewez, ne procédez pas un interrogatoire direct (« Votre âge ? Votre profession ? » etc.). D'abord, vous n'êtes pas toujours démunis en ce domaine, vous pouvez en connaître certaines (via votre enquête de terrain). Pour celles qui vous manquent, posez, de manière éparse dans l'entretien, une série de questions incertaines pour compléter progressivement votre tableau de données objectives. On peut distinguer des données de base, des données de trajectoire et des données ajustées directement à votre objet.

Données de base : ce sont les variables socio-démographiques

classiques qui figurent dans les « talons » des enquêtes par questionnaire : âge, sexe, profession, statut matrimonial, nationalité, lieu d'habitat et statut d'occupation, diplôme ou niveau d'études, niveau de revenus, nombre d'enfants etc., de l'enquête. Si possible recueillir le même type de données pour son conjoint, origine sociale (du côté du père ou de la mère), niveau scolaire. Données de trajectoire : lignée familiale (parents, grands parents et enfants), trajectoire professionnelle, trajectoire scolaire, trajectoire résidentielle. Et, selon les sujets, trajectoire sportive, religieuse...

Données ajustées à votre sujet : si vous travaillez sur une association, date d'entrée de l'enquête dans l'association, nombre d'adhérents, sources de financement, etc.

Si aucune indication n'a transparu lors de l'entretien, ce qui est rare, vous pouvez le demander à l'occasion d'une question de relance : par exemple, si vous apprenez que le beau-père de l'enquête était ouvrier (agriculteur, ingénieur), vous pouvez rebondir « là-dessus » et demander un peu plus loin dans l'entrevue « mais, vous aussi, votre père était ouvrier (agriculteur, ingénieur) ? ». La question s'inscrit dans un contexte, se situe dans le droit fil de l'entretien, et perd de son aspect « privé ».

En revanche, évitez de poser cette question à brûle-pourpoint, en passant du coq à l'âne dans l'entretien. On prend ici un exemple caricatural, à visée pédagogique : une personne qui vient de vous parler pendant dix minutes de son travail ou de sa passion pour la pêche, si vous lui demandez à brûle-pourpoint : « Et au fait que faisiez vos parents ? », cela sonnera faux, vous bloquerez votre interlocuteur. Prenez appui sur ce qui vous est dit lors de l'entretien pour poser des questions. Faites le même exercice ou procédez de la même manière pour d'autres indicateurs sociaux « sensibles » pour certains individus : statut matrimonial (les personnes divorcées, remariées), niveau de ressources, croyances religieuses, vote politique.

### Noter après l'entretien

Une relation d'entretien se construit de bout en bout, dès la première prise de contact, et se réfléchit en permanence. L'entretien ethnographique ne commence pas au moment de l'enregistrement de la parole de l'interviewé. Il débute bien avant, en fait, dès les premiers contacts (noués sur place ou au téléphone) que vous devez noter dans votre journal de terrain. Ce sont lors de ces premiers échanges que se définit la situation d'entretien. Situation sur laquelle il vous sera ensuite très difficile de revenir mais qui dit beaucoup sur la nature du rapport enquêteur/enquêteé.

Dans la mesure où le travail d'analyse et d'interprétation d'un entretien approfondi commence bien avant l'enregistrement proprement

dit, les conditions d'établissement de la relation d'enquête sont essentielles à restituer si l'on veut comprendre le déroulement de l'entretien, tout ce qui se passe avant et après le moment de l'entretien proprement dit doit être scrupuleusement noté et analysé. C'est aussi important pour l'enquête que ce qui a été enregistré.

Après l'entretien, isolez-vous quelque part (dans votre voiture, dans un café sur la route du retour), profitez du fait que vous avez en mémoire la manière dont s'est déroulé l'entretien pour noter tout ce que vous avez pu retenir de la situation d'entretien. Ces notes de terrain sont précieuses, elles vous aideront à reconstituer le contexte dans lequel s'est déroulé l'entretien. Notez aussi, « à chaud », les différents moments de l'entretien en retenant des expressions qui les ont ponctués.

**Conseil.** Dans le cours même de l'entretien, ayez toujours à l'esprit de caractériser l'enquête comme personne sociale en saisissant toutes les indications corporelles, langagières, scéniques qui signalent certains traits de leur identité sociale. Cette quête d'indices objectifs se fait *chemin faisant* au cours de l'entretien, sans souci de formalisation, dans le cadre des différents sujets que vous aborderez, au gré du jeu naturel des questions successives. Votre souci, en menant l'entretien, devra être de recueillir les informations pertinentes sur les principales caractéristiques sociales ou culturelles des interviewés, au niveau le plus détaillé qui soit : histoire familiale du côté paternel et maternel, trajectoire scolaire, professionnelle, résidentielle, appartenances politiques et religieuses...

\*\*\*

Ne dédaignez pas ces conseils mais ne les prenez pas non plus trop au pied de la lettre, utilisez-les comme une manière de réfléchir à ce que



vous avez fait en entretien. Prenez ainsi l'habitude d'avoir une attitude réflexive par rapport à votre travail de terrain. Rappelez-vous aussi que les entretiens, loin d'être des illustrations d'une technique apprise en cours ou par ce *Guide*, sont aussi des moments sociaux parfois extraordinaires. Vous allez, en entretien, rencontrer et découvrir des personnes étonnantes qui vont se révéler à vous sous un jour nouveau. Vous pouvez y prendre un grand plaisir, en garder de très bons souvenirs, certains de ces entretiens seront pour vous, à leur manière, des « événements ». Sachez aussi que ce plaisir de l'entretien est partagé par les enquêtés qui peuvent le vivre très intensément.

# Le compte rendu d'observation directe

L'observateur n'a cessé d'écrire tout au long de son enquête si bien qu'au moment de rédiger son compte rendu final, c'est moins le vertige de la page blanche qui le guette qu'un sentiment de gageure pour transformer cet important volume de feuilles noircies en un compte rendu convaincant. Un nouveau travail commence, spécifique par rapport à la rédaction d'un journal pour soi, mais aussi par rapport à celle d'un témoignage<sup>1</sup> ou d'un roman<sup>2</sup> qu'on pourrait être tenté d'écrire à partir de la documentation recueillie. Il est spécifique enfin par rapport au compte rendu de travaux s'appuyant sur d'autres méthodes : les matériaux ne se synthétisent pas en quelques tableaux de chiffres et les journaux d'enquête contenant des esquisses d'analyses ne constituent pas une préfiguration du compte rendu de recherche final. à la tentation est grande de privilégier les propos d'enquêtés au détriment des notes d'observation, pour certains des chercheurs qui ont collecté les deux, voire de gommer complètement des publications les analyses appuyées sur des observations pourtant avérées, quand d'autres s'en tiennent à un panorama abstrait, décrivant lieux et comportements de manière globale, sans notes de terrain à l'appui.

Pour éviter ces écueils et valoriser pleinement le travail d'observation directe, le compte rendu doit comprendre une exposition détaillée de la méthode car la qualité des données recueillies dépend des conditions concrètes de l'observation et la pertinence de l'analyse dépend de la façon d'articuler des matériaux précisément présentés. L'écriture adoptée doit enfin prolonger les efforts déployés durant l'enquête pour marquer attention et respect aux enquêtés.

1. Par exemple, Daniel Martinez, *Carnets d'un intérimaire*, Marseille, Agone, 2003, 157 p., ou Marcel Durand, Michel Pialoux, *Grain de sable sous le capot*, Marseille, Agone, 2006, 432 p.

2. On pense par exemple à la série des *Meurtre à...* qui prennent prétexte d'une énigme policière pour faire pénétrer le lecteur dans un univers très spécifique, caractérisé par sa fermeture ordinaire, dont l'auteur a pris le temps d'une fréquentation longue, à moins qu'il ne soit un indigène masqué sous un pseudonyme.

## I. Rendre compte de sa méthode

### I.1 Une étape nécessaire

Rendre compte de la méthode employée s'impose pour tout travail scientifique. D'autant plus dans le cas de travaux fondés sur l'observation directe parce que c'est par là qu'ils se distinguent le plus nettement des écrits fondés sur un usage profane de l'observation. Les journalistes n'ont pas à répondre à cette exigence, sinon de manière minimale en prouvant qu'ils rapportent des choses vues ou entendues, bref qu'« ils y étaient », sans forcément plus de détails. L'usage de l'observation à des fins littéraires se passe aussi de l'exposé de ses conditions de mise en œuvre : si la manière dont travaillait Zola a pu être précisée, notamment depuis la publication de ses *Carnets d'enquête*, la qualité de l'œuvre n'y gagne rien. Le sociologue, lui, ne peut pas renvoyer aux futurs historiens de la discipline le soin de reconstituer les étapes de son travail par le dépouillement de ses archives privées. Ses énoncés doivent pouvoir être discutés, vérifiés, et cela ne se peut qu'à la condition que la démarche de recherche sur laquelle ils s'appuient soit explicitée.

Il en est du sociologue travaillant par observation directe comme de ceux qui réalisent d'autres types d'enquête : il lui faut mettre à disposition du lecteur une description fine des sources car les énoncés livrés en résultats ne valent qu'à la hauteur de la qualité de ces sources, dont le lecteur doit avoir les moyens de juger. À cela s'ajoute une exigence de réflexion sur la relation du chercheur à son objet. Cette réflexion qu'on s'attend à rencontrer dans toute forme d'investigation en sciences sociales s'impose encore davantage ici dans la mesure où la distance entre le chercheur et ce qu'il étudie est au fondement du projet de tirer parti de la confrontation de points de vue dont l'enquête par observation directe est l'occasion. « Parce qu'elle pose la question des différences et des similitudes entre le point de vue du chercheur sur l'objet étudié et celui des acteurs sociaux « ordinaires », cette situation a donné naissance à une vaste littérature de réflexions et de témoignages sur les problèmes de la relation du chercheur de terrain avec le milieu étudié, avant, pendant et après la fin de l'étude » explique J.-M. Chapoulié (1998). Au point de constituer « un nouveau critère d'évaluation des recherches : la réflexivité, la capacité du chercheur à expliciter sa propre démarche, et à en rendre compte devant ses collègues et ses lecteurs ».

### I.2 Des informations minimales

Rendre compte du type d'observation effectuée suppose de rapporter un certain nombre d'informations élémentaires. Elles concernent d'abord le terrain, la contextualisation sociale, spatiale et historique des observations. Outre que doit être explicitée la pertinence du choix du terrain par rapport aux questions traitées, celui-ci doit être présenté par quelques caractéristiques utiles à la compréhension des analyses et situant les résultats dans leur contexte de validité. Cela ne signifie pas inonder le lecteur d'un flot d'informations exactes mais sans rapport avec le sujet, ni lui imposer un trop gros effort de mémorisation d'éléments secondaires. Il faut traduire en catégories génériques de description l'essentiel de la situation pour limiter les traits détaillés à ce qu'elle a d'original.

L'observation directe permet la compréhension de processus à partir d'une implication prolongée du chercheur sur le terrain. Il faut donc justifier d'un **temps de présence sur le terrain** qui soit adapté à la temporalité de la situation étudiée. Cette présentation ne se résume pas à une simple annonce de la date du début de l'enquête au titre de coordonnée historique des observations. La durée totale importe aussi, et surtout son intensité. Deux étudiants peuvent travailler « aujourd'hui » sur le terrain hospitalier mais l'un s'y être embauché comme agent de service pendant trois périodes d'un mois à temps plein et retourner sur ce lieu de travail occasionnellement ensuite, tandis que l'autre a obtenu l'autorisation d'observer le travail hospitalier pour six mois mais ne peut le faire qu'à raison de deux ou trois jours (ou nuits) par semaine. Les temps de début et de fin d'enquête coïncident à peu près mais rendent mal compte de ce qui a pu être observé par l'un et par l'autre.

On a montré l'importance du choix d'une **bonne position** (ou de plusieurs) **pour observer**. En rendre compte contribue aussi à définir ce qui a pu être observé : le premier des deux étudiants travaillant sur l'hôpital, explicitant sa position, peut montrer qu'elle est en adéquation avec l'observation du travail des différentes catégories d'agents hospitaliers, tandis que le second observe essentiellement des interactions entre médecins de garde et malades. Cela va de pair avec l'explicitation du processus de **négoçiation de sa présence sur le terrain**, de l'entrée à la sortie du terrain. Le mode d'entrée, le choix de présentation de soi, le rôle endossé ou la position de participation n'épuisent pas la question. Si, comme le premier étudiant, on prend un rôle existant, il faut encore expliciter comment on le remplit, comment

on est perçu par les autres. Si, comme le deuxième, on observe des personnes habituées à travailler plutôt en solitaire, il faut montrer comment on se fait accepter – par exemple par la mise en avant d'un début d'études médicales qui, en outre, aide à comprendre certaines des interactions ou prises de décisions. C'est l'occasion de rendre compte du travail d'auto-analyse qui doit être associé à cette présentation de la position d'observation et de sa négociation au quotidien. Au minimum pour témoigner de la conscience qu'on a des différentes contraintes qui pèsent sur l'enquêteur dans l'investigation, des biais d'information et d'interprétation que cela peut introduire, mais aussi pour souligner la façon qu'a l'observation réfléchie de servir à la mise en forme des matériaux recueillis sur le terrain, à leur disposition pour l'analyse.

Sans récit détaillé des **étapes de la recherche**, le compte rendu final risque de masquer le processus inductif de celle-ci. Trop d'exposés rapportent « les méthodes que le chercheur aurait employées s'il avait su ce qu'il allait trouver en allant sur le terrain [plutôt que] des comptes rendus réalistes révélant les erreurs, les confusions et l'implication personnelle des chercheurs sur le terrain » (Whyte, 2002, p. 381). Les errements de l'analyse comme les erreurs sur le terrain peuvent être rappelés : non pas pour faire du sociologue un héros vainqueur de tous les obstacles mais parce que se jouent souvent dans les déconvenues du terrain des réorientations utiles de l'interrogation générale (Bizeul, 1999). Les difficultés rencontrées révèlent souvent aussi quelque chose de la réalité sociale et, à ce titre, ces réflexions ont toute leur place dans l'analyse. C'est notamment à partir d'un travail sur les réflexions personnelles contenues dans le journal de terrain et sur les éléments de l'inventaire avant-enquête qu'il est possible de rédiger ces parties du compte rendu.

### 1.3 Sous différentes formes

Au-delà de ces quelques pistes, on ne saurait fournir un modèle normatif du compte rendu méthodologique dans une enquête par observation directe : les développements varient selon leur importance pour l'enquête et pour ses résultats. La façon la plus courante de le présenter, calquée sur les notes méthodologiques des enquêtes hypothético-déductives à partir de comptages sur des matériaux standardisés, décrivant l'échantillon, le questionnaire, le mode de traitement statistique, etc., consiste en une annexe à l'analyse. Dans l'appendice méthodologique de *Time for Dying*, B. Glaser

et A. Strauss (1968) décrivent « les conditions structurelles dans lesquelles [leur] travail de terrain a été mené et comment ces conditions ont influencé les tactiques particulières qui ont été soit reprises soit inventées face à la situation » (p. 260). Au terme de son enquête sur les défaillances médicales qui l'a amené à participer à temps plein au travail d'un service hospitalier pendant dix-huit mois, C. Bosk (1979, p. 193-213) décrit surtout, dans sa note de méthode, le processus continu de négociation de sa présence sur le terrain et ses effets sur l'enquête, depuis l'entrée sur le terrain où il est renvoyé d'un interlocuteur à un autre, jusqu'à la sortie, en passant par les différents rôles qui ont été les siens dans son expérience de terrain, au-delà de son rôle officiel d'observateur.

La principale consigne à suivre est de s'astreindre à une présentation détaillée de la méthode employée. Le type de publication à laquelle son utilisation conduit limite cependant l'ampleur de cette présentation. Il est rare que, dans un article, les remarques méthodologiques dépassent le paragraphe en fin d'introduction, ou quelques phrases dans un encadré de présentation du terrain<sup>1</sup>. Dans un texte de plus grande ampleur, la présentation gagne à être précise et située en début d'ouvrage pour éclairer tout de suite le lecteur. Toutefois, certaines réflexions sont partie intégrante de l'analyse, ne serait-ce que parce que les interactions entre enquêteur et enquêté constituent l'un des matériaux de l'enquête. On ne peut donc les séparer formellement de l'analyse. Un exposé minimal des caractéristiques du terrain et du déroulement de l'enquête en fin d'introduction, une série de remarques disséminées dans le texte sur ce que l'examen détaillé des conditions d'enquête apporte aux différents arguments de l'analyse, et une annexe expliquant comment les données d'observation, combinées entre elles et à d'autres matériaux, font preuve pour la question traitée, semblent une solution efficace, qui pourrait d'ailleurs servir de modèle aux comptes rendus de recherche établis à partir d'autres méthodes.

1. Notons toutefois l'initiative de revues comme *Sociologie* ou *ethnographiques.org* qui rendent possible la publication de matériaux en annexe (comptes rendus d'observation, journaux de terrain, documents et images...) dans leur version électronique.

## 2. Matériaux et analyses

Le mode d'exposition des résultats d'analyse dans le texte final n'est plus *a priori* celui de la chronologie des observations comme dans les journaux d'enquête. C'est celui de l'argumentation qui met en évidence l'articulation des résultats avec des matériaux empiriques et les compare avec d'autres, produits par d'autres enquêtes.

### 2.1 Deux écueils

Dans cet exercice, deux excès menacent le débutant. Le premier consiste à présenter des **analyses non explicitement fondées**. En effet, quand bien même les résultats avancés proviennent d'un travail sérieux d'analyse des matériaux recueillis, ils sont parfois présentés sans lien avec les faits auxquels ils se rapportent. Aucun élément empirique n'est présenté, ou bien ils le sont à l'appui d'analyses si générales qu'on en saisit mal le lien. Cette tendance s'explique peut-être par une trop grande valorisation des énoncés théoriques d'une part, négligeant le fait que leur valeur dépend de leur validité empirique, et par l'embarras devant lequel se trouve tout observateur pour choisir qu'exhiber parmi les matériaux recueillis d'autre part.

Le deuxième écueil consiste à livrer des **matériaux sans interprétation**. Disposer de la totalité des matériaux recueillis par tel ou tel chercheur présente un intérêt certain : la publication complète ou partielle de journaux de terrain l'a bien prouvé (Weber, 2009). La livraison de ces matériaux ne saurait cependant tenir lieu de compte rendu de recherche, même si le chercheur éprouve toujours, à certaines étapes du travail, le sentiment que « les matériaux parlent d'eux-mêmes » et que toute analyse focalisée sur tel aspect ou tel événement réduit de beaucoup ce qui a été observé. La tentation de s'effacer devant l'autosuffisance du matériau est partagée par beaucoup, y compris dans les disciplines voisines : A. Farge (1989) évoque le risque d'« être absorbée par l'archive au point de ne même plus savoir comment l'interroger » et de ne plus pouvoir envisager qu'une « restitution fascinée » (p. 87).

### 2.2 Trois modes d'exposition

Dans la **description ordonnée de la situation**, l'ordre d'exposition suit les catégories produites au cours de la recherche. Par rapport aux descriptions notées sur le vif ou dans les journaux d'enquête, la description ordonnée doit

être « blanche », débarrassée de toutes les catégories indigènes et de tout jugement de valeur – qui ont en revanche toute leur place, convoqués comme tels, dans des paragraphes portant sur le sens qu'accordent les acteurs à tel ou tel événement ou phénomène. L'analyse s'inscrit alors en contrepoint de la description : sous forme de capitalisations.

Ainsi, dans l'analyse que propose J. Peneff (1997) du travail du chirurgien, une large place est accordée au compte rendu du déroulement d'une opération particulière dans ses différentes étapes (p. 275-286). La précision du compte rendu laisse entendre que des observations répétées ont été réalisées avant que tous ces éléments puissent être saisis. De là émerge une analyse plus générale du travail du chirurgien. La description proposée ne vise pas une illusoire « neutralité » de regard<sup>1</sup> : elle est tout orientée vers la mise en évidence de l'activité manuelle du chirurgien qui autorise une comparaison fructueuse avec le travail ouvrier, en rupture avec la présentation de soi donnée ordinairement par les médecins. La chirurgie serait donc de ces métiers manuels – même si elle a d'autres composantes –, où l'engagement physique est important, sans que ces caractéristiques l'orientent vers le bas de la hiérarchie sociale. Une des conclusions tirées de cette présentation dépasse donc la seule opération examinée : « La reconnaissance ou le discrédit accordé à telle forme de travail ne considère pas le contenu du travail en soi, la nature des actes, mais des activités déjà établies qui ont eu le pouvoir de consolider des discriminations qui viennent de loin, dans l'histoire des professions » (p. 283). Là, on est bien loin de la simple reproduction de notes : c'est la description proposée qui inspire l'analyse par son ordre et par sa précision.

Une deuxième façon de procéder consiste à produire un **raisonnement illustré** par des exemples. Ceux-ci sont rapportés de manière détaillée. Ils sont parfois distingués typographiquement du reste du texte (retrait, petits caractères, italique). P. Masson (1999) part du constat du scepticisme et de la méfiance des parents d'élèves et des élèves vis-à-vis de la justesse des

1. En comparant cette ethnographie avec une recherche sur des opérations de transsexuels (Stefan Hirschauer, « The Manufacture of Bodies in Surgery », *Social Studies of Science*, 1991, n° 2, p. 279-319), M. Callon et V. Rabeharisoa montrent comment le parti pris de l'observation directe sur un terrain peut se décliner en des présentations différentes, privilégiant des points de vue différents : celui du travail médical chez Jean Peneff, celui des transformations du corps de patient chez Stefan Hirschauer. Cf. « De la sociologie du travail appliquée à l'opération chirurgicale : ou comment faire disparaître la personne du patient ? », *Sociologie du travail*, 1999, p. 143-162.

décisions d'orientation prises par les professeurs. Il recherche des explications du côté de l'activité d'information mise en œuvre par les agents de l'institution scolaire et met en évidence comment les carrières scolaires sont déterminées par des interactions et par les caractéristiques institutionnelles des établissements. Chacune de ces trois grandes étapes du raisonnement est illustrée par des exemples situés et datés, qu'il s'agisse de propos tenus par des parents d'élèves au cours de réunions, du récit de réunions censées informer les élèves sur les filières vers lesquelles ils pourront s'orienter, ou d'exemples de trajectoires scolaires.

Une des difficultés tient au choix des matériaux rapportés : de multiples scènes ont été observées, comparées, pour mettre au jour telle catégorie qu'on cherche à expliciter, mais seules quelques-unes pourront être retenues compte tenu des contraintes de place et de lisibilité du compte rendu. Pour ce choix, mieux vaut ne pas perdre de vue le caractère indigeste de la « rédaction-sandwich »<sup>1</sup> lorsque les « tranches » sont trop fines. Préserver l'intelligibilité de la scène retenue et rendre compte à travers elle d'un processus dans sa complexité réclament des récits assez longs. Alors quels éléments retenir ? S'ils sont trop divers, susceptibles d'illustrer parallèlement d'autres analyses, la scène suscitera chez le lecteur le sentiment que le matériau n'a pas été entièrement exploité ou qu'une part des analyses est implicite. C'est par exemple le risque que courent les comptes rendus d'observation qui situent les acteurs présents, en déclinant mécaniquement leurs statut, âge ou origine sociale, du type : A. (ouvrier, 28 ans, père agriculteur). Ces détails sont utiles à condition que soit explicité comment jouent le statut, l'âge et l'origine sociale sur les comportements dans la situation étudiée. Sinon, en tenant ces liens pour évidents, on contraint le lecteur à formuler des interprétations sauvages. Pour cela, il se reporte sans doute à une culture sociologique établie sur des lectures et sur des données quantifiées plus larges. Il peut alors se demander à bon droit si ces liens généraux, tolérant une variabilité statistique, n'auraient pas dû être réinterrogés pour analyser la situation singulière qui a été observée.

Contournant ces difficultés et rendant compte des processus dans leur complexité, une dernière manière de présenter ses analyses consiste à proposer quelques **longues scènes commentées**. Le récit de chacune suppose des éléments de contextualisation. Ceux-ci sont établis sous forme

1. L'expression est empruntée à Jean-Claude Kaufmann (2007, p. 109) à propos des citations d'extraits d'entretiens.

de synthèse d'observations éparées qui n'ont pas lieu d'être livrées en détail. Leur lecture est soutenue par la perspective de leur mobilisation dans la compréhension du récit qui va suivre. On évite par là une présentation fastidieuse en forme d'exercice académique. Vient ensuite un récit minutieux de la scène où les caractéristiques biographiques des personnages s'actualisent, où le cadre de la situation révèle son caractère contraignant, où la part de contingence des interactions trouve toute sa place... Les analyses prennent la forme de clefs pour sortir le lecteur du premier sentiment d'étrangeté face à la scène. Elles font ressortir les rapprochements inattendus à faire entre éléments de cadrage et propriétés sociales des acteurs pour rendre la cohérence de la situation. Cela passe souvent par la mobilisation d'autres matériaux d'observation. P. Fournier (2012, chap. 4) fait ainsi le long récit de la réparation d'une caméra en zone de dangers dans l'industrie nucléaire. Il permet de comprendre les tensions au travail en lien avec les différences d'appartenance générationnelle chez les travailleurs impliqués dans la scène, ces générations ayant été mises en évidence par la mobilisation d'autres matériaux (dossiers du personnel, entretiens).

Ces trois manières d'articuler matériaux et analyses ne sont pas exclusives mais utilisables à différents moments du raisonnement. Ce sont des suggestions davantage que des normes. D'autres restent à inventer, mais toujours avec le souci d'intégrer la possibilité que soit mise en doute la validité des interprétations et d'essayer d'y apporter des réponses par avance. Avec le souci, aussi, d'assister le lecteur dans son travail d'interprète concurrent de l'auteur face à un matériau suffisamment explicite. L'effet de conviction des analyses fondées sur l'observation directe provient en effet largement de la convergence de ces interprétations du chercheur et du lecteur. Dans tous les cas, un certain nombre de règles peuvent être suivies, notamment en ce qui concerne la manière de rapporter les matériaux.

### 2.3 Rendre compte des différents matériaux d'observation

L'observation n'exclut pas la mesure et permet d'appuyer l'argumentation sur certains résultats chiffrés. Ces **comptages** peuvent donner lieu à de simples énoncés tels que ceux de D. Roy (2006, p. 49) enregistrant le nombre d'opérations différentes réalisées en dix mois par un même ouvrier, ou bien aller jusqu'à la construction d'une « base de données » comme pour les 330 audiences observées « au tribunal des couples » par le Collectif Onze (2013). En dehors de ce type d'enregistrements, il faut

se garder d'une tendance redoutable pour les sciences sociales, consistant à présenter des faits observés à la manière de résultats quantifiés sans que soit donnée la preuve que l'on dispose d'indexations précises, comparatistes, de tels phénomènes. Des formules comme « il est fréquent que... », « davantage de... » ou encore « la plupart » sont pour J.-C. Passeron des « quantificateurs vagues » (1995, p. 30) et l'on est en droit de se demander pourquoi l'auteur n'a pas cherché à les préciser avant de les convoquer dans l'écriture finale.

Des **propos tenus par des acteurs en situation** sont également mobilisables dans l'argumentation. Ces propos sont rapportés entre guillemets, au style direct, s'ils ont été enregistrés. On peut être tenté de faire de même s'ils ont été notés de mémoire mais il faut alors le préciser au lecteur pour le dissuader de les entendre comme s'ils avaient été consignés au mot près. La désignation de telle réalité et le ton pris pour le faire sont en revanche à retenir. Qu'il s'agisse de scènes observées ou de propos dits en revanche la meilleure façon d'en informer le lecteur ne consiste-t-elle pas à recopier le passage correspondant du journal de terrain ? L'exposition du matériau brut est toujours souhaitable, mais sans oublier que les journaux d'enquête sont rédigés en strates successives (cf. chap. 3). Ce qui a été saisi avec une économie de moyens du fait de l'urgence de la prise de notes en situation ou au fil de l'enquête suppose en effet d'être réécrit avant d'être donné à lire à un étranger à la situation. Premièrement, pour apporter les éléments de contextualisation nécessaires à la compréhension de la scène ou des propos. Deuxièmement, pour expliciter certains termes ou expressions que la familiarité acquise par le sociologue avec le terrain lui permet d'employer dans son journal mais qui restent mystérieux pour son lecteur : des notes de bas de page aideront à rendre intelligibles les termes techniques, les éléments de jargon propres au groupe étudié, tandis que certaines catégories reprises par les acteurs seront employées avec des guillemets et feront l'objet d'un commentaire ultérieur. Il est en effet central de donner à voir ces catégories en même temps que de les interroger. On peut par là faire état de jugements des acteurs dans le compte rendu, ou même faire valoir les siens, à condition de les analyser comme tels.

Ces modifications apportées à la première prise de notes sont légitimes si elles visent à en améliorer l'intelligibilité. Elles sont en revanche à éviter si elles aspirent à une certaine idée de la bienséance stylistique qui tendrait à édulcorer le langage des enquêtés, minorant par là la distance entre parler indigène et écrire savant. Il n'y a pas lieu non plus de pratiquer une sélection

des seules images étonnantes par lesquelles les enquêtés s'expriment occasionnellement, l'effet d'exotisme produit pouvant exagérer la distance culturelle du lecteur avec l'univers observé.

### 3. Peut-on tout écrire ?

La question ne devrait pas se poser : on peut « tout » écrire à la seule condition de la valeur scientifique de ce tout. Cela exclut, par exemple, la présence de jugements de valeur de la part du chercheur dans le compte rendu final, l'adoption d'un ton dénonciateur, précautions qui ne sont pas réservées à l'observation directe mais qui sont peut-être plus difficiles à mettre en œuvre ici du fait de l'empathie nécessaire au travail de terrain, qui tend à faire épouser certaines causes défendues par tel ou tel acteur rencontré. Heureusement, une auto-analyse bien menée est d'un grand secours pour limiter ce risque, même si elle peut laisser l'enquêteur très surpris dans un premier temps au regard de sa propre naïveté, de son ethnocentrisme, de ses partis pris, tels qu'ils transparaissent au fil de ses notes prises sur le vif. En revanche, de façon plus difficile à prévenir, cette question témoigne du malaise qui saisit l'observateur au moment où, alors qu'il rédige son compte rendu, il s'aperçoit que ce qu'il écrit peut être mal perçu par les enquêtés, notamment si cela risque de leur nuire. Ultime dilemme : l'honnêteté scientifique lui impose de ne pas déformer la réalité observée mais la confiance que lui ont témoignée les enquêtés s'il observait à découvert, ou l'engagement qu'il a pris avec lui-même que son person- nage ne leur fasse pas tort dans le cas de l'observation *incognito* (la, tout l'inverse de l'espion ou du policier infiltré !), ne sont-ils pas trahis par son compte rendu ?

#### 3.1 Un problème spécifique à l'observation directe ?

Le mode de « restitution », d'information des enquêtés sur les résultats de l'enquête dans une sorte de « retour », de contre-don d'informations est un problème qui se pose pour toute méthode d'investigation. Produisant des résultats qui s'opposent souvent au sens commun et contribuant à dévoiler des choses cachées, la sociologie peut susciter la méfiance voire l'hostilité dans la mesure où les intérêts de la science et ceux des enquêtés ont peu de chance de converger intégralement. Si les produits des sciences

sociales sont susceptibles d'être pris pour autre chose et absorbés dans les jeux sociaux, l'observation directe, particulièrement adaptée à l'analyse de ces jeux sociaux, est plus exposée encore à cette possibilité de détournement.

En outre, l'observation directe est davantage concernée par ce type d'interrogation dans la mesure où l'étroitesse du terrain fait qu'on a du mal à rendre méconnaissables les lieux, les actions, les personnes. En effet, les informations précises de contextualisation peuvent suffire à donner le sentiment de violer l'intimité des personnes et de mettre en cause leur réputation<sup>1</sup>. Plus encore que les autres méthodes, l'observation directe a montré son utilité dans le dévoilement de pratiques réelles qui sont cachées derrière la façade des discours. Révéler des pratiques illicites peut constituer une menace : de disparition pour le groupe déviant enquêté, de sanction pour certains de ses membres. Sur des terrains plus anodins, l'observation directe n'a-t-elle pas permis de porter à la connaissance des employeurs certaines formes du freinage au travail, même si c'était pour en décrire le rôle fédérateur au sein du groupe ou pour déterminer la capacité de résistance ouvrière (Roy, 2006) ? A l'hôpital, elle montre aussi comment les pratiques professionnelles ne sont pas toujours orientées par la recherche de la guérison ou du bien-être des malades ; ou, à l'école, que l'orientation des élèves n'est pas la conséquence de leurs seuls mérites intellectuels. La lecture de tels comptes rendus pourrait servir d'argument à l'augmentation des cadences, et donc à l'aggravation des conditions de travail pour les ouvriers concernés, à ternir l'image des personnels hospitaliers ou à susciter la méfiance et la contestation des décisions professorales. Risquer de mécontenter ceux qui ont intérêt à ce que les choses restent cachées est inséparable de la production d'un effet de dévoilement.

### 3.2 Des risques pour les enquêtés ou pour la recherche ?

Le problème ne se pose pas systématiquement pour toutes les recherches ou du moins ne se pose pas toujours avec la même acuité. Il concerne particulièrement les enquêtés qui forment un groupe stable, qui estiment avoir un droit de regard sur le compte rendu, qui sont des lecteurs réguliers

1. Outre la révélation de secrets, ce sont les deux types de risques relevés par H. S. Becker dans sa synthèse sur les problèmes de publication des études de terrain (Becker, 2006, p. 153-174). Le développement suivant reprend certaines de ses réflexions.

d'ouvrages de sociologie et de tout ce qui s'écrit à leur propos. Les différents milieux sociaux sont ainsi plus ou moins sensibles aux révélations qui peuvent être faites sur eux (Pinçon, Pinçon-Charlot, 2002, p. 124-125) et plus ou moins enclins à y réagir, de la simple protestation à l'action judiciaire. Le groupe étudié est forcément composé de sous-groupes aux intérêts divergents. Si le compte rendu plait à l'un de ces sous-groupes, il déplaira à un autre (Flamant, 2005). Aussi la recherche du consensus est-elle illusoire. Pour H. S. Becker (2006, p. 160), « le problème n'est pas d'éviter de faire du tort aux gens mais de décider à qui on en fait ».

Peut-on esquiver ce problème d'écriture en invoquant la faible probabilité d'être lu par les enquêtés, ou le régler en renvoyant le lecteur à sa conscience individuelle, ou bien encore en convoquant une éthique professionnelle susceptible de limiter le « droit à l'enquête » (Laurens, Neyrat, 2010) ? C'est oublier que l'éventualité de nuire aux enquêtés joue déjà comme une contrainte sur la recherche en train de se faire, sur les accès, sur le maintien dans la situation... H. S. Becker (2006, p. 153-174) le souligne en cherchant à comprendre pourquoi certains ouvrages de sciences sociales ne suscitent aucun remous. Pour une partie, cela tient au fait qu'ils ont été rédigés « sous contrôle ». C'est souvent le cas lorsque le chercheur dépend financièrement de l'organisation étudiée, ou bien lorsque des pressions des acteurs s'exercent sur lui, notamment s'il a choisi pour terrain une organisation relativement fermée. Le chercheur est alors poussé à adopter le point de vue des groupes dominants par la façon dont se déroule l'enquête, selon sa position d'observation. Pour une autre partie, l'écriture consensuelle tient à l'autocensure plus ou moins consciente du chercheur lui-même. Elle prend des formes insidieuses que les chercheurs ne sont pas les mieux placés pour percevoir (*ibid.*). Elles menacent considérablement l'intérêt du recours à l'observation directe.

### 3.3 Quelques pistes pour sortir de ces difficultés

La première des choses à faire consiste bien sûr à **préserver l'anonymat** du lieu ou des personnes concernés par l'enquête. Le conseil est trivial mais il faut rappeler qu'il s'oppose, dans le cas de l'observation directe, aux exigences de contextualisation des données recueillies. Il s'agit alors de proposer des identifiants qui soient en homologie avec ceux qu'on doit taire, de façon à ne pas priver le lecteur de ces repères sociaux familiers que sont, par exemple, des prénoms et des noms pour accéder à une compréhension



de détail d'une scène<sup>1</sup>. L'exigence d'anonymat est une raison supplémentaire pour éviter, dans la description du terrain, la surabondance de détails ne servant pas l'analyse. En revanche, on peut être parfois amené à ajouter ou à modifier des détails pour brouiller les pistes. O. Schwartz (2012, chap. 1) explique avoir recherché à cette fin des « équivalents symboliques », substitué des termes semblables « qui touchaient à la matérialité des faits sans porter atteinte à l'identité du sens ». L'anonymat est donc nécessaire pour rassurer les enquêtés en même temps que le chercheur, de façon à le libérer d'un trop grand devoir d'autocensure. Cependant, si l'anonymat préserve l'image des enquêtés à l'extérieur de leur groupe, il n'empêche généralement pas que ceux-ci se reconnaissent ou reconnaissent leurs proches, surtout dans les petits groupes.

Peut-on imaginer que ceux-ci renvoient le manuscrit et donnent leur accord ? Cela se fait pour des photos, des propos tenus en entretiens. Après la lecture des enquêtes, sollicitée pour éviter d'éventuelles mauvaises compréhensions, D. Bizeul (2003) a ainsi choisi d'écartier deux ou trois descriptions blessantes ou dénonciatrices qui n'avaient pas de véritable nécessité pour l'analyse. Dans certaines enquêtes, solliciter l'accord des acteurs sur le texte final n'est cependant qu'une illusion de solution au problème, impossible à mettre en œuvre concrètement, comme le montre W. F. Whyte travaillant sur « une communauté de vingt mille membres » (2002, p. 381). E. Goffman (1968, p. 39) a proposé au seul directeur de l'hôpital de revoir son manuscrit, ce qui lui a permis en outre de corriger un certain nombre d'erreurs matérielles et d'augmenter la précision de son compte rendu. Mais que faire si ce retour suscite une exigence de révision ? Donner un droit de regard à l'enquêté en échange du droit d'entrée sur tel terrain, et même un droit de critique qui peut être bien utile, comme dans le cas d'E. Goffman, est normal. Le droit de censure, lui, ne peut être négocié<sup>2</sup>.

On suggère que, si les enquêtés sont demandeurs d'un retour, celui-ci se fasse de manière orale. On en a d'ailleurs montré plus haut les vertus pour

1. Les travaux initiés par P. Besnard et G. Desplanques sur la *Cote des prémons* et régulièrement actualisés (Paris, Balland) fournissent ainsi une bonne base pour trouver des équivalents sociologiquement pertinents du côté des prémons accessibles. On peut aussi utiliser, pour les jeunes générations, l'anonymisateur proposé par B. Coulmont (<http://coulmont.com/bac/>).

2. En cas de trop forte pression, M. Villette suggère de rédiger un compte rendu spécifique à l'intention des enquêtés. Cf. Michel Villette, *Guide du stage en entreprise*, Paris, La Découverte, coll. « Guide Repères », 2004, p. 31-32.

enrichir l'analyse. Faire lire le texte à des homologues des enquêtés pour voir comment ils réagissent est une autre solution intéressante, car ils peuvent souligner des enjeux de la publication pour les acteurs que le chercheur ignore. H. S. Becker propose plus radicalement d'anticiper le problème en faisant lire aux enquêtés le souhaitant ce qui a été écrit sur eux : cela dédramatise les poids des certaines révélations en montrant qu'elles portent sur des choses souvent déjà connues, et que toute organisation humaine fonctionne ainsi. H. S. Becker suggère également de proposer, au groupe qui se sentirait incriminé, des arguments lui permettant de répondre aux accusations que d'autres acteurs pourraient tirer du compte rendu publié.

La véritable manière de se libérer des craintes sur l'écriture du compte rendu est à rechercher du côté de la justification de cette investigation qui semble peu respectueux des principes de protection de la vie privée tels qu'ils sont proclamés dans les sociétés occidentales depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Non seulement elle a le souci d'éviter un usage malveillant de ces informations mais elle s'emploie à favoriser un usage bienveillant de ces informations. Elle cherche à rendre justice, à travers les interprétations proposées, des pratiques sociales de personnes qui n'ont pas forcément les moyens de se présenter d'ordinaire sous un jour juste. Il s'agit de reconnaître une dignité à des gens que la situation étudiée tend à présenter sous un jour partiel. D'où l'importance de chercher à rendre de compte tous les points de vue en présence dans la situation de façon à ne pas laisser penser qu'on est partiel en étant partiel.

Ce travail de maîtrise de l'écriture du compte rendu et celui de conviction accompagnant sa diffusion pour rendre compréhensible le point de vue du sociologue s'ajoutent aux nombreuses autres tâches du chercheur de terrain. Cela évite de s'exposer au risque de difficultés relationnelles et d'une défiance vis-à-vis de l'investigation ethnographique, dont pourraient pâtir les autres sociologues projetant des enquêtes par observation directe sur des terrains équivalents.

## 2 : COMMENT FAIRE DE L'ETHNOGRAPHIE QUAND ON N'AIME PAS « SES INDIGÈNES » ?

Une enquête au sein d'un mouvement xénophobe

Martina Avanza  
*in Alban Bensa et al., Les politiques de l'enquête*

La Découverte | « Recherches »

2008 | pages 41 à 58

ISBN 9782707156563

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.infopolitiques-de-l-enquete---page-41.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.  
© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

---

Comment faire de l'ethnographie  
quand on n'aime pas « ses indigènes » ?  
Une enquête au sein d'un mouvement xénophobe

*Martina Avanza*

Milan, avril 2001. En visite au siège de la Ligue du Nord, parti sur lequel je fais ma thèse, je bavarde avec Andrea, président d'une association culturelle liée au parti, enseignant de littérature dans le secondaire et mon « interlocuteur privilégié » sur le terrain. Une dame d'une cinquantaine d'années passe dans le bureau lui dire bonjour. Elle est militante léguiste et Andrea, qui semble bien la connaître, lui demande, inquiet, des nouvelles de sa fille. La dame, visiblement gênée de parler devant moi, soupire, esquive le sujet et s'en va. Curieuse, je demande à Andrea ce qui est arrivé à la fille de cette dame (je pensais, vu le ton employé, à une maladie). Andrea me dit, l'air navré : « T'imagines, elle envoie sa fille en Erasmus en Angleterre et elle se met à sortir avec un musulman, un Pakistanais et tout ! La pauvre, elle est désespérée ». Je tente de feindre de la compassion et me dis que, vraiment, ce n'est pas la peine de dire à Andrea, avec lequel j'entretiens pourtant des relations très cordiales, que je partage moi-même ma vie avec un Marocain.

Le problème de la « juste distance » est inhérent à toute enquête ethnographique [Bensa, 1995a]. Néanmoins, cette question se pose de manière accrue quand l'ethnologue « part sur le terrain » sachant que les personnes avec lesquelles il va travailler par « observation participante » représentent politiquement tout ce qu'il déteste. Certes, les relations avec les enquêtés peuvent être difficiles même quand l'ethnologue part sans *a priori*, voire avec un *a priori* positif. Mais quand on décide, comme je l'ai fait pour ma thèse [Avanza, 2007], de mener une enquête auprès des militants d'un parti ouvertement xénophobe, la Ligue du Nord (Italie), on sait avant même de commencer le terrain qu'il sera difficile de trouver la « juste distance ».

L'ethnographie, d'ailleurs, ne semble pas avoir été conçue pour ce genre de situations. Certains auteurs considèrent qu'il est tout simplement

improbable « de pratiquer une bonne ethnographie au sein d'un groupe qui ne susciterait qu'antipathie ou angoisse, ou dont les activités n'inspireraient que dédain ou ennui » [Olivier de Sardan, 2000, p. 434]. D'autres se posent la question : « L'empathie du chercheur est-elle gage de qualité ? » [Bizeul, 2007a, p. 76]. Il suffit de voir l'ampleur des polémiques qui ont agité le milieu anthropologique lors de la parution du journal de terrain de Bronislaw Malinowski, débordant de mépris et d'agacement envers les Mélanésiens [1985], ou lors de la sortie de l'ouvrage de Colin Turnbull, décrivant les Iks comme un peuple « sans amour » dépourvu d'humanité [1973]<sup>1</sup>, pour se rendre compte que le manque d'empathie envers le groupe étudié est considéré comme une véritable faute professionnelle remettant en cause la qualité de l'enquête elle-même.

Privilégiant les études portant sur les sociétés anciennement colonisées et les groupes dominés, les ethnographes sont souvent animés d'une volonté de réhabilitation des sociétés qu'ils étudient. « D'une certaine manière, faire du terrain revient à rendre justice, à voire réhabiliter des pratiques ignorées, mal comprises ou méprisées » [Beaud et Weber, 1998, p. 9]. Pour certains auteurs post-modernistes, il faut aller jusqu'à bannir le terme d'observation participante et privilégier celui de « dialogue » pour montrer la « nature coopérative et collaborative de la situation ethnographique » [Tyler, 1986, p. 126]. Nous voyons à quel point il est problématique d'appliquer ces propos à mon sujet. En effet, si la Ligue du Nord est certes un parti stigmatisé, peut-on vraiment avoir le désir de le réhabiliter ou de collaborer avec lui ?

Cette apparente antinomie entre les méthodes d'enquête ethnographiques (voire plus largement les méthodes qualitatives) et la distance au groupe étudié explique en grande partie le fait que, concernant des objets politiques, les études existantes tendent à privilégier des mouvements envers lesquels les chercheurs éprouvent de la sympathie, notamment les mobilisations en faveur de groupes dominés. En passant en revue les bibliographies d'ouvrages de synthèse récents, en anglais, sur les mouvements sociaux, Kathleen Blee [2007] a trouvé que 90 % des références concernent des mouvements progressistes (écologistes, défenseurs des droits civiques, féministes, altermondialistes, gay et lesbiens, etc.). Cas emblématique, les études féministes aux États-Unis sont menées par des femmes (dans la très grande majorité des cas) sur des femmes pour aider des femmes. Les féministes invoquent alors une « immersion totale » dans le terrain, une « épistémologie de l'intériorité » qui met en avant l'identification, la confiance, l'empathie dans le

1. Sur le journal de Malinowski voir, entre autres, le compte rendu de lecture de Clifford Geertz [1967]. Sur l'ouvrage de Turnbull, voir la critique de Frederick Barth [1974], suivie d'une réponse de Turnbull [1974].

but d'établir une relation de coopération et collaboration [Reinharz, 1992]. La même démarche est invoquée aux États-Unis par les tenants des *black studies* ou des *gay and lesbian studies*. En France, les travaux d'ethnographie politique portent également, dans leur grande majorité, sur des mouvements dont les chercheurs partagent, au moins en partie, les revendications comme c'est le cas, entre autres, des décolonisations, de la mobilisation des « sans » (sans papiers, sans logement, chômeurs) ou des malades du sida. Peu d'ethnographes ont choisi d'enquêter sur les groupes de « vétérans » de la guerre d'Algérie, les groupes anti-avortements ou les nationalistes caldoches... L'ethnographie de l'extrême droite française semble susciter plus de vocations, mais ce de manière récente [Bizeul, 2003 et Boumaza, 2001].

Les historiens ont davantage réfléchi aux questions morales et éthiques soulevées par les objets de recherche politiquement « détestables », notamment à propos du nazisme et de la Shoah [Zawadzki, 2002]. Néanmoins, toutes proportions gardées (comparés aux « bureaux volontaires de Hitler » [Goldhagen, 1997], les léguistes ne paraissent pas si détestables...), l'ethnographe est confronté à une difficulté que l'historien, généralement, ne connaît pas. Si l'historien travaille surtout par archives, l'ethnographe, pour obtenir des informations, doit « payer de sa personne, s'engager dans des relations intellectuelles, affectives et morales avec ses interlocuteurs » [Bensa, 1993]. Or, comment nouer ce genre de relations avec des individus qui représentent tout ce qui politiquement vous révolte<sup>2</sup> ?

Dans le cas de mon terrain, cette question s'est ultérieurement compliquée du fait que mes enquêtés, loin d'être hostiles et suspicieux à mon égard comme je m'y attendais, m'ont accueilli avec bienveillance. C'est que, dès les premiers contacts, quand j'ai déclaré être ethnologue, les militants léguistes m'ont identifiée comme une alliée « naturelle ». Se battant pour l'indépendance de l'Italie septentrionale, rebaptisée Padanie, au nom d'une « culture padane » que personne, en dehors du parti, ne revendique, les léguistes manquent cruellement de légitimité dans le champ politique et intellectuel. Percevant les ethnologues comme les chantres de la « différence culturelle » et des « traditions », les léguistes ont pensé que je comprenais leur cause et pouvais la servir. Bref, les militants comptaient me faire assumer un

---

2. Philippe Bourgois a réfléchi à la question non pas du politiquement, mais du moralement inacceptable lorsque ses interlocuteurs lui ont avoué avoir participé à des viols collectifs ou lorsqu'il s'est aperçu que certains d'entre eux maltrahaient leurs enfants. Son enquête pose de manière aigüe la question de savoir jusqu'où peut-on aller dans la « compréhension » de « l'autre », sans laquelle aucune enquête ethnographique n'est possible [Bourgois, 2001].

rôle identique à celui joué par Alban Bensa auprès des Kanaks, à savoir le rôle de caution intellectuelle de la lutte indépendantiste [Bensa, 1995b]. Cette attente n'est d'ailleurs pas totalement incongrue tant l'ethnologie, « savoir justificatif », a souvent été en Europe « mise en jeu pour “naturaliser” la nation, pour établir la continuité entre projet politique et fondement “ethnique” » [Fabre, 1996, p. 99].

Il apparaît alors, qu'on ne peut répondre à la question soulevée ici, comment enquêter sur l'autre politiquement « répugnant » [Harding, 1991], en prenant en compte le seul point de vue de l'ethnologue. En effet, les enquêtés, et ce d'autant plus que je travaille sur un mouvement politique, tentent de donner leur propre définition à la relation ethnographique en la tournant à leur avantage.

#### DE LA RELATION DE L'ETHNOGRAPHE À « SON » OBJET

La Ligue a conçu et fait voter la loi sur l'immigration en vigueur depuis 2002, l'une des plus restrictives d'Europe, mais sa mobilisation s'effectue surtout au niveau local : le parti organise de nombreuses manifestations pour dénoncer l'immigration comme source de criminalité, prostitution, trafic de drogue, contrebande et violence sexuelle et des rondes nocturnes dans les « quartiers infestés par la délinquance extra-communautaire ». Ses maires s'opposent systématiquement à la construction de mosquées et la radio du parti invite les militants à raconter, en direct, leur expérience de l'immigration : les « coutumes sauvages » de leurs nouveaux voisins, le changement de « leur » quartier, la prostitution en bas de leur appartement. C'est ainsi que, sur mon terrain, j'ai été confrontée à des militants qui se vantaient d'avoir répandu des excréments de porc sur un territoire octroyé par une mairie pour la construction d'une mosquée et au récit d'une « ronde padane » qui s'est « mal terminée » (c'est-à-dire par l'incendie du pont sous lequel dormaient des immigrés roumains). J'ai participé à un « colloque » sur « l'invasion islamique en Europe », à une distribution de tracts « oui à la polenta, non au couscous ». J'ai écouté, incrédule, des maires, des parlementaires et même futurs ministres léguistes, comme Roberto Calderoli, dire dans des manifestations ou meetings des choses comme « ces Talibans, nous, on n'en veut pas, qu'ils rentrent chez eux tabasser leurs femmes et laissent nos filles tranquilles ! ». Ou encore : « Des pauvres types les immigrés ? Mon cul ! Ils veulent nous envahir ces salopards et on va les arrêter ! ». Mais aussi : « Ils veulent venir à Venise ? Qu'ils viennent et on va tous les jeter dans les canaux ! » La xénophobie va tellement de soi que j'ai eu droit lors de chaque entretien à des propos

haineux sur les immigrés et notamment sur les musulmans sans jamais les avoir sollicités. C'était également le cas dans mes conversations informelles avec les militants, à l'instar de la scène rapportée en début d'article, régulièrement ponctuées de propos xénophobes totalement banalisés. Ce racisme « ordinaire » m'était d'ailleurs plus insupportable que la xénophobie organisée mise en scène lors de manifestations officielles du fait que je connaissais et fréquentais les auteurs de ces propos. Il est alors aisé de comprendre les raisons pour lesquelles je trouvais « mes » indigènes détestables.

Je suis d'ailleurs loin d'être la seule à avoir cette opinion des léguistes. Le parti est largement attaqué dans les médias et les milieux intellectuels, ce qui ne paraît pas étonnant au regard de ses positions xénophobes. Pourtant, quand on lit ces invectives, on s'aperçoit qu'elles portent moins sur le contenu xénophobe des discours léguistes, que sur l'accent de leurs représentants, « l'ignorance » de leurs électeurs, la « vulgarité » de leur leader (Bossi), l'autodidaxie de leur personnel politique.

### La Ligue du Nord

Dans l'offre politique de la Ligue, la rhétorique ouvertement xénophobe occupe désormais une place centrale. Contraint d'abandonner le projet indépendantiste pour pouvoir s'allier avec Silvio Berlusconi lors des élections législatives de 2001, Umberto Bossi, fondateur et leader du parti, devait trouver une nouvelle façon de distinguer la Ligue des autres partis de droite. Ce parti a toujours existé en débordant l'offre politique considérée comme légitime à un moment donné et s'est ainsi engagé dans une surenchère de radicalité. Parti fédéraliste lors de ses premiers grands succès du début des années 1990, au moment où parler de fédération paraissait incongru, la Ligue a ensuite vu tous les grands partis, de gauche comme de droite, devenir fédéralistes. Durcissant son offre, la Ligue se déclare alors indépendantiste pour continuer à exister, notamment face à Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi. En 1996, avec un programme sécessionniste, la Ligue devient le premier parti du Nord. Mais le « rêve padan » tarde à se réaliser et empêche la Ligue de s'allier avec d'autres partis en l'excluant ainsi de la vie politique. Après avoir troqué la sécession contre une alliance électorale avantageuse avec Silvio Berlusconi, Umberto Bossi investit un terrain inexploré en Italie : il fait de la Ligue le seul entrepreneur politique de la xénophobie. Si l'Alliance nationale de Gianfranco Fini (parti d'ascendance fasciste) prône une politique migratoire restrictive, elle est aussi engagée depuis le début des années 1990 dans une tentative réussie de normalisation et n'a aucun intérêt à s'exposer à des accusations de racisme. En revanche, Umberto Bossi, toujours à la recherche d'une âme protestataire donnant une visibilité à son parti, se lance dans la campagne anti-immigration sans complexes. Le discours léguiste concentre son invective sur la « culture islamique », conçue comme un ensemble homogène et historiquement immobile. L'islam est supposé incompatible avec la « civilisation chrétienne européenne », comme le montrerait la « guerre mortelle qui depuis mille deux cents ans met aux prises l'Europe et le monde islamique ». Umberto Bossi invoque alors le « droit à l'autodéfense culturelle », une « réaction naturelle » face au phénomène migratoire.

Les travaux d'Ilvo Diamanti [1993 et 1996] ont mis en évidence que la Ligue s'est implantée dans une aire géographique précise. Il s'agit de l'aire préalpine traversant l'Italie septentrionale d'est en ouest. Le vote léguiste s'enracine dans les zones les plus au nord du pays qui sont périphériques par rapport aux concentrations urbaines majeures (Milan, Turin, Gênes, Venise) et extérieures aux régions proprement alpines. À l'intérieur même de cette zone, la Ligue obtient les scores les plus élevés dans les localités petites et moyennes (pas dans les chefs-lieux de province), où le taux d'industrialisation est plus fort, où le taux de tertiarisation est plus faible (tant dans le privé que dans le public), où le poids des indépendants est très important et où le taux de chômage est le plus bas. Selon le même auteur, l'électorat léguiste est composé majoritairement d'ouvriers, employés et petits commerçants et indépendants, ayant un faible niveau d'études et vivant dans les petites villes et villages industriels de la région préalpine.

Cette population est porteuse d'un certain nombre de stigmates qui, à en juger par un article de Jean-Luc Douin en première page du *Monde des Livres* du 31 mai 2002, définissant Vérone (située en zone d'influence léguiste) comme une « ville bigote, près de ses sous, qui a la réputation d'abriter une population sectaire, grossière, d'une ignorance crasse », ont désormais dépassé les frontières nationales. La Ligue a ouvertement investi ce stigmate pour fidéliser son électorat populaire et préalpin en dénonçant l'oppression culturelle des Padans et le « racisme » dont ils feraient l'objet. Mais, ce faisant, l'image du léguiste et celle de l'homme dit du « Nord profond » ont fini par coïncider. Ces gens considérés comme rudes, ignorants, racistes, parlant le dialecte, fermés au monde et à la diversité sont forcément des léguistes aux yeux des citadins cultivés du Nord et encore plus aux yeux des Italiens du Sud. Bien qu'elle puisse canaliser des frustrations, cette image n'en reste pas moins difficile à assumer et crée au parti des difficultés de recrutement. Le responsable du mouvement de jeunesse du parti (Jeunes Padans) me confiait à quel point il lui était difficile d'attirer des jeunes dans la grande ville de Milan, et attribuait cette difficulté à l'image de la Ligue diffusée par les médias : « Quelques troglodytes alcoolos avec leurs vaches et mal habillés. C'est ça l'image !! » Un article du célèbre journaliste Enzo Biagi, en première page du *Corriere della Sera* du 23 février 2003, illustre bien le stigmate dont les militants du parti sont porteurs. L'auteur se moque de l'initiative des Jeunes Padans de Barlassina (petite localité lombarde) qui organisaient une conférence sur la « culture lombarde », les croyants visiblement incapables d'une quelconque initiative culturelle. Il tourne également en dérision les « racines celtiques » dont ces derniers se



réclament. Commentant le fait que l'adjoint à la culture de la Lombardie, le léguiste Ettore Albertoni, voulait distribuer dans les écoles de la région un « vocabulaire et une grammaire des langues et dialectes lombards », Enzo Biagi écrit : « Albertoni devrait avoir plus de sens de la limite : qu'il fasse écrire à ses partisans (les léguistes) *equo*, *iniquo* et *innocuo* (équitable, inique, inoffensif). Celui qui tombe juste recevra une photo de Bossi le celtique, et en couleur en plus ! » (soulignons que l'on parlait ainsi d'Umberto Bossi alors que ce dernier était ministre et que le parti participait au gouvernement).

Ce mépris, essentiellement d'ordre social et culturel, est le même que me renvoyaient mes amis italiens. Si, lorsqu'il enquêtait sur le FN, Daniel Bizeul [2007] s'est, avec ses proches, trouvé confronté à des blagues sur les chambres à gaz et les ratonnades (« alors combien d'immigrés ont-ils tabassés aujourd'hui ? »), je n'ai pas observé ce genre de réactions. Quand je disais à des amis, plutôt de gauche et diplômés du supérieur, que j'avais des entretiens à faire avec des léguistes, ils se mettaient à parler avec un accent nordique très prononcé, à écorcher des accords du subjonctif et à sortir des vulgarités en dialecte imaginant ainsi imiter mes interlocuteurs. Les militants du FN sont certes exposés à la condamnation morale, mais s'ils font peur, c'est que d'une certaine façon on les prend au sérieux. Les militants léguistes, eux, provoquent davantage le rire que la peur, la moquerie que l'inquiétude. Plus que des militants d'un parti xénophobe, ce qu'ils sont pourtant, on les considère comme des ignorants, certes racistes, mais davantage bouffons que dangereux.

Dans un univers social nord-italien dans lequel il est normal de se déclarer électeur de Silvio Berlusconi et est devenu respectable de se dire partisan d'Alliance nationale, l'électeur léguiste porte seul le poids de l'illégitimité<sup>3</sup>. Cette illégitimité est fondée davantage sur un stigmatisme indissociablement social (associé aux milieux populaires faiblement scolarisés et récemment enrichis) et culturel (associé à l'aire dite du « Nord profond ») que sur le positionnement idéologique du parti. Comme le montre une recherche effectuée en 1997, les électeurs de la Ligue se distinguent certes par leur attitude de crainte et leur rejet de l'immigration, mais guère plus que les électeurs d'Alliance nationale, ces derniers présentent même une attitude légèrement plus négative [Biorcio, 1997]. Pourtant, il n'existe pas un stéréotype de l'électeur ou du militant

---

3. Alors que la Ligue du Nord a obtenu un important résultat aux élections législatives d'avril 2008 (plus de 8% au niveau national), tous les sondages (d'avant le vote ou de sortie d'urne) avaient sous-estimé ce succès. Preuve que les électeurs du parti peuvent avoir honte de leur choix et donc le dissimuler.

d'Alliance nationale. Si vous vous dites partisan de ce parti, on va certes vous situer à droite de l'échiquier politique, mais vous ne passerez pas pour autant pour un analphabète. Adhérer à ce parti, qui compte parmi ses représentants des anciens partisans de la République de Salò, est aujourd'hui plus respectable que d'être léguiste.

La Ligue, notamment depuis le 11 septembre 2001, n'a pas non plus le monopole de l'islamophobie. Il suffit de lire le best-seller de la journaliste Oriana Fallaci (considérée jusqu'alors de gauche), *La Rage et l'Orgueil* [2002], au contenu profondément antiarabe et antimusulman, pour se rendre compte qu'elle ne disait pas des choses fondamentalement différentes de celles proférées par Umberto Bossi. Mais Oriana Fallaci lançait son invective depuis une autre position sociale (celle d'une intellectuelle largement consacrée et, qui plus est, féministe), position qui lui a ouvert les pages du plus influent quotidien italien, *Il Corriere della Sera* (où elle signait ses éditoriaux) et a rendu son discours respectable (et pas seulement à droite). Il est donc évident qu'il existe des interférences entre jugements politiques et jugements de classe : derrière la condamnation du racisme léguiste, dont je ne remets pas en cause la virulence, sommeille un mépris de classe.

Ce mépris, omniprésent dans la presse et le débat politique, transparaît également dans des travaux universitaires consacrés à la Ligue. C'est ainsi que Lynda Dematteo a intitulé sa thèse *De la bouffonnerie en politique. Ethnographie du mouvement Lega Nord en Bergamasca*. Dans cette thèse, le terme « grotesque » revient un nombre incalculable de fois pour définir les léguistes ou leurs actions, tout comme les termes « pathétique », « ridicule », « carnavalesque », « clownesque » [Dematteo, 2002]. La Ligue n'est pas le seul objet pour lequel se pose la question du mépris intellectuel. Les Back, qui travaille sur l'extrême droite anglaise, souligne ainsi à quel point les anthropologues prennent au sérieux la culture des « autres », y compris dans ses manifestations les plus violentes (guerres tribales, chasseurs de têtes), mais pas la culture populaire anglaise quand elle fait preuve de racisme. Dans un cas se moquer est gravement ethnocentrique, dans l'autre on le fait couramment sans se faire accuser d'ethnocentrisme de classe [Back, 2002].

Dans un tel contexte politique et scientifique, il n'était pas aisé de prendre position vis-à-vis de mes enquêtés. Considérant qu'il est de toute façon impossible de ne pas choisir son camp, Howard Becker, dans un texte intitulé « *Whose side are we on ?* », appelle à prendre parti pour les dominés. Concernant des objets explicitement politiques, il résume ainsi la question : « Nous prenons le parti des opprimés (*underdog*) ; nous sommes pour les nègres et contre les fascistes » [Becker, 1967, p. 244]. Mais les oppositions ne sont pas toujours si

simples : et si les « fascistes » étaient aussi des dominés ? Dans mon cas, d'un côté, je ne peux que réprouver les opinions et actions politiques des léguistes et donc être contre les « fascistes ». De l'autre, me joindre au chœur unanime de dénonciations, sachant sur quels arguments elles sont fondées, me met mal à l'aise puisque, en bonne sociologue, je suis, comme Howard Becker, du côté des « dominés ».

Prise entre ces deux exigences, j'ai essayé, en guise de compromis, de déconstruire les stéréotypes sociaux que tout le monde tient pour acquis, non pour réhabiliter le parti, mais, au contraire, pour montrer que les léguistes, qui font rire tout le monde, ont une idéologie et des pratiques qui sont loin d'être drôles. Les « bouffons » dont se gaussent certains ont été au gouvernement pendant cinq ans (2001-2006), où ils détenaient le ministère du Travail, de la Justice et des Réformes, et viennent, au moment où j'écris (avril 2008), de retrouver le pouvoir. Ils ont conçu la loi sur l'immigration et presque réussi à changer la constitution pour mettre en place un État fédéral dans lequel l'éducation, la police et la santé auraient été des prérogatives des régions (la loi a été approuvée au Parlement mais rejetée par la population qui devait la valider par référendum). Cette voie de compromis que j'ai essayé d'emprunter est très étroite. En effet, la Ligue s'emploie également, à sa manière, à déconstruire les stéréotypes dont est porteur le « Nord profond ». Elle fait même du retournement de ce stigmate un argument électoral et le fondement de l'appartenance partisane de ses militants. Elle utilise le mépris avec lequel on considère le parti et son électorat pour affirmer que les léguistes n'exercent pas le racisme mais le subissent. Trouver la juste distance en tenant à l'écart à la fois la dénonciation et la légitimation (même involontaire) n'est donc pas aisé. Surtout quand les « indigènes » ont leur propre point de vue sur la relation qu'ils souhaitent entretenir avec « leur » ethnographe.

#### LA RELATION DE « L'OBJET » À « SON » ETHNOGRAPHE

Selon Judith Freidenberg [1998], les anthropologues ont été tellement préoccupés par le rôle du chercheur dans la structuration de l'interaction avec les indigènes, que les attentes de ces derniers quant à cette même interaction ont été minimisées. Dans mon cas, il m'était pourtant impossible de minimiser les attentes indigènes qui m'ont été très clairement signifiées. Au début de mon enquête, en 1999, je me suis présentée à mon premier interlocuteur (un permanent qui anime une association culturelle affiliée à la Ligue) comme une étudiante en ethnologie. D'habitude, en Italie, je me déclare sociologue, tout

simplement parce que l'ethnologie est une discipline quasi-inconnue (parfois on a compris que je faisais de l'étymologie ou même de l'œnologie...). Mais, avec les léguistes, je craignais qu'étudiante en sociologie ne sonne trop « gauchiste » et j'ai donc préféré ethnologue. J'ai alors été très surprise de voir que mon premier interlocuteur et les suivants savaient ce qu'était l'ethnologie. Certains étaient même véritablement fascinés par la discipline. Pourquoi un tel engouement pour une discipline minoritaire dans le champ académique et méconnue du grand public ?

Par rapport aux autres micro-nationalismes européens, la revendication padaniste est souvent présentée comme un « cas limite » puisqu'on considère que sa « base historique et culturelle » est « inexistante » [Keating, 1998]. Certes, les tenants du *nation building*, tels Ernest Gellner, Eric Hobsbawm et Benedict Anderson, ont montré que la nation est toujours le résultat d'un processus social de construction identitaire ; mais les idéologues de la padanité, ne disposant pas d'un substrat culturel et d'un sentiment d'appartenance facilement mobilisables, doivent les inventer de toutes pièces. C'est pourquoi l'ethnologie peut représenter pour eux une ressource intéressante. D'autres mouvements nationalistes ont utilisé l'ethnologie ou le folklore afin de codifier une « culture nationale » [Thiesse, 1999]. Parfois, les ethnologues ont même été les instruments directs d'opérations politiques fondant la séparation ethnique [Chiva, 1996]. Dans le cas de la Ligue, pas d'ethnologues attirés, mais cette discipline a eu un rôle particulièrement important dans la socialisation politique des fondateurs du parti. De nombreux dirigeants, dont Bossi lui-même et Gilberto Oneto, le principal idéologue de la cause padane, ont participé au comité de rédaction de deux revues à moitié scientifiques et à moitié militantes d'ethnologie, *Etnie* (1981-1992) et *Etnica* (1993-1994), centrées sur les revendications des « peuples minoritaires » (des Touaregs aux Occitans). Depuis 1995 paraît *Quaderni Padani*, dirigée par Gilberto Oneto, qui se veut l'héritière d'*Etnie* et d'*Etnica*, mais s'occupe exclusivement de la cause padane. Pour l'intelligentsia léguiste, l'ethnologie est donc la science défendant les peuples minoritaires, parmi lesquelles ils placent les Padans, dont « l'identité » et la « culture » sont opprimées et doivent être défendues. En conséquence, une ethnologue venant de France pour étudier le mouvement padaniste ne pouvait être qu'une alliée aux yeux des léguistes. Un autre facteur a accentué cette proximité « allant de soi » : le fait que je sois originaire de Brescia, petite ville du Nord de l'Italie, fait de moi, aux yeux des léguistes, une « Padane ». Pour toutes ces raisons, les militants attendaient de moi que je montre enfin, grâce à mes compétences scientifiques, la légitimité de

la cause padane décriée en Italie tant par la presse et l'opinion publique que par les universitaires.

Être perçue comme une alliée a rendu mon enquête non seulement possible, mais également facile : les portes s'ouvraient à moi sans aucune difficulté, j'étais conviée à des événements, je pouvais vagabonder au siège du parti en toute liberté. Je suis également entrée facilement dans un réseau d'interconnaissance, ce qui m'a permis d'enchaîner les entretiens. Pourtant, il était impossible d'accepter ce rôle d'alliée à part entière sans que la fameuse juste distance ne devienne une distance inexistante. Pour Jeanne Favret-Saada, la juste distance en ethnologie est moins le maintien de l'observateur dans une voie moyenne, à mi-chemin de soi et de l'autre, que l'incessant parcours des différentes places que les membres de la société d'accueil vous assignent [1997]. Si on lui a assigné des rôles difficiles à tenir lors de son enquête (de guérisseuse à ensorceleuse), elle a pu néanmoins éthiquement les jouer. Or, il était pour moi impossible d'accepter d'être « l'alliée naturelle » du mouvement, l'ethnologue attitrée du padanisme, sans que cela m'entraîne trop loin. Ainsi, j'ai dû refuser à plusieurs reprises d'écrire pour le quotidien du parti et de parler lors de réunions. Je me suis même enfuie du studio de la radio partisane où, en direct, le plus important idéologue du parti, voulait me forcer à prendre la parole. Mais je ne pouvais pas non plus refuser en bloc cette image d'alliée sans remettre en cause la réussite de mon enquête. Je m'abritais alors derrière la « neutralité » scientifique, en laissant croire que si je ne participais pas c'était par éthique professionnelle et non à cause de mon positionnement politique, sur lequel je restais la plus floue possible. La neutralité scientifique derrière laquelle je m'abritais était crédible uniquement parce que les léguistes ne maîtrisent pas les positionnements idéologiques du champ universitaire français. On n'aurait jamais cru qu'un chercheur italien puisse être neutre, on lui aurait demandé le nom de son directeur de thèse et on l'aurait ainsi facilement étiqueté.

Paradoxalement, les personnes qui m'ont le plus aidée dans mon enquête n'étaient pas dupes quant à mes idées politiques. L'un d'eux (ancien militant d'extrême gauche) m'appelait même « l'espionne de D'Alema » (à l'époque, Massimo D'Alema était le secrétaire du parti des Démocrates de gauche, héritier du Parti communiste italien) et m'a dit, quand de blonde je suis devenue rousse : « Ah non ! Comme ça, on voit vraiment trop que tu es de gauche ! ». Néanmoins, aux yeux de la grande majorité des militants rencontrés, j'étais « une des leurs » et je ne les ai pas démentis. Le « monde padaniste » (comme l'appellent les militants eux-mêmes) est très fermé : il s'agit d'un groupe minoritaire et autoréférentiel dans lequel une position de franche opposition n'était pas

concevable. Dans les entretiens, quand j'ai essayé de contredire gentiment mes interlocuteurs, cela a provoqué la plus grande incompréhension. Je ne récoltais dans ce cas ni agressivité, ni provocations. Mes interlocuteurs ne comprenaient tout simplement pas. Pourquoi est-ce que je rompais la solidarité qui règne entre partisans d'une même cause (surtout si minoritaire et illégitime) ? Pourquoi gâcher ce plaisir de « l'entre soi » qui caractérise les échanges partisans ? La communication s'interrompait, les militants commençaient à se sentir mal à l'aise et moi aussi. J'ai donc rapidement abandonné l'idée d'un échange contradictoire et je les ai laissés croire à ma sympathie pour la cause padane, tout en négociant une distance « au nom de la science ». Cette posture, que Jean-Pierre Olivier de Sardan nomme « cynisme méthodologique » [2000, p. 428], n'a pas été un choix, elle s'est imposée à moi, en pleine enquête, comme la seule manière possible de me faire accepter sur le terrain sans pour autant me faire « embrigader » dans le mouvement. Je ne tire aucune fierté de cette duplicité, bien au contraire, et ce n'est donc pas pour mettre en avant ma grande capacité d'intégration, voire d'infiltration, que j'expose ici le récit de mon enquête.

Ce positionnement, s'il a rendu mon terrain possible, a aussi marqué mon enquête en m'imposant des contraintes et des limites. La proximité que je devais faire semblant de partager rendait en effet délicat le maintien de la distance négociée en tant que « scientifique ». Pour échapper à l'empressement des militants, je n'ai donc jamais pu rester plus de deux mois de suite sur le terrain (terrain qui a duré plus de trois ans, mais qui s'est donc fait « en pointillés »). Le temps de renouer les contacts, mener de nouveaux entretiens, faire de l'observation lors d'événements organisés par le parti et repartir avant qu'une trop grande familiarité ne s'installe rendant difficiles mes refus de participer. Une enquête à la fois « par immersion » et de longue durée était alors inenvisageable. Cette proximité idéologique présumée m'empêchait également d'accéder à une plus grande proximité « humaine » avec les militants. J'ai en effet constamment menti quant à ma vie privée, qui ne cadre pas avec ce qu'on peut attendre d'une sympathisante léguiste, et j'ai totalement cloisonné les deux univers. À titre d'exemple, j'ai donné à mes enquêtés un numéro de téléphone portable que j'utilisais uniquement en Italie et qui restait éteint le reste du temps. Si un nombre très restreint de personnes avait mon adresse mail, je n'ai jamais donné le numéro de mon domicile parisien, ni de mon portable français et j'ai éludé la question quand l'un de mes informateurs privilégiés a émis le souhait de me rendre visite à Paris. La seule fois où ce cloisonnement a été remis en cause, lorsque j'ai croisé dans le métro parisien un membre de la droite radicale française connu à une conférence léguiste, j'ai

été véritablement prise de panique, j'ai feint de ne pas le reconnaître et je suis descendue au premier arrêt.

Cette duplicité s'est révélée particulièrement pénible à la fin de mon enquête quand je me suis rendue sur le terrain visiblement enceinte. Les militants, que je côtoyais depuis trois ans, étaient sincèrement heureux pour moi et voulaient des détails. Qui était l'heureux papa ? Comment allait s'appeler la « petite Padane » ? Je me suis alors entendue répondre, alors que je ne l'avais pas prémédité, que Maurice (le père de ma fille s'appelle Mostapha) était très content de la venue prochaine d'Elisabeth (ma fille s'appelle Yasmine). Ce mensonge spontanément sorti de ma bouche est intéressant parce qu'il souligne la force des normes régissant la sociabilité militante. Étant en toute fin de terrain, je n'avais pas besoin de mentir. Même si les padanistes n'auraient certainement pas apprécié mon choix de faire un enfant avec, selon leurs catégories, un « Arabe » donc présumé « musulman » et évidemment « intégriste », qu'est-ce que j'avais à perdre ? Ils n'auraient pas pu saboter mon enquête, elle était terminée. Si j'ai menti, c'est pour ne pas rompre la complicité qui régissait mes échanges avec les militants, pour rester dans l'ambiance « d'entre soi » qui caractérise ce milieu, ce qui implique de ne pas fréquenter certaines catégories de personnes. Si j'ai ressenti le poids de la norme partisane, au point de mentir pour ne pas m'exposer au jugement des autres membres du groupe, alors que je n'adhère pas à cette même norme, j'imagine à quel point elle doit influencer sur le destin individuel des militants léguistes.

Cette « double vie » me mettait mal à l'aise. Quand je me retrouvais dans une rencontre partisane où se manifestait explicitement la xénophobie, je me sentais coupable envers mes convictions et mes proches que j'avais l'impression de trahir. En revanche, il m'est souvent arrivé, lors d'entretiens ou de dîners avec les militants, moments lors desquels peut se créer une empathie non empreinte d'éléments idéologiques, de me sentir fautive envers mes enquêtés qui me croyaient une alliée et donc, en quelque sorte, que je trompais aussi. Le fait d'abuser mes interlocuteurs, en effet, ne me paraissait pas automatiquement justifié par le fait que la Ligue est un parti xénophobe. Cette posture, qui est celle de la *conflict methodology*, se justifie, selon ses partisans, puisque le but est de démasquer des institutions puissantes (un anthropologue américain a fait semblant d'être un novice pour son travail sur une secte pentecôtiste, un autre s'est fait passer pour un malade dans un hôpital psychiatrique) [Punch, 1994]. Elle ne me semble pourtant pas éthiquement satisfaisante. C'est pourquoi, je me sentais aussi fautive envers ma discipline : alors que je donnais des cours de méthodes d'enquête ethnographiques à l'université et que j'expliquais à mes étudiants l'importance d'établir un

« contrat » clair avec les enquêtés sans leur mentir sur la raison de leur présence sur le terrain, moi je faisais exactement le contraire.

Je n'ai pas trouvé de solution face à ce malaise et, je l'avoue, j'ai été soulagée quand j'ai pu mettre un terme à mon terrain. Néanmoins, j'ai adopté une attitude qui rendait, à mes yeux, ma relation à mes enquêtés sinon sincère, du moins acceptable. J'ai décidé de prendre les militants léguistes, qui sont la risée de tout le monde, au sérieux. Je les ai pris au sérieux quand ils déclamaient en vers leur adhésion à la cause padane [Avanza, 2003a], quand ils débattaient pendant des heures de la « langue padane » (qui ne compte aucun locuteur) [Avanza, 2005], me parlaient avec fierté de leur origine celtique [Avanza, 2003b], ou organisaient des visites touristiques sur les « lieux emblématiques de la padanité ». J'ai pris au sérieux tout ce qui est considéré comme folklorique et grotesque au sein du léguisme. Même si je ne conteste pas le caractère inventé de la revendication identitaire léguiste, j'ai décidé de la prendre au sérieux tout simplement parce qu'elle est sérieuse pour les militants rencontrés sur le terrain. Je me suis donc intéressée à ce que ces militants font (de la défense des dialectes aux rondes nocturnes contre les immigrés) comme s'il s'agissait de membres d'un parti quelconque (donc un parti « sérieux »). En définitive, pour reprendre le *Guide de l'enquête de terrain* cité plus haut, moi aussi je me retrouve, paradoxalement, à « rendre justice » à des « pratiques mal comprises ou méprisées », rien que par le fait de prendre leur existence en considération. Tout cela peut paraître une évidence, d'autant plus que je ne suis pas la première à invoquer la nécessité de prendre les entreprises identitaires au sérieux [Clifford, 2000], ni à considérer qu'il faut prendre en compte le point de vue des indigènes, aussi déviants soient-ils. Comme l'a montré Howard S. Becker [1985, p. 196], « si nous ne parvenons pas à restituer... la réalité dans laquelle sont engagées les personnes que nous avons étudiées, la réalité qu'ils créent en donnant un sens à leur expérience, et par référence à laquelle ils agissent, nous ne produirons pas une analyse sociologique satisfaisante du phénomène que nous cherchons à expliquer ». Pourtant, à en juger par l'état de la littérature sur la Ligue, cette approche, qui permet d'éviter la dérision ou le sarcasme souvent associés à ce type d'objets, est rarement mise en œuvre.

## CONCLUSION

Être confrontée à « l'autre » politiquement « répugnant » [Harding, 1991] m'a obligée à désenchanter l'image que je me faisais de la relation ethnographique et à mettre au jour des mécanismes qui restent souvent



sous-jacents dans des enquêtes « par empathie »<sup>4</sup>. Les ethnographes travaillant sur des mouvements avec lesquels ils se sentent en empathie (mobilisations altermondialistes, luttes féministes, entrée en politique de groupes indigènes) ne sont pas contraints de se poser avec la même acuité les questions auxquelles j'ai été confrontée de force : quelle est la nature de mon « alliance » avec mes indigènes ? Qu'attendent-ils de moi ? Pourquoi, en tant qu'ethnologue, ma sympathie leur semble aller de soi ? Quel type d'usages font-ils de mon savoir ? Ces questions sont autant d'interrogations méthodologiques invitant l'ethnologue à objectiver sa position, que de sources de connaissance sur le groupe étudié. Ainsi, je n'aurais jamais soupçonné l'importance qu'a eue l'ethnologie (dans sa version ethniciste) dans la socialisation politique des idéologues du parti si je n'avais été confrontée au rôle « d'ethnologue de service » qu'ils m'ont attribué. La réflexivité ne peut en effet se suffire à elle-même. Elle n'a de sens que si elle nous éclaire davantage sur les « indigènes » que sur l'ethnologue.

Si elle présente des avantages heuristiques certains, l'enquête sur « l'autre » politiquement détestable connaît néanmoins des limites. Il me semble notamment très difficile de mener ce genre d'enquête sur une très longue durée. Il a d'ailleurs été rapidement évident à mes yeux qu'il me serait impossible de continuer à travailler sur la Ligue une fois ma thèse achevée. En effet, je partage le constat d'Alban Bensa lorsqu'il considère que l'ethnographie de longue durée ne peut pas se développer si les intérêts du chercheur et ceux des enquêtés ne convergent pas, au moins en partie. Dans son cas, il s'agit d'un accord politique puisque les Kanaks considèrent qu'il va leur laisser l'histoire du futur pays kanak (voir sa contribution dans ce même ouvrage). Dans mon cas, trouver une convergence était plus difficile. La longue durée est particulièrement inenvisageable si l'on songe à la question de la restitution. De plus en plus d'ethnographes considèrent que les informations recueillies doivent, d'une manière ou d'une autre, retourner aux indigènes. Ce retour est le plus souvent imposé par les codes éthiques que la quasi-totalité des pays anglo-saxons font signer aux chercheurs avant de les autoriser à mener une enquête. Les courants les plus progressistes, comme les études féministes, soutiennent même que la restitution est une obligation éthique du chercheur qui contribuerait ainsi à « l'empowerment » des informateurs et de leur communauté [Patai, 1991, p. 147]. Un tel diktat éthique suppose que les mobilisations auxquelles les chercheurs s'intéressent sont toutes à soutenir. Il

---

4. L'apport heuristique de ce genre de situation d'enquête est également souligné par Johanna Esseveld et Ron Eyerman [Esseveld, Eyerman, 1992].

est clair que je n'ai nullement envie de participer à « l'empowerment » des militants léguistes, ni de les voir se réapproprier des résultats de mon enquête. Il est alors difficile d'envisager une étude de très longue durée sans que mes enquêtés ne réclament de lire ce que j'ai écrit à leur sujet. Pour l'éviter, j'ai d'ailleurs choisi, pour l'instant, de ne rien publier en Italie (sachant qu'il est difficile que les militants trouvent mes articles publiés dans des revues scientifiques françaises).

Malgré ces limites et contraintes, si l'on veut se donner les moyens de comprendre de l'intérieur des phénomènes importants (fondamentalismes religieux, extrémismes politiques...) et éviter que ces objets ne deviennent le monopole des journalistes et autres essayistes, il faut cesser de considérer l'empathie comme une condition nécessaire pour mener une enquête ou comme un implicite de la relation ethnographique. J'espère avoir contribué à montrer avec mon travail sur la Ligue, après d'autres, qu'une enquête ethnographique sur un objet politiquement détestable est non seulement possible, mais qu'elle se révèle un instrument particulièrement efficace pour rendre compte de points de vue qu'on ne partagera pourtant jamais.

#### BIBLIOGRAPHIE

- AVANZA M. (2003a), « "Une politique qui vole sur les ailes de la poésie". Pratiques politico-poétiques au sein de la Ligue du Nord », *Terrain*, 41, p. 47-62.
- , (2003b), « Une histoire pour la Padanie. La Ligue du Nord et l'usage politique du passé », *Annales*, 1, p. 85-107.
- , (2005), « La Ligue du Nord : de la défense des dialectes à la recherche d'une langue nationale padane », *Mélanges de l'École Française de Rome. Italie et Méditerranée*, 1, p. 313-330.
- , (2007), *Les « purs et durs de Padanie ». Ethnographie du militantisme nationaliste à la Ligue du Nord, Italie (1999-2002)*, thèse de sociologie, EHESS, Paris.
- BACK L. (2002), « Guess who's coming to dinner ? The political morality of investigating whiteness in the gray zone », in WARE V., BACK L. (dir.), *Out of Whiteness. Color, Politics, and Culture*, University of Chicago Press, Chicago, p. 33-59.
- BARTH F. (1974), « On Responsibility and Humanity : Calling a Colleague to Account », *Current Anthropology*, 15, p. 99-102.
- BEAUD S., WEBER F. (1998), *Guide de l'enquête de terrain*, La Découverte, Paris.
- BECKER H. S. (1967), « Whose side are we on ? », *Social Problems*, 3, p. 239-247.
- , (1985), *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Métailié, Paris.
- BENSA A. (1993), « Anthropologie et citoyenneté », *Journal des anthropologues*, 50-51, p. 21-24.
- , (1995a), « De la relation ethnographique. À la recherche de la juste distance. Une lecture du livre de Philippe Descola, *Les Lances du crépuscule, Relations Jivaros*, Haute-Amazone, Paris, Plon, 1993 », *Enquête*, 1, p. 131-140.

- , (1995b), *Chroniques Kanaks. L'ethnologie en marche*, n° spécial 10/19-20 d'Ethnies-Documents, Peuples autochtones et développent & Survival International, Paris.
- BIORCIO R. (1997), *La Padania promessa*, Il Saggiatore, Milan.
- BIZEUL D. (2003), *Avec ceux du FN. Un sociologue au Front national*, La Découverte, Paris.
- , (2007a), « Que faire des expériences d'enquête ? Apports et fragilité de l'observation directe », *Revue française de science politique*, 1, p. 69-89.
- , (2007b), « Des loyautés incompatibles. Aspects moraux d'une immersion au Front national », *Sociologies*, 22. URL : <http://sociologies.revues.org/document226.html>
- BLEE K. (2007), « Ethnography of the Far Right », *Journal of Contemporary Ethnography*, 2, p. 119-128.
- BOUMAZA M. (2001), « L'expérience d'une jeune chercheuse en "milieu extrême". Une enquête au Front national », *Regards sociologiques*, 22, p. 105-121.
- BOURGOIS P. (2001), *En quête de respect. Le crack à New-York*, Seuil, Paris.
- CHIVA I. (1996), « Ethnologie, idéologie et patrimoine », in FABRE D. (dir.), *L'Europe entre cultures et nations*, MSH, Paris, p. 77-84.
- CLIFFORD J. (2000), « Taking Identity Politics Seriously : "The Contradictory, Stony Ground..." » », in GILROY P., GROSSBER L., MCROBBIE A. (dir.), *Without Guarantees : In Honour of Stuart Hall*, Verso, Londres, p. 94-112.
- DEMATTEO L. (2002), *De la bouffonnerie en politique : ethnographie du mouvement Lega Nord en Bergamasca*, thèse en anthropologie, EHESS, Paris.
- DE SARDAN J.-P. (2000), « Le "je" méthodologique. Implication et explicitation dans l'enquête de terrain », *Revue française de sociologie*, 3, p. 417-445.
- DIAMANTI I. (1993), *La Lega. Geografia, storia e sociologia di un nuovo soggetto politico*, Donzelli, Rome.
- , (1996), *Il Male del Nord. Lega, localismo, secessione*, Donzelli, Rome.
- ESSEVELD J., EYERMAN R. (1992), « Which side are you on ? Reflections on methodological issues in the study of « Distateful » social movements », in DIANI M., EYERMAN R. (dir.), *Studying Collective Action*, Sage, Londres.
- FABRE D. (1996), « L'ethnologue et les nations », in FABRE D. (dir.), *L'Europe entre cultures et nations*, MSH, Paris, p. 99-120.
- FALLACI O. (2002), *La Rage et l'orgueil*, Plon, Paris.
- FAVRET-SAADA J. (1997), *Les Mots, la mort, les sorts : la sorcellerie dans le bocage*, Gallimard, Paris.
- FREIDENBERG J. (1998), « The Social Construction and Reconstruction of the Other : Fieldwork en El Barrio », *Anthropological Quarterly*, 73, p. 89-101.
- GEERTZ C. (1967), « Under the Mosquito Net », *The New York Review of Books*, 4, 14 septembre.
- GOLDHAGEN D. (1997), *Les Bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l'holocauste*, Seuil, Paris.
- HARDING S. (1991), « Representing fundamentalism : the problem of the repugnant cultural other », *Social Research*, 58, p. 373-393.
- KEATING M. (1998), *The New Regionalism in Western Europe. Territorial Restructuring and Political Change*, Aldershot, Edward Elgar.
- MALINOWSKI B. (1985), *Journal d'ethnographie*, Seuil, Paris.
- PATAI D. (1991), « U.S. Academics and the third world women : Is ethical research possible ? », in BERGER GLUCK S., PATAI D. (dir.), *Women's Worlds : The Feminist Practice of Oral History*, Routledge, New York, p. 137-154.

- PUNCH M. (1994), « Politics and Ethics in Qualitative Research », in DENZIN N., LINCOLN Y. (dir.), *Handbook of Qualitative Research*, Sage Publications, p. 83-97.
- REINHARZ S. (1992), *Feminist Methods in Social Research*, Oxford University Press, New York.
- THIESSE A.M. (1999), *La Création des identités nationales. Europe XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Le Seuil, Paris.
- TURNBULL C. (1973), *Un peuple de fauves*, Stock, Paris.
- , (1974), « Reply », *Current Anthropology*, 15, p. 102-103.
- TYLER S. A. (1986), « Post-modern ethnography : From document of the occult to occult document », in CLIFFORD J., MARCUS G. E. (dir.), *Writing Culture : The Poetics and Politics of Ethnography*, University of Chicago Press, Chicago, p. 122-140.
- ZAWADZKI P. (2002), « Travailler sur des objets détestables : quelques enjeux épistémologiques et moraux », *Revue internationale de sciences sociales*, 174, p. 571-580.

## FRANCHIR LES SEUILS DES PARTIS. ACCÈS AU TERRAIN ET DYNAMIQUES D'ENQUÊTE

Myriam Aït-Aoudia, Lucie Bargel, Nathalie Ethuin, Élise Massicard et Anne-Sophie Petitfils

De Boeck Supérieur | « [Revue internationale de politique comparée](#) »

2010/4 Vol. 17 | pages 15 à 30

ISSN 1370-0731

ISBN 9872804161361

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2010-4-page-15.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## **FRANCHIR LES SEUILS DES PARTIS. ACCÈS AU TERRAIN ET DYNAMIQUES D'ENQUÊTE**

**Myriam AÏT-AOUDIA, Lucie BARGEL, Nathalie ETHUIN,  
Élise MASSICARD, Anne-Sophie PETITFILS**

Le retour réflexif sur les pratiques d'enquête de dix chercheuses en terrain partisan que propose cet article se nourrit de la présence croissante de débats méthodologiques dans la science politique française. Ces discussions profitent d'un décloisonnement disciplinaire et de l'extension de questionnements longtemps réservés aux terrains lointains des ethnologues<sup>1</sup>. Cet article porte notamment sur l'intersubjectivité propre à toute démarche qualitative supposant une co-présence entre chercheur et enquêtés<sup>2</sup>. Notre objectif est aussi d'insister sur les spécificités d'enquêtes sur des partis politiques, menées par des politistes.

Pour appréhender l'accès et le maintien dans un milieu partisan, nous filons la métaphore de la maison : enquêter dans un parti politique équivaut à chercher une voie d'accès adéquate pour tenter de pénétrer dans la maison (par la porte principale, l'entrée de service, la fenêtre ?) puis d'évoluer avec le maximum de liberté dans chacune de ses pièces (sa « base », son sommet, ses différentes « ailes », son grenier, ses dépendances), le plus longtemps possible sans être raccompagnée promptement à la sortie.

L'objet partisan présente plusieurs caractéristiques qui modèlent les relations d'enquête. En premier lieu, les partis sont des univers relativement institutionnalisés, pluriels et concurrentiels, structurés par des logiques de pouvoir et des univers d'interconnaissance, où les différents sous-groupes communiquent. Les partis les plus institués sont aussi très visibles médiatiquement, et surinvestis par des commentaires et analyses aux statuts divers, produits par les acteurs partisans eux-mêmes, mais aussi par des journalistes ou encore des essayistes. Il s'agit donc d'univers où la présence d'observateurs extérieurs peut être familière, et où la spécificité du regard scientifique

---

1. Cf. l'introduction du dossier.

2. BENSA A., « Remarques sur les politiques de l'intersubjectivité », BENSA A. et FASSIN D., (dir.), *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*, Paris, La découverte, 2008, p. 307-316.

doit sans cesse être affirmée. Or, les lectures proprement politiques de notre démarche, de la part des enquêtés, sont d'autant plus courantes que nous sommes des chercheuses en science politique (donc intéressées par la politique) travaillant sur des partis. Les analyses des politistes peuvent être lues par les acteurs partisans – à tort ou à raison – comme des validations ou au contraire des attaques, de manière assez similaire à des propos d'éditorialistes. Le statut de politiste a donc des effets structurants sur les configurations d'enquête étudiées ici.

Nourrir ses analyses d'un retour réflexif sur le travail de terrain constitue l'un des préceptes fondamentaux de la démarche ethnographique<sup>3</sup> ; si les recherches présentées ici ne sont pas toutes ethnographiques, toutes les enquêtrices appliquent néanmoins ce souci de réflexivité. Pour comprendre les relations d'enquête, les perceptions des propriétés sociales de l'enquêtrice par les enquêtés, et vice et versa, sont explorées. En l'occurrence, la relative homogénéité de sexe et d'âge des auteurs du dossier permet, de manière quasi-expérimentale, de comparer les effets de ces propriétés sur les relations d'enquête dans des partis politiques très divers. Les effets des écarts de classe, que l'enquêteur soit en position dominante ou dominée<sup>4</sup>, ont déjà été largement étudiés, suivis par ce que Pierre Fournier appelle les propriétés « visibles » des chercheurs, leur sexe, leur âge, leur race<sup>5</sup>. Le groupe de travail dont nous restituons ici les réflexions a choisi de penser ensemble les propriétés sociales personnelles des enquêtrices et leurs propriétés collectives, et en particulier leur position professionnelle<sup>6</sup>. Il s'agit de situer l'analyse dans une perspective interactionniste en portant attention aux perceptions croisées, réelles ou supposées, entre les enquêtrices et les enquêtés et à leurs effets objectifs et subjectifs sur l'enquête elle-même. Ce faisant, on peut apprendre des choses sur les univers partisans étudiés, mais aussi peut-être sur les politistes et leurs prati-

3. Stéphane Beaud et Florence Weber distinguent trois caractéristiques d'une enquête ethnographique : elle doit être de longue durée, menée dans un groupe d'interconnaissance et le chercheur doit faire preuve de réflexivité sur ses pratiques d'enquête. BEAUD S. et WEBER F., *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2003.

4. MAUGER G., « Enquêteur en milieu populaire », *Genèses*, n°6, 1991, p. 125-143. Ou au contraire : PINÇON M., PINÇON-CHARLOT M., « Pratiques d'enquête dans l'aristocratie et la grande bourgeoisie : distance sociale et conditions spécifiques de l'entretien semi-directif », *Genèses*, n°3, 1991, p. 120-133 ; *Voyage en grande bourgeoisie. Journal d'enquête*, Paris, PUF, 1997, chap. 2 et 3 ; CHAMBOREDON H. et al., « S'imposer aux imposants. À propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses*, n°16, 1994, p. 114-132.

5. Même si la différence de « visibilité » entre classe, sexe, âge, race peut se discuter. FOURNIER P., « Le sexe et l'âge de l'ethnologue : éclairants pour l'enquêté, contraignants pour l'enquêteur », *ethnographiques.org*, n°11, octobre 2006 [en ligne]. (<http://www.ethnographiques.org/2006/Fournier>) ; SAYAD A., « Une famille déplacée », in BOURDIEU P., (dir.), *La Misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 33-48. Cf. également le séminaire animé par M. Blidon et S. Roux à l'EHESP en 2010-11 : « La dimension sexuée du processus d'enquête : genre, sexualité et réflexivité ».

6. Nous retrouvons ainsi la démarche de DARMON M., « Le psychiatre, la sociologue et la boulangère. Analyse d'un refus de terrain », *Genèses*, n°58, 2005, p. 98-112.

ques de travail – et notamment sur ce que les faveurs de tel ou tel objet d'étude doivent aux anticipations des possibilités d'enquête<sup>7</sup>.

Nous avons fait le choix – qui organise le déroulement du texte – de penser les relations d'enquête de manière dynamique. Non seulement le sexe ou la profession de l'enquêtrice ne produisent pas des effets univoques selon les milieux sociaux enquêtés et les interlocuteurs rencontrés au sein d'un même parti, mais les façons dont ces propriétés sont connues, interprétées, évaluées et gérées par les enquêtés et les enquêtrices varient également au fil du temps de l'enquête. Les logiques de la « coopération concurrentielle »<sup>8</sup> propres aux partis politiques doivent elles-mêmes être saisies de manière dynamique, en lien avec les évolutions du contexte socio-politique et des temporalités partisans. Nous nous arrêterons d'abord sur le moment de la négociation initiale de l'accès au terrain, en insistant sur le fait que celui-ci est inséparablement façonné par les anticipations, plus ou moins réalistes, des enquêtrices et par les premières réactions effectivement rencontrées. Nous verrons ensuite que tant la position de la chercheuse au sein du parti que les enjeux politiques qui structurent la vie partisane évoluent en permanence au cours de l'enquête.

### **Droits et coûts d'entrée sur le terrain : le rôle des propriétés sociales**

Qui contacter lors de la première phase d'une enquête sur un parti politique ? Faut-il frapper à la porte principale ou est-il plus judicieux de s'introduire par une porte dérobée ? Si le choix dépend bien entendu de l'objet même de la recherche tel qu'il a été défini avant l'enquête, il est aussi contraint par les représentations que le chercheur se fait de la légitimité de sa démarche et de l'accueil qui pourrait lui être réservé. Nous souhaitons ici, à travers le retour sur plusieurs situations de prise de contact, analyser les stratégies de présentation de soi et de l'enquête que nous avons adoptées en fonction d'un ensemble de ressources et de contraintes perçues, mais aussi leurs effets sur les directions prises par l'enquête et ainsi, sur la délimitation de nos objets de recherche.

#### ***Frapper à la grande porte ?***

Ose-t-on se présenter à la grande porte, c'est-à-dire auprès des dirigeants nationaux ? Cette interrogation, préalable aux premières interactions avec

7. Kathleen Blee considère ainsi que la propension des chercheurs à travailler sur des organisations et mouvements « progressistes » ne renvoie pas exclusivement à un registre politique ou moral, mais surtout à des considérations pragmatiques puisqu'il protège des potentielles intimidations et permet souvent de mobiliser les réseaux personnels pour accéder au terrain. BLEE K., « Ethnographies of the Far Right », *Journal of Contemporary Ethnography*, 2007, 36, p. 121.

8. OFFERLE M., *Les partis politiques*, Paris, Puf, 2000 [1987], p. 25.



les enquêtés, modèle sans doute tout autant que des considérations théoriques le choix de l'échelle d'analyse adoptée. Enquêter sur des partis politiques, qui plus est sur leurs dirigeants, suppose le plus souvent de s'adresser à des dominants, à des hommes, blancs, d'âge mûr, d'origines sociales élevées. La question de ce que nous nous autorisons ou non au début d'une enquête s'est donc posée d'autant plus que nous étions conscientes de la distance sociale, genrée et générationnelle qui nous distinguait d'eux. Il est à cet égard révélateur qu'aucune de nous n'ait commencé son enquête en s'adressant d'emblée aux dirigeants nationaux du parti étudié, quand bien même ceux-ci constituaient l'objet d'étude central. Entamant une recherche sur les dirigeants du Parti socialiste (PS), Carole Bachelot a délibérément contourné l'entrée de la rue de Solferino<sup>9</sup>. Elle a d'abord contacté les membres d'une association satellite, la Fondation Jean Jaurès, qui l'ont progressivement introduite dans les arcanes du parti. Elle a ensuite, grâce aux relations consolidées avec des proches des principaux dirigeants, pu accéder à l'Atelier de campagne de Lionel Jospin en 2002 et au siège national du Parti socialiste. Elle a ainsi cherché à se familiariser avec le monde des responsables parisiens et à accumuler de l'expérience, et donc de la légitimité, en se situant d'abord en dehors de la direction, avant d'en rencontrer les principaux porte-parole. Ces situations de déconnexion entre les niveaux d'accès et l'objet d'étude sont le fruit de l'évaluation par le chercheur de ses chances de succès, nourrie d'éléments objectifs et de perceptions subjectives.

Il peut sembler plus aisé de s'adresser directement aux membres de la structure étudiée lorsque l'enquête porte sur le fonctionnement d'un milieu partisan à l'échelle locale ou fédérale, plutôt que sur la direction nationale du parti. Par exemple, Hélène Combes contacte d'emblée les dirigeants de la fédération de Mexico du Parti de la révolution démocratique (PRD), son objet d'étude pré-défini. Anne-Sophie Petitfils en revanche, travaillant sur la fédération de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) du Nord, ne s'autorise pas à accéder « par le haut » à son terrain. Anticipant les effets de la distance qui la sépare des principaux dirigeants de la fédération, elle s'adresse d'abord à des jeunes militants, étudiants pour la plupart. Elle s'est ainsi familiarisée avec l'univers de l'UMP au contact de militants perçus comme plus accessibles avant de surmonter sa timidité sociale, accentuée par le fait d'être une jeune femme enquêtant sur un milieu essentiellement masculin.

Décider de ne pas contacter directement ceux sur qui on veut réellement travailler peut impliquer de passer par des chemins de traverse ou, à l'inverse, par une voie perçue comme royale. Élise Massicard a pu, pour sa part, tirer profit à la fois de sa connaissance préalable du parti étudié et de relations d'enquête antérieures. Étudiant la structuration du Parti républi-

9. Adresse du siège national du PS à Paris.

cain du peuple (PRP) dans la province d'Adana, en Turquie, et souhaitant mener des entretiens avec des militants, elle s'adresse d'abord, non pas directement aux membres de la structure provinciale, mais à des députés auxquels elle avait un accès facilité par ses recherches précédentes. L'enquêtrice suppose qu'un militant local ne peut pas refuser d'accorder un entretien à une personne recommandée par un député : il s'agit donc de se conformer à la hiérarchie interne – même implicite – du parti. Ces exemples révèlent bien les processus d'auto-censure de la part de certaines jeunes chercheuses enquêtant sur des responsables partisans – hommes plus âgés le plus souvent – qui anticipent (à tort ou à raison, peu importe) un refus ou du moins des difficultés redoublées d'accès au terrain du fait de l'« intériorisation de la domination sociale et de sa subjectivité »<sup>10</sup>.

Ces interrogations préalables à l'entrée sur le terrain s'expriment dans le cas d'enquêtes menées au sein de partis existants, qui se matérialisent dans des lieux aisément repérables. Dans d'autres cas de figure, les enquêtés se situent hors de toute organisation partisane, soit parce qu'ils l'ont quittée, soit parce qu'elle a disparu : la question de l'accès au terrain se pose alors différemment. Ainsi, lorsque Catherine Leclercq entame sa thèse sur les ex-militants du Parti communiste français (PCF), la première difficulté consiste à trouver un point d'accès à des enquêtés. Travaillant sur un objet sensible et largement tabou dans l'institution partisane, elle essuie de nombreux refus de la part de dirigeants fédéraux pour consulter les archives et les registres d'adhérents. C'est surtout grâce à l'effet « boule de neige » qu'elle parvient à rencontrer des anciens communistes qui la mettent en contact avec d'autres ex-militants. Elle accède aussi aux archives de la Fédération de Paris grâce à un jeune responsable d'autant plus disposé à coopérer qu'il est en conflit avec la direction fédérale. Ainsi le caractère clivé et conflictuel des partis politiques peut-il devenir un « levier » pour faciliter l'accès de la chercheuse au terrain. Myriam Aït-Aoudia a été confrontée à des difficultés analogues pour contacter des ex-militants du Front islamique du salut (FIS), en Algérie, au début des années 2000 alors que ce parti est dissout depuis presque dix ans, et que ses anciens dirigeants sont pour la plupart interdits d'activités politiques. Seul l'un d'eux occupe une position officielle, au Sénat. C'est donc la seule possibilité d'accès au terrain. Dans ces cas d'enquêtes en dehors d'une organisation partisane, le « choix » de l'enquêtrice est particulièrement réduit : il dépend totalement de ceux qui sont (encore) visibles dans une arène publique. Ce n'est qu'à partir de ce point de contact imposé qu'il est possible de constituer un réseau de relations pour rencontrer progressivement de plus en plus de personnes. Or, ce mode d'entrée peut se révéler d'autant plus problématique que l'enquête elle-même fait exister (les ex-communistes) ou ré-exister (le FIS) des objets politiquement sensibles, illégitimes, voire illégaux.

---

10. CHAMBOREDON H. et *al.*, art. cité., 1994, p. 115.

On peut suggérer que ces stratégies d'accès au terrain d'enquête reflètent une double évolution des manières d'étudier les partis politiques, révélatrice d'un éloignement relatif des politistes par rapport aux *leaders*. Distance objective d'abord, la discipline s'étant développée et de ce fait relativement démocratisée et féminisée – en tous cas davantage que la population des dirigeants partisans. Distance « politique » ensuite, la perspective critique adoptée par la sociologie des partis politiques se donnant pour principe de se défaire des catégories indigènes, peut impliquer une méfiance vis-à-vis des relations avec des enquêtés prestigieux, en vertu d'une crainte d'être « baladée » ou enrôlée par ces professionnels de la parole et de la présentation de soi que sont les dirigeants partisans, tout comme une volonté d'aller voir au-delà, à côté ou ailleurs, des « façades » nationales des partis. On pourrait par ailleurs se demander si le développement d'études localisées des partis n'est pas lié aux anticipations des « terrains » possibles par des chercheurs soucieux de mener des enquêtes empiriques. Il semble plus facile, en tout cas pour des jeunes chercheurs, d'obtenir son ticket d'entrée auprès de militants locaux ou de responsables intermédiaires que de dirigeants nationaux, plus enclins à défendre un monopole interprétatif sur leurs pratiques et les règles du jeu politique. Les premiers contacts avec « ses » enquêtés sont ainsi d'emblée modelés par ces anticipations, plus ou moins fondées, qui font préférer un point d'accès plutôt qu'un autre.

### *Faire avec ce que l'on est*

Plongées dans un milieu d'interconnaissance dont elles n'ont au départ qu'une vague idée, les chercheuses souhaitant travailler sur une organisation partisane prennent toujours le risque de se voir fermer des portes si elles ne parviennent pas à construire des bonnes raisons de faire accepter l'enquête. Erving Goffman insiste sur l'importance des « premières impressions »<sup>11</sup> qui cadrent les interactions. Nous voudrions revenir sur nos stratégies, plus ou moins conscientes, de présentation de soi<sup>12</sup> en soulignant d'abord combien elles sont contraintes par des éléments non dissimulables de notre identité sociale, de notre « façade personnelle »<sup>13</sup>, tels le sexe et l'âge. Nous analyserons ensuite comment un même attribut, par exemple être chercheuse en

11. GOFFMAN E., *La mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi*, Paris, Éditions de Minuit, 1973 [1959], p. 20.

12. *Ibidem.*, p. 204 et s.

13. Selon Goffman, la « façade personnelle désigne les éléments qui, confondus avec la personne de l'acteur lui-même, le suivent partout où il va. On peut y inclure : les signes distinctifs de la fonction ou du grade ; le vêtement ; le sexe ; l'âge ou les caractéristiques raciales ; la taille et la physionomie ; la façon de parler ; les mimiques ; les comportements gestuels et autres éléments semblables. Certains de ses supports de communication, par exemple les caractéristiques raciales sont stables et ne varient pas d'une situation à une autre, alors que d'autres, comme la mimique, sont relativement mobiles et peuvent se modifier d'un moment à l'autre au cours d'une même représentation », *ibidem.*, p. 30.

science politique, alimente des perceptions très diverses d'un milieu partisan à l'autre et comment leur anticipation peut conduire les chercheurs à adopter des stratégies différentes de présentation de soi.

On a déjà évoqué ce qu'être une jeune femme débutant une recherche sur un milieu essentiellement masculin et dominant peut engendrer comme sentiment d'illégitimité et comme tentatives de réassurance pour se sentir autorisée à contacter des dirigeants. Si le genre produit des effets indéniables dans toute relation d'enquête<sup>14</sup>, il peut prendre une importance décisive aux yeux de militants qui en font un principe majeur de division du monde social. Ainsi, lorsque Myriam Aït-Aoudia envisage de mener des entretiens avec des hommes politiques algériens, qui plus est islamistes pour certains, elle ne peut ignorer leur représentation majoritaire du rôle des femmes, essentiellement domestique et cantonné à la sphère privée. De plus, parler de leur engagement partisan avec une jeune femme est le plus souvent une situation inédite pour eux. Face à ces obstacles anticipés, Myriam Aït-Aoudia a cherché à se « déféminiser » au maximum, en endossant le parfait costume de l'intellectuelle austère : vêtements stricts, cartable ostentatoire, carte professionnelle en poche !<sup>15</sup> Elle a fortement insisté sur son statut d'enseignante et chercheuse à la Sorbonne, pour bénéficier du prestige associé à ce lieu. L'objectif était aussi de légitimer la démarche scientifique en la distinguant du journalisme et de l'essayisme, mal perçus par des enquêtés dont les discours et les actions sont, depuis la guerre civile, particulièrement commentés – le plus souvent stigmatisés. Ayant conscience de la mauvaise image de ces travaux auprès des gens du FIS, l'enquêtrice insistait alors sur la neutralité de sa démarche, en mettant en avant ses dimensions historique et sociologique et son caractère apolitique. Contrairement à d'autres organisations partisans délégitimées, à l'instar du Front national (FN) qui selon Guy Birenbaum « n'a pas de souci de donner une image valorisante à l'extérieur »<sup>16</sup>, les anciens du FIS se sont montrés très sensibles à cette offre de parole, qui constitue, à leur yeux, une occasion inédite de « dire la vérité » et de réhabiliter leur action politique. Dans son enquête sur des partis d'extrême droite, eux aussi stigmatisés dans le champ politique et journalistique, Stéphanie Dechezelles met également en œuvre ce type de stratégie vestimentaire, de

14. Cf. sur ce point BLONDET M., « Le genre de l'anthropologie, faire du terrain au féminin », in BENZA A. et FASSIN D., (dir.), *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*, Paris, La Découverte, 2008, p. 59-80.

15. A posteriori, cette stratégie semble erronée, la facilité étonnante de l'enquête auprès des membres du FIS montre que l'enquêtrice s'est trompée : le fait d'être une jeune femme inexpérimentée a en fait probablement constitué un atout considérable, dans le sens où cela peut être assimilé par les enquêtés à un gage de naïveté et d'honnêteté. « Dans nombre de sociétés, être jeune et inexpérimenté peut constituer un avantage parce que beaucoup de gens considèrent un jeune étranger comme ignorant, sans défense, et comme ayant besoin de conseils », WAX R.H., « Gender and age in fieldwork and fieldwork education : no good thing is done by any man alone », *Social problems*, vol. 26, n°5, 1979, p. 517.

16. BIRENBAUM G., « Élités 'illégitimes', élites illégitimées : les responsables du FN », in COHEN S., (dir.), *L'art d'interviewer les dirigeants*, Paris, PUF, 1999, p. 133-162.

la plus décontractée à la Ligue du Nord à la plus « habillée » à Forza Italia, à la fois pour s'adapter aux critères d'appréciation des enquêtés et pour remplir une sorte de fonction propitiatoire<sup>17</sup>. En outre, après avoir essuyé plusieurs refus d'entretiens alors qu'au début de l'enquête elle se présentait comme une « étudiante » (*studentessa*), elle a commencé à se présenter en tant que « docteure » (*dottoressa*)<sup>18</sup>. Gage de sérieux, la possession d'un titre universitaire a immédiatement entraîné une meilleure considération de la part des individus contactés : les refus ont alors diminué jusqu'à quasiment disparaître.

On le voit clairement ici, la façon dont on se présente et dont on présente l'enquête est très fortement conditionnée par nos anticipations et nos perceptions des classements indigènes. De ce point de vue, l'étiquette « science politique » ne produit pas d'effets univoques et les stratégies des chercheurs varient. Pour négocier une enquête auprès de militants issus majoritairement des catégories populaires, ayant un faible niveau d'études, surtout dans des organisations de gauche, les chercheuses ont fait plus souvent mention d'une recherche en sociologie, tant la science politique peut avoir des effets d'inhibition, associée qu'elle est à des études sélectives. Inhibant dans certains contextes, le label « science politique » peut inversement faciliter le contact. Florence Haegel l'a toujours mis en avant pour obtenir des entretiens auprès des dirigeants de la droite parisienne, tout comme elle mentionnait Sciences Po, son institution de rattachement. Mais ces précautions étaient loin de constituer toujours un sésame. La résistance de deux des principaux leaders parisiens de l'époque à lui accorder un entretien n'a d'ailleurs été levée qu'en mentionnant pour l'un qu'elle était électrice de son arrondissement et ensuite, pour l'autre, qu'elle avait mené un entretien avec son rival.

Plus globalement, les chercheurs doivent faire avec les représentations que les enquêtés se font des sciences sociales en général et de la science politique en particulier. Comme le souligne Bernard Lahire, « pour qu'un effet de légitimité "prenne", il faut que l'enquêté ait un minimum de connaissance de l'univers culturel légitime et qu'il ait un minimum de foi dans la légitimité et l'importance de cet univers »<sup>19</sup>. Or, cette foi en la démarche scientifique ne va pas de soi, loin s'en faut<sup>20</sup>. De fait, les membres des partis ont souvent une vision politique des travaux académiques et testent les enquêtrices : il s'agit de savoir si tel politiste ou si telle analyse est « pour »

17. BOLTANSKI L., « Les usages sociaux du corps », *Annales ESC*, vol. 26, n°1, 1971, p. 205-233.

18. Ce titre est attribué aux détenteurs de la *laurea*, équivalent du Master 1. En Italie, les titres scolaires font l'objet d'une très forte ostentation.

19. LAHIRE B., « Variations autour des effets de légitimité dans les enquêtes sociologiques », *Critiques sociales*, n°8-9, 1996, p. 94.

20. Muriel Darmon a contribué à « faire une sociologie de la place de la sociologie » en analysant les réactions suscitées par son enquête sur l'anorexie, DARMON M. « Le psychiatre, la sociologue et la boulangère... », art cité.

ou « contre » eux, de droite ou de gauche, et non pas si elle est empiriquement fondée ou légitime dans l'univers académique.

Dans les milieux militants de droite, les sciences sociales sont souvent – non sans raison – perçues comme un univers de gauche et plutôt hostile. Lors de son enquête sur les militants de l'UMP dans le Nord, Anne-Sophie Petitfils a d'autant plus à gérer ce type de représentation que bon nombre d'enquêtés n'ignorent pas que certains membres de son laboratoire (le Ceraps à Lille 2) ont des engagements syndicaux ou partisans dans des organisations de gauche. Le cas le plus emblématique est celui de Stéphanie Dechezelles qui doit gérer son statut de jeune chercheuse française en science politique auprès de militants des partis d'extrême droite en Italie. La science politique y est peut-être encore davantage qu'en France considérée comme une discipline peuplée de militants de gauche et d'extrême gauche : les enquêtés en veulent pour preuve le fait qu'Antonio Negri<sup>21</sup> l'enseigne à l'Université. Stéphanie Dechezelles est ainsi sans cesse interrogée par ses enquêtés sur son positionnement politique, et plus encore après le 21 avril 2002 au moment où les manifestations en réaction à la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle font l'objet d'une large couverture médiatique en Italie.

En effet, si les chercheurs sont souvent sommés, plus ou moins explicitement, d'« annoncer la couleur politique », certains événements et contextes favorisent le fait qu'en l'absence de réponse claire de leur part à ce sujet, on leur en attribue une d'office. Par exemple, pour Élise Massicard, le fait d'être française a été un obstacle à lever au début de son enquête en Turquie. En effet, la pénalisation par la France de la négation du génocide arménien et les nombreuses prises de position contre l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ont alimenté une méfiance quant à ses véritables motivations : elle a même pu être parfois suspectée d'appartenir aux services de renseignement français et a dû redoubler d'efforts pour gagner la confiance des militants du PRP. On saisit bien ici en quoi le statut d'étrangère sur le terrain ne produit pas davantage que les autres caractéristiques personnelles, d'effets univoques. S'il peut parfois aider à accéder au terrain car le chercheur n'est pas perçu comme directement concerné par les enjeux et conflits indigènes, il peut, dans d'autres cas, contraindre le chercheur à donner davantage de gages de sa bonne foi. Il est donc nécessaire de spécifier les usages et les effets possibles d'un même attribut tant ils varient d'un terrain et d'une situation à l'autre. De la même façon, la longévité sur le terrain produit des effets

---

21. Antonio Negri était dans les années 1960 professeur à l'Institut de sciences politiques de l'université de Padoue. Il est arrêté et emprisonné en 1979 pour des liens présumés avec les Brigades Rouges. Exilé en France, il est condamné par contumace. Il retourne en Italie en 1997, purge une partie de sa peine et est libéré en 2003. Il est l'auteur notamment de *Multiitude : guerre et démocratie à l'époque de l'Empire*, Paris, La Découverte, 2004.

sur les relations d'enquête, modifie le rôle assigné au chercheur et pose de nouveaux défis.

### **Se maintenir sur le terrain : la routinisation de l'enquête et ses contraintes**

Parce qu'elle nécessite une immersion relativement longue et la construction de relations durables avec les enquêtés, l'enquête de terrain s'apparente à un véritable engagement<sup>22</sup>. Ce rapprochement n'est pas que métaphorique : tout d'abord, il permet de souligner combien les relations d'enquête sont durablement, mais en partie seulement, déterminées par nos (micro) décisions, nos actions antérieures<sup>23</sup>, en l'espèce, les conditions même de notre entrée sur le terrain. Plus encore, il incite à envisager les redéfinitions de ces relations en situation d'enquête, dans les interactions régulières entre l'enquêteur et ses enquêtés, l'enquêteur et l'organisation.

La place qu'occupe l'enquêtrice sur le terrain évolue donc au cours de l'enquête, au gré des alliances nouées et des sous-groupes abordés. Seront ici développés trois aspects des dynamiques d'enquête spécifiques aux partis politiques. D'abord, les dynamiques d'enrôlement, l'un des jeux de rôles les plus courants consistant à devenir « participante »<sup>24</sup> ; ensuite, le fait que ces enrôlements s'effectuant au sein d'espaces d'interconnaissance caractérisés par diverses tensions, voire de luttes internes, ont souvent pour résultat ce que nous appellerons l'« enclivage », c'est-à-dire l'inclusion – souvent involontaire et peu maîtrisée – du chercheur dans un de ses sous-groupes partisans ; enfin, l'effet sur les relations d'enquête des rythmes partisans, qui diffèrent sensiblement des temporalités de l'enquête, mais que l'enquêtrice doit également gérer.

#### ***Jeux de rôles : devenir participante***

La présence longue sur le terrain, la participation à la sociabilité partisane, le partage d'expériences et de moments de camaraderie permettent non seulement de tisser des liens de confiance avec les enquêtés – faisant ainsi progresser l'enquête par l'ouverture de nouvelles « portes » et l'accès à un

---

22. Cf. CEFAÏ D., « Postface : l'expérience ethnographique, l'enquête et ses publics », dans CEFAÏ D., (dir.), *L'engagement ethnographique*, Paris, Editions EHESS, 2010.

23. BECKER H.S., « Notes on the Concept of Commitment », *The American Journal of Sociology*, vol. 66, n°1, 1960, p. 32-40.

24. Par « enrôlement », il faut entendre la prise de rôle dans l'institution partisane. Cette prise de rôle est, comme nous le verrons tout à la fois habilitante et contraignante et peut entrer en contradiction avec le rôle du chercheur. Cf. BERGER P., LUCKMANN T., *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1986.

matériau plus riche – mais aussi d'intégrer petit à petit les façons d'être, d'agir et de sentir du milieu partisan et ainsi de mieux en saisir la culture, les codes, les règles et les enjeux. Cette socialisation au terrain peut passer par l'apprentissage des discours partisans légitimes ou des « petites habitudes » militantes : se serrer les biceps et non la main à Alleanza Nazionale ou se heurter le front pour se saluer dans le parti du mouvement nationaliste turc. Pour Carole Bachelot, maintenir une présence longue et répétée sur le terrain permet d'entretenir une relation durable, fluide, sans forcément engranger d'informations nouvelles mais qui aide à affiner son sens pratique de l'organisation, sa connaissance des codes internes. De même, la présence de Lucie Bargel sur son terrain au Mouvement des jeunes socialistes (MJS) fonctionne largement comme une initiation, un processus d'apprentissage largement tacite, semblable à la socialisation des militants qu'elle étudie. L'enquête longue dans un milieu d'interconnaissance peut ainsi être assimilée à une véritable éducation du regard, à un apprentissage de la gestuelle ou du « tour de main » militant ; elle donne aussi l'occasion de ressentir des émotions qui participent à la construction du « nous » partisan.

La dimension informelle et parfois souterraine des relations d'enquête est ce qui permet à l'enquêtrice « de faire partie des murs » ou de « se fondre dans le décor ». En effet, en même temps qu'elle se socialise au terrain, l'enquêtrice acquiert un rôle au sein de la configuration partisane et la relation d'enquête se routinise. Mais cette banalisation de la présence de la chercheuse n'est pas donnée une fois pour toutes. Tout d'abord, certains enquêtés peuvent vouloir remettre de la distance lorsque l'enquêtrice contrevient à leurs attentes et intérêts et sort involontairement du système de « places » dans lequel elle s'insère en débutant une enquête<sup>25</sup>. En outre, certains rôles adoptés perdent leur crédibilité sur la durée, par exemple lorsque le chercheur doit gérer son insertion dans différents milieux partisans dans lesquels il enquête simultanément ou successivement<sup>26</sup>. C'est aussi le cas de la posture de la jeune chercheuse profane et volontiers naïve, par définition temporaire. Lucie Bargel éprouve ainsi la difficulté à assister à toutes les réunions d'un groupe local du MJS pendant plus d'un an, sans jamais y prendre la parole – difficulté qui aurait sans doute été plus grande encore pour un enquêteur, les jeunes femmes silencieuses en réunion restant plus nombreuses que les jeunes hommes.

25. Selon Jeanne Favret-Saada, le travail ethnographique consiste à s'insérer délibérément dans un système de places qui nous est inconnu (FAVRET-SAADA J., *Les mots, la mort, les sorts*, Paris, Gallimard, 1977). Ce travail « comporte des moments de très grande passivité où l'on ne contrôle pas les situations » et le chercheur peut à tout moment « gaffer », en adoptant des comportements déplacés, et risquer alors de rompre avec son terrain. FAVRET-SAADA J., « Glissements de terrains. Entretien avec Jeanne Favret-Saada », *Vacarme*, n°28, 2004 ( [www.vacarme.org/article449.html](http://www.vacarme.org/article449.html) )

26. Voir plus particulièrement les articles de Nicolas Bué (« Gérer les relations d'enquête en terrains imbriqués. Risque d'enclivage et distances aux enquêtés dans une recherche sur une coalition partisane locale ») et Olivier Grojean (« Les aléas d'un terrain comme révélateurs de sa structuration. Gestion et objectivation d'une relation d'enquête sur une mouvance radicale et transnationale ») dans ce numéro.



L'un des changements de rôle les plus fréquents en milieu partisan consiste à quitter une position initiale de spectateur pour participer aux activités militantes. On passe alors à l'« observation participante ». Carole Bachelot en prenant part aux activités de la fondation Jean Jaurès, ou Lucie Bargel en faisant l'expérience d'activités partisans illicites, espéraient non seulement affiner leur connaissance du milieu étudié mais aussi libérer la parole des enquêtés sur ce type d'activités. Cependant, ce type de jeu de rôle n'a pas toujours les effets escomptés : constatant que Lucie Bargel participait aux mêmes activités qu'eux, ses enquêtés s'attendaient parfois à ce qu'elle dispose d'une connaissance au moins aussi étendue qu'eux de ces pratiques, ce qui ne les incitait pas à les expliciter. Par ailleurs, la participation à des activités partisans ne garantit pas nécessairement la levée de toutes les inhibitions de la part des enquêtés. C'est ce que révèlent les injonctions à l'adhésion, qui peuvent alors se faire plus pressantes, et qui sont une manière de marquer le fait que l'enquêtrice n'est pas (encore) complètement « dedans ». Les enquêtés de Carole Bachelot finissent ainsi par lui demander « quand est-ce que tu nous rejoins ? ». Ces sollicitations d'engagement peuvent être communes aux espaces militants<sup>27</sup>, mais quand les sollicitations portent sur une participation à l'action (et se règlent souvent « en situation ») et l'adhésion morale à la cause, dans les partis politiques, espaces plus institutionnalisés, avoir sa carte d'adhérent(e) demeure un signe incontestable d'appartenance institutionnelle continuant d'ouvrir certains droits (notamment la participation aux scrutins internes du parti).

### ***Passeurs, alliés et « enclivage »***

Si à mesure que sa présence se prolonge, le rôle de l'enquêteur au sein de la « société des militants » se redéfinit au gré de la dynamique d'enquête, il est rare que l'enquêteur partage une proximité égale avec l'ensemble des membres du parti ; il risque à tout moment d'être assimilé à un sous-groupe partisan et de voir certaines portes se refermer. Les enquêtes de terrain témoignent souvent de la contribution de certains enquêtés – « alliés », « *gate-keepers* », « intermédiaires » ou « passeurs » – à la dynamique de recherche. Cela est d'autant plus le cas dans les milieux partisans, caractérisés par une interconnaissance forte, et des relations de concurrence intenses. Et ce n'est qu'au fur et à mesure que l'enquêtrice découvre les rapports de force internes qui structurent le fonctionnement partisan. Avançant le plus souvent dans un premier temps « à tâtons », elle peut donc se retrouver prise – malgré elle et parfois à son insu – dans les luttes internes auxquelles participent ses alliés.

27. Comme l'indique notamment HAVARD-DUCLOS B., « Les coûts subjectifs de l'enquête ethnographique », *SociologieS*, Dilemmes éthiques et enjeux scientifiques dans l'enquête de terrain, mis en ligne le 21 juin 2007 (<http://sociologies.revues.org/document182.html>)

De fait, les relations qui se nouent entre l'enquêtrice et ses passeurs sont bien souvent déterminées non seulement par la position spécifique du passeur dans le parti – souvent multipositionné entre l'univers partisan et l'univers académique –, par la demande de parole des enquêtés, mais aussi par les règles propres au parti politique. Au MJS, par exemple, les nouveaux entrants sont, dès leur premier contact avec l'organisation, dirigés vers un responsable local qui fait ensuite office de « parrain » : le même processus a pu être reproduit à l'égard de l'enquêtrice. Dans le cas des partis dont le fonctionnement et l'organisation sont plus faiblement structurés (absence de liste d'adhérents, absence de local du parti pouvant servir de vitrine), le choix des intermédiaires est plus contraint. Pour Stéphanie Dechezelles, ce sont des responsables régionaux, aisément repérables dans les structures régionales ou les assemblées d'élus, qui font nécessairement office d'intermédiaires et lui permettent de rencontrer des militants. Dans les tentatives pour trouver « son » intermédiaire, les succès comme les échecs renseignent sur la structuration, les représentations et les enjeux du milieu étudié. Mais ce type de parrainage peut aussi se révéler contraignant : ainsi d'anciens responsables du FIS conduisent Myriam Aït-Aoudia auprès d'autres ex-dirigeants. Cet accompagnement au sens littéral signifie la perte de la maîtrise de l'enquête : le choix des enquêtés dépend de la volonté de l'intermédiaire, qui, physiquement présent pendant les entretiens, contraint également la parole ainsi livrée.

Au-delà des difficultés relatives à la maîtrise de l'information et des réseaux, l'entretien d'une proximité plus grande avec certains enquêtés pose la question de l'assimilation du chercheur à un sous-groupe interne au parti. En effet, les partis sont à la fois des univers pluriels et concurrentiels structurés par des logiques de pouvoir, et des milieux d'interconnaissance, où les différents sous-groupes communiquent. Les conditions d'entrée dans le parti ainsi que la routinisation de l'enquête ont souvent pour corollaire l'enrôlement, pas toujours maîtrisé, des enquêteurs non seulement dans le parti mais aussi dans ses luttes internes et dans l'une de ses « cliques ». Ce phénomène d'« enclichage » a des effets sur le déroulement de l'enquête : des portes peuvent se fermer ; l'enquêteur peut bénéficier d'un accès inégal aux différentes strates partisans et être contraint par ses proximités présumées. De ce fait, l'un des enjeux majeurs d'une enquête en milieu partisan consiste à gérer le positionnement du chercheur par rapport à différents sous-groupes. Si les conditions de l'entrée dans le parti peuvent, selon les spécificités du terrain, contraindre durablement le déroulement de l'enquête<sup>28</sup>, elles n'ont cependant pas d'effet irréversible. Ainsi, Carole Bachelot, en participant aux activités de la fondation Jean Jaurès, est étiquetée « strauss-kahnienne » et sujette à quolibets de la part de membres d'autres

28. Voir l'article de Nicolas Bué dans ce numéro.

courants. Cependant, elle constate également l'existence de réseaux de solidarité voire d'amitié entre membres de courants formellement concurrents, réseaux fondés sur des logiques générationnelles (jeunes prétendants) et sociales (diplômés de l'IEP de Paris). Si cet exemple relativise la prégnance du cloisonnement des réseaux intra-partisans institués, il indique également qu'un enclivage initial, loin d'être exclusif et déterminant, peut aussi ouvrir d'autres portes. Aussi, l'association du chercheur à une clique peut, dans certaines conditions, ouvrir des opportunités. Lors d'une réunion houleuse du PRD devant se tenir à huis clos, l'un des deux leaders qui s'affrontent prie publiquement Hélène Combes, associée à une journaliste, de quitter la salle. Or, pour se démarquer, son concurrent l'invite à s'asseoir à ses côtés, lui permettant ainsi de poursuivre ses observations. Les effets de l'enclivage ne sont donc pas univoques et irréversibles, ne serait-ce que parce que les partis eux-mêmes sont des univers évolutifs, en perpétuelle recomposition, soumis à des temporalités qui leur sont spécifiques.

### *Les effets des temporalités partisans*

La vie des partis se caractérise par une temporalité propre, qui contraint les rythmes et le déroulement de l'enquête. Les rythmes partisans et les rythmes de l'enquête diffèrent. Les premiers sont marqués par des échéances régulières – qu'elles soient de nature électorale ou liées aux scrutins internes des partis – qui ont des incidences importantes sur l'enquête. En effet, il est fréquent qu'au sein de ces espaces, des phases routinières alternent avec des moments plus critiques ou, pour le dire autrement, à des phases d'atonie et de fermeture du parti sur l'entre-soi militant, succèdent des périodes de mobilisation intense marquées par une ouverture du parti sur l'extérieur ou par un durcissement des clivages internes. Mais il est des contingences qui ont une incidence plus directe sur la dynamique des relations enquêteur-enquêtés et que l'enquêteur ne peut que difficilement maîtriser. On songe tout particulièrement aux redéfinitions des rapports de force internes au cours de l'enquête, à l'occasion d'un Congrès, d'un changement de direction, etc. En effet, la progression de l'enquêteur sur le terrain passe aussi par la position que ses interlocuteurs occupent dans l'espace partisan. Comment gérer les mouvements quand les acteurs changent ou quand leur position ou leur pouvoir symbolique dans le parti se modifie ? Ces expériences viennent rappeler qu'au sein des partis politiques, les liens affectifs sont toujours politiques, toujours soumis aux aléas de la « coopération concurrentielle »<sup>29</sup> qui caractérise ces univers, et donc toujours susceptibles d'être redéfinis. Les recompositions des « courants » du PS entraînent ainsi leur lot de rup-

29. OFFERLÉ M., *op. cit.*, 2000, p. 25.

tures d'amitiés parfois anciennes et intenses – bien davantage qu'une relation d'enquête.

De plus, les organisations sont diversement institutionnalisées, et l'ampleur des renversements de positions s'en voit modifiée. Les luttes internes aux organisations partisans aboutissent parfois à une totale reconfiguration des directions, ce qui peut entraîner une rupture dans la dynamique d'enquête. Ainsi, alors que Lucie Bargel avait dans un premier temps noué des relations d'enquête cordiales avec des responsables nationaux et parisiens des Jeunes populaires, et négocié la passation d'un questionnaire aux Universités d'été (UE) de 2005, c'est précisément lors de ces UE que la présidente en poste est « démissionnée ». Au cours des mois qui suivent, ses proches parmi les cadres nationaux et départementaux sont également évincés, obligeant l'enquêtrice à repartir quasiment de zéro, qui plus est avec un stigmate de « proximité » avec l'ancienne équipe. Cet épisode contribue également à mettre la question de l'institutionnalisation de l'organisation de jeunesse de l'UMP au cœur de l'analyse. De la même façon, négociant la passation d'un questionnaire au congrès de l'UMP de novembre 2004 qui allait consacrer Nicolas Sarkozy comme président du parti, Florence Haegel s'est rapidement rendu compte que les interlocuteurs « officiels », ceux de l'équipe dirigeante emmenée par Alain Juppé, ne prenaient plus seuls les décisions et qu'il fallait obtenir parallèlement l'autorisation de la direction « fantôme », celle de Nicolas Sarkozy. Le candidat à la présidence de l'UMP avait déjà mis en place ses propres rouages et rallié des transfuges au sein même de l'ancienne équipe de direction. De ce point de vue, obtenir une autorisation officielle dans une période de renouvellement de l'équipe dirigeante compliquait évidemment la négociation mais constituait aussi un bon point d'observation des circuits de décision en période de transition partisane<sup>30</sup>.

Enfin, même sans conflit, les partis sont tous à des degrés divers des organisations mouvantes en perpétuelle reconfiguration<sup>31</sup> : la question de l'impact du *turn-over* sur la continuité de l'enquête se pose donc. Étudie-t-on le même parti politique si tous nos enquêtés ont changé ? Ces mouvements de personnel touchent diversement les entreprises partisans : ils sont sans doute plus fréquents dans les organisations les moins institutionnalisées et ils concernent peut-être davantage les simples militants que les élus, dont la fonction leur assure une certaine longévité en politique. Les organisations de jeunesse des partis, par leur limite supérieure d'âge, sont plus spécialement touchées par ce phénomène. En quelques mois, Lucie Bargel devient

---

30. Cf. également l'article de Mounia Bennani-Chraïbi (« Quand négocier l'ouverture du terrain c'est déjà enquêter. Obtenir la passation de questionnaires aux congressistes de partis marocains »), dans ce numéro.

31. GAXIE D., « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n°1, 1977, p. 123-154.

une « ancienne » des deux organisations étudiées, ce qui peut contraindre les relations d'enquête avec les nouveaux entrants, qui se méprennent sur sa place dans l'organisation. Les effets d'un changement de personnel politique sur l'enquête ne sont pas univoques, *a fortiori*, lorsqu'ils se déroulent sans conflit. Ainsi, Stéphanie Dechezelles a constaté en revenant sur le terrain plusieurs mois après, alors que les équipes de jeunes avaient changé (les plus « vieux » ayant été élus ou ayant abandonné), que le souvenir d'une enquêtrice française était restée vivace au sein de certaines sections. Elle a ainsi pu recueillir auprès de nouveaux interlocuteurs les fruits d'une enquête qui s'était bien déroulée : accès à certaines archives militantes (tracts, archives) et même à des brouillons de tracts.

Les conditions de l'accès au terrain, les choix initiaux de la chercheuse, voulus ou contraints, tout autant que la prise de rôle de l'enquêtrice, l'enclichage ou les temporalités partisans n'ont pas d'effets univoques et irréversibles. Ils sont co-produits par la chercheuse et les enquêtés, qui entretiennent eux-mêmes des appréciations différenciées du rôle de chercheur. En somme, ils sont à la fois fonction des spécificités, plurielles et évolutives, des partis politiques étudiés et des possibilités pour l'enquêtrice de gérer, voire de jouer avec ses ressources personnelles au fur et à mesure qu'elle se socialise à l'univers partisan étudié. L'on peut alors s'interroger, à la suite de Bénédicte Havard-Duclos<sup>32</sup>, sur les coûts, notamment subjectifs, de cette implication et sur les conditions pratiques d'une sortie de terrain (ou d'un désengagement) réussie. C'est ainsi que se pose la question des conditions différenciées de la réception de nos recherches par les enquêtés<sup>33</sup>.

---

32. À propos d'une enquête au sein d'un univers associatif (à « Droit au logement »), HAVARD-DUCLOS B., *op. cit.*, 2007.

33. Cf. dans le présent numéro : BACHELOT C., COMBES H., DECHEZELLES S., HAEGEL F., LECLERCQ C., « Les partis s'intéressent-ils à nos enquêtes ? Éléments comparatifs sur la réception des recherches sur les partis ».